

Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16858 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE METROPOLITAINE

JEUDI 8 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'OTAN veut faire capituler Slobodan Milosevic

● Les Etats-Unis veulent pousser le président yougoslave à la reddition ● Jacques Chirac dénonce l'« épurée ethnique planifiée » par le « dictateur » ● Après avoir rejeté un cessez-le-feu, l'OTAN frappe pour la première fois une colonne de blindés serbes au Kosovo

Enquête sur les administrateurs judiciaires

Un ancien directeur de la SDBO, filiale du Crédit lyonnais, a été mis en examen pour « corruption » le 1^{er} avril, dans l'enquête sur les liens financiers entre cette banque et les mandataires de justice. Un audit révélé par *Le Monde* décrit les « déviations » du système. p. 8 et notre éditorial page 18

Corse : la justice et José Rossi

Deux informations judiciaires contre X visant la gestion du conseil général de Corse-du-Sud, alors dirigé par l'ancien ministre José Rossi (DL), ont été ouvertes mercredi. p. 40



Dresde émouvante

Bombardée, défigurée, la capitale de la Saxe se reconstruit et retrouve son visage baroque et émouvant. Egalement en pages Voyages, deux week-ends portes ouvertes en Toscane et les nouvelles colonies de vacances. p. 30 à 32

La croissance française

La France a une croissance plus élevée que la plupart des pays européens. « La monnaie unique semble permettre de nouvelles divergences », explique Michel Fitoussi. p. 18



Le cinéma français aux Etats-Unis

Soutenus par les critiques, les films français sont peu vus par les Américains. Avec les sorties de la semaine. p. 35 à 37

La bataille BNP contre SG-Paribas

Les conseils de la Société générale et de Paribas ont refusé massivement l'offre de la BNP. p. 22

Boris Berezovski sous mandat d'arrêt

Le parquet général de Russie a délivré, mardi, un mandat d'arrêt contre le baron de la politique et de la finance russe. p. 40

Allemagne, 3 DM ; Angleterre, 9 F ; Australie, 25 A\$; Belgique, 40 F ; Canada, 2,25 \$ CA ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Esc ; Espagne, 166 Ptas ; Suède, 10 KSE ; Suisse, 2,10 F ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

M 0147 - 408 - 7,50 F

essais

HORIZONS-ANALYSES

LE MONDE - VENDREDI 16 AVRIL 1999 - VII

Le Dictateur



● L'OTAN durcit le ton envers M. Milosevic
● M. Chirac s'en prend au « dictateur »
● L'offre de cessez-le-feu de Belgrade rejetée
● Première attaque contre des chars serbes
● Des liens « mafieux » Eltsine-Milosevic ?

p. 2 ● M. Enzensberger répond à M. Chevènement p. 6
p. 2 ● DOSSIER : huit années de terreur p. 14-15
p. 3 ● DÉBATS : un point de vue de Jacques Attali p. 18
p. 4 ● COMMUNICATION : les télévisions et la guerre p. 23
p. 5 ● La revue de presse et nos chroniques p. 38 et 40

Ce plan « fer à cheval » qui programmait la déportation des Kosovars

LE DOSSIER Milosevic s'alourdit. « On en apprend tous les jours un peu plus », dit un diplomate occidental dont les journaux sont occupés par la guerre du Kosovo. Les responsables de l'OTAN sont, à juste titre, soucieux de convaincre l'opinion publique que l'exode des Albanais du Kosovo n'a pas commencé avec les frappes aériennes, qu'il est le résultat d'un projet longuement pensé et préparé par la direction serbe pour renverser la situation démographique dans la province. Une preuve supplémentaire leur en a été fournie, la semaine dernière, quand le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, a reçu des autorités d'un pays voisin - non précisé - de la Serbie la copie d'un plan du gouvernement de Belgrade détaillant la politique de nettoyage ethnique appliquée au Kosovo.

Ce texte est daté du 26 février, soit quelques jours après l'échec des négociations de Rambouillet, échec camouflé sous l'expression « difficultés de mise en œuvre », et un mois avant le début de la campagne aé-

rienne de l'OTAN. Il porte le nom de code de « plan fer à cheval », sans doute pour symboliser la prise en tenaille des populations albanaises qui devaient être peu à peu repoussées en direction des pays voisins pour être finalement expulsées.

Ce texte de quelques pages prévoit notamment la déportation des Kosovars albanais habitant les centres urbains. Si son authenticité était confirmée, ce qui paraît faire peu de doute, il viendrait s'ajouter aux nombreux éléments permettant de penser que la politique appliquée par Slobodan Milosevic a été préméditée. Après avoir fait mine en octobre 1998, d'accepter un retrait des forces serbes de la province pour écarter la menace de frappes de l'OTAN, l'homme fort de Belgrade n'avait pas attendu plus de quelques semaines pour masser des troupes autour du Kosovo et se préparer à toute éventualité.

Les Occidentaux reconnaissent aujourd'hui qu'ils ont sous-estimé la détermination meurtrière de leur adversaire. Des di-

rigences des Etats ayant naguère appartenu à la fédération yougoslave, qui connaissent bien Slobodan Milosevic pour avoir négocié des nuits entières avec lui au début des années 90, les avaient pourtant mis en garde. Mais il leur était difficile, malgré le précédent bosniaque, de concevoir qu'à la fin du XX^e siècle, il se trouverait un dirigeant européen assez fou pour appliquer, avec des moyens modernes, un plan datant de 1937. A cette époque, Vaso Cibrilovic, un académicien serbe qui devait être plusieurs fois ministre sous Tito, avait « théorisé » l'expulsion des Arnauts (Albanais) du Kosovo... vers l'Albanie et la Turquie.

Le plan « fer à cheval » reprend ces idées avec une brutalité qui a emporté, s'il en était besoin, les derniers doutes pacifistes du ministre allemand (Vert) des affaires étrangères : « Pour la première fois en ce siècle, a déclaré Joschka Fischer, l'Allemagne se trouve du bon côté... »

Daniel Vernet

POINT DE VUE

Chasser le Chevènement de notre tête

par Bernard-Henri Lévy

Monsieur Chevènement est en retard, ce matin-là. Les ministres, quand il pénètre dans la pièce, ont déjà débattu du Kosovo. Alors il ne dit rien. Il s'assied et ne dit rien. Mais quand vient l'heure de se séparer il sort de sa serviette une page photocopiée de l'écrivain allemand Hans Magnus Enzensberger et, tel un professeur ou un pion, tel un de ces « grands éducateurs républicains » dont il a la nostalgie et qui donnerait, en la circonstance, une « colle » à des élèves dissipés, il distribue la photocopie à chacun de ses collègues : « Je ne dirai rien du Kosovo, prévient-il. Je vous distribue seulement ce texte qui résume mon état d'esprit - c'est de la philosophie... »

Bizarre Chevènement. se disent, je suppose, les collègues. Bizarre texte qui, alors que l'émotion est à son comble, alors qu'il n'est question, dans le pays, que des moyens de voler au secours de nos frères européens du Kosovo et alors que les deux rétes de l'exécutif, d'une seule voix, disent leur détermination, cette fois, de ne pas laisser impunis

les crimes contre l'humanité et de ne pas répéter les erreurs de la guerre de Bosnie - bizarre petit texte, oui, qui exhorte à « renoncer aux fantasmes d'une morale omnipotente », à conjurer le « piège » de la « rhétorique universaliste » et de la « théologie » des « droits de l'homme », à « fixer des priorités », à « examiner », avant de trop s'engager en faveur des lointains Kosovars, « les différents degrés de la responsabilité », à faire « la différence », en un mot, « entre le proche et le lointain ».

L'auteur est écrivain, répétons-le. Il est allemand. Et cet écrivain allemand aura été le premier surpris, l'en suis sûr, de se voir ainsi enrôlé dans la croisade d'un ministre français qui veut « fermer sa gueule » tout en l'ouvrant « tout en conservant, quand même, son maroquin au sein de la majorité dite « plurielle ».

Lire la suite page 16

Bernard-Henri Lévy est écrivain et directeur de « La Règle du jeu ».

Juste cause

POURQUOI la France fait-elle, avec d'autres, la guerre en Serbie ? A quel titre ? Au nom de quel intérêt vital, dans une région dont l'Histoire nous a appris à nous méfier, face à un pays qui fut, au long de cette Histoire, l'un de nos plus fidèles alliés ? Quel peut donc être notre « but de guerre » ?

Personne n'aurait sans doute souhaité devoir répondre à de telles questions, dans une Europe qui s'enorgueillit, à juste titre, d'avoir donné naissance à une Union qui avait pour but d'en finir avec la guerre. Pourtant on ne peut nourrir aucun doute sur les conditions qui ont fait naître une telle crise, et qui sont à rechercher dans les erreurs et les atterissements de nos gouvernements dans les dix dernières années, plutôt que dans celles commises ces dix derniers jours, conditions qui font que seul un usage approprié de la violence contre l'actuel régime serbe peut mettre fin à une situation dommageable, au premier chef, pour ces dizaines de milliers de malheureux contrainsts à l'exil, mais aussi pour l'Europe tout entière.

L'urgence est là, celle de ces deux millions d'Albanais du Kosovo, livrés au « droit de glaive » de M. Milosevic. Mais, à son protesté, le Kosovo fait partie intégrante de la Serbie, il en serait même le « cœur » historique. En fait, les frontières entre les républiques qui, hier encore, formaient la Yougoslavie de Tito, ont été considérées comme un compromis de nature à stabiliser le processus de divorce, mais nullement comme le dernier mot. Et surtout, il est patent que les Albanais du Kosovo, qui avaient accepté de vivre dans une Yougoslavie fédérale, ne voulaient pas, ne veulent toujours pas, vivre dans une Serbie centralisée.

J.-M. C.

Lire la suite page 18

Déception marseillaise



ROLAND COURBIS

DÉCEVANTE soirée pour les supporters de l'Olympique de Marseille et pour l'entraîneur, Roland Courbis, dont les joueurs n'ont pu faire qu'un match nul (0-0) contre les Italiens du FC Bologna en demi-finales aller de la Coupe de l'UEFA. Solides en défense, les Italiens n'ont guère été inquiétés. Le match retour, le 20 avril, s'annonce difficile.

Lire page 29

International	2	Jour	33
France-société	4	Météorologie	33
Régions	12	Carnet	34
Horizons	14	Culture	35
Entreprises	19	Guide culturel	37
Communication	23	Abonnements	38
Tableau de bord	26	Kiosque	38
Aujourd'hui	29	Radio-Télévision	39

هكذا من الأصل

BALKANS Dans son allocution radiotélévisée, mardi 6 avril, Jacques Chirac a estimé que « l'horreur voulue et organisée par Milosevic dépasse aujourd'hui tout ce que

l'on peut imaginer » et qu'il voulait dire « aux autorités serbes que le cessez-le-feu qu'elles semblent envisager est indispensable mais insuffisant ». ● L'OTAN a mené, mer-

credi 7 avril, avec succès, un raid contre une colonne de véhicules blindés au Kosovo, a annoncé un responsable de l'Alliance à Bruxelles. L'attaque, opérée dans la

journee de mardi, constitue le premier raid direct contre des unités en activité au Kosovo et directement impliquées dans les déportations massives. ● M. MILOSEVIC est dé-

sormais présenté par les Occidentaux comme un dangereux dictateur et un criminel menacé par la justice internationale, et auquel on ne peut plus faire confiance.

L'OTAN ne semble envisager que la capitulation de Slobodan Milosevic

Après le rejet par les capitales occidentales de la proposition de cessez-le-feu de Belgrade, l'Alliance atlantique a intensifié ses raids aériens sur la République fédérale de Yougoslavie et attaqué pour la première fois des colonnes de véhicules militaires serbes au Kosovo

L'OTAN a rejeté, mardi 6 avril, un cessez-le-feu et une offre de solution politique proposés par Belgrade, parce qu'ils ne répondent pas aux exigences de la paix. Alors que la guerre du Kosovo entre dans sa troisième semaine, plusieurs réunions de coordination entre les alliés sont prévues à partir de mercredi. Les raids de l'aviation alliée près de Belgrade et au Kosovo continuent.

● Belgrade a fait une proposition en deux volets : militaire, en vertu duquel un cessez-le-feu a été décrété, dès 20 heures mardi, au Kosovo ; et politique, en proposant au dirigeant modéré kosovar, Ibrahim Rugova, d'élaborer en commun un « accord provisoire », qui conduirait, à terme, à une « autonomie substantielle » du Kosovo. Dans un communiqué lu à la radio-télévision, les gouvernements yougoslave et serbe ont précisé que cette proposition de cessation de « toutes les opérations de l'armée et de la police au Kosovo contre l'organisation terroriste UCK [Armée de libération du Kosovo] » est faite à l'occasion de la Pâque orthodoxe, célébrée cette année le 11 avril, « dans l'espoir que cette décision sera comprise comme un geste de bonne volonté ».

Quant à l'« accord provisoire simple », il devrait rendre possible « le travail d'organes d'auto-administration des communautés nationales albanaises et serbes et des autres communautés nationales ». « Au terme d'une période donnée, cet accord constituerait une base pour aménager durablement une autonomie substantielle du Kosovo dans le cadre de la Serbie et de la Yougoslavie ».

Belgrade a également invité M. Rugova à œuvrer avec lui à un « programme pour le retour des réfugiés, avec une participation adéquate du Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ».

● La réponse de l'OTAN a été négative : « Le cessez-le-feu unilatéral proposé par la République fédérale de Yougoslavie et le gouvernement de Serbie est de toute évidence insuffisant », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana. « Avant qu'un cessez-le-feu puisse être envisagé, le président Milosevic doit répondre aux exigences posées par la communauté internationale. C'est « clairement insuffisant », a commenté Washington, qui a en outre demandé la « libéra-

tion » de M. Rugova. Cette offre « pourrait être un signe qu'il [le président yougoslave] est secouru », a commenté le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon.

● Le président français Jacques Chirac, qui a qualifié M. Milosevic de « dictateur » et dénoncé la « monstrueuse opération d'épuration ethnique planifiée » au Kosovo, a jugé l'offre serbo-yougoslave « indispensable », mais « insuffisante ». Londres l'a qualifiée de « très insuffisante » et le ministre allemand de la défense, Rudolf Scharping, a estimé que la place du président yougoslave était « devant le tribunal des criminels de guerre de

La Haye ». Paris et Londres ont exigé la réponse de Belgrade à plusieurs exigences : un cessez-le-feu « vérifiable » ; le retrait des forces serbes du Kosovo ; le déploiement d'une « force de sécurité internationale » dans la province ; le retour des réfugiés dans leurs foyers ; un accès sans restrictions à l'aide humanitaire ; enfin, un « cadre politique sur la base des accords de Rambouillet ».

● La Russie espère au contraire que la proposition de Belgrade constituera un « tournant sérieux dans les événements en Yougoslavie », a déclaré Sergueï Prikhod, conseiller de Boris Eltsine

pour les affaires internationales. La Grèce estime que la proposition serbo-yougoslave est un « premier pas » et une « chance d'établir la paix qu'il ne faut pas laisser passer ». Le Vatican a souhaité « une attitude ouverte », et qualifié la proposition de Belgrade de « pas important vers la paix ».

● Au 15^e jour de la guerre, les consultations s'intensifient. Le ministre américain de la défense, William Cohen, était attendu mercredi à Bruxelles pour des entretiens avec les responsables de l'OTAN. Il y a été précédé mardi par le chef d'état-major américain, Henry Shelton. Les directeurs politiques des six pays du Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Etats-Unis, Russie, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie) devaient se réunir de leur côté à Bruxelles.

Le ministre macédonien des affaires étrangères, Aleksander Dimittiev, est attendu jeudi à la Commission européenne à Bruxelles et le lendemain à l'OTAN. Une rencontre des directeurs politiques du G8 (les sept pays les plus industrialisés et la Russie) est prévue vendredi et samedi à Dresde, en Allemagne.

● La coordination de l'aide hu-

manitaire aux réfugiés sera assurée par le HCR, a décidé mardi une conférence internationale sur cette question réunissant 56 pays, le CICR et plusieurs ONG à Genève. Les participants ont approuvé le principe d'une évacuation temporaire vers des pays tiers des réfugiés qui le souhaitent. Mardi, le HCR indiquait que 450 000 Kosovars ont fui la province depuis le 24 mars. Les ministres des affaires étrangères de l'UE rencontreront leurs homologues des pays proches du Kosovo jeudi à Luxembourg pour examiner la question des réfugiés. M. Chirac a demandé que le Conseil européen du 14 avril soit consacré à la discussion du problème des réfugiés.

● Les bombardements de l'aviation alliée ont touché mardi soir des immeubles d'habitation dans le centre de Pristina, chef-lieu du Kosovo, a affirmé la radio-télévision serbe. Une série d'explosions ont également été entendues mardi soir à Belgrade. Plusieurs cibles dans le sud-ouest du pays ont également été bombardées. Douze personnes avaient été tuées lundi soir par un raid allié sur la ville d'Aleksinac, au sud de Belgrade. L'OTAN a admis une erreur de tir.

Lionel Jospin : « L'ONU devra jouer son rôle »

Voici quelques extraits des propos prononcés par Lionel Jospin, à l'Assemblée nationale, mardi 6 avril : « Notre engagement aux côtés des alliés (...) vise, depuis le début, à dresser l'appareil militaire et répressif serbe et à imposer une issue diplomatique et politique que M. Milosevic refuse obstinément depuis des mois. (...) Arrêter unilatéralement les frappes sans que nous ayons atteint nos objectifs reviendrait à accepter les conditions de M. Milosevic et sacrifier le sort des Kosovars. Mais la poursuite des frappes, inévitable aujourd'hui, ne doit pas nous interdire la recherche des solutions politiques et diplomatiques. A cette fin, (...) je suis convaincu que l'organisation des Nations unies devra jouer son rôle, (...) coordonner les opérations de soutien aux réfugiés, puis assurer le retour de ceux-ci une fois la paix revenue. Elle devrait aussi garantir leur sécurité dans un Kosovo autonome et conférer sa légitimité à la force multinationale qu'il faudra vraisemblablement déployer à cette fin. »

VOICI le texte intégral de l'intervention radiotélévisée, mardi soir 6 avril, du président Jacques Chirac sur la situation au Kosovo :

« Mes chers compatriotes,

Comme je l'avis dit la semaine dernière, je voudrais faire à nouveau le point avec vous sur la situation au Kosovo. L'horreur voulue et organisée par Milosevic dépasse aujourd'hui tout ce que l'on peut imaginer. En accord avec le gouvernement, je vous redits que ce n'est pas acceptable.

Des centaines de milliers de Kosovars ont été chassés vers l'Albanie, le Monténégro ou la Macédoine. Contrairement à ce que dit la propagande du dictateur, ils n'ont pas fui pour échapper aux frappes de l'OTAN. Ils ont fui, et tous en témoignent unanimement, devant les soldats et les miliciens serbes qui les chassent, sous menace de mort, après leur avoir tout pris. Il s'agit là d'une monstrueuse opération d'épuration ethnique planifiée et conduite avec le plus grand cynisme et la plus grande cruauté par le régime serbe.

L'aide humanitaire est à l'œuvre, progressivement, dans l'ensemble de la région. La France y prend toute sa part. Je voudrais rendre hommage à tous ceux, civils, militaires, volontaires des organisations humani-

taires qui se mobilisent avec cœur, avec compétence. Et je veux aussi vous rendre hommage, à vous qui, par des gestes personnels, exprimez votre générosité.

« Mais nous devons faire davantage.

D'abord pour les réfugiés. Faut-il envisager leur transfert dans les pays occidentaux ? Je ne crois pas que cela soit la solution, même si elle donne l'impression d'être celle du cœur. Ce nouvel exode, refusé d'ailleurs par la plupart d'entre eux, conduirait à les éloigner plus encore de leur terre, des villages et des villes où ils ont le droit de revenir et de vivre librement et en paix. Nous devons, bien sûr, prendre en compte les situations exceptionnelles, les situations de plus grande détresse, et sur la base d'un volontariat clairement exprimé. Mais nous ne devons rien accepter qui puisse faire le jeu de Milosevic, dont l'ambition est clairement de chasser les Kosovars définitivement et le plus loin possible de chez eux. Perspective qui est précisément combattue par les forces alliées au nom de la morale et des droits de l'homme.

Pour être efficace, notre solidarité doit s'exprimer aussi à l'égard des pays qui accueillent ces réfugiés, l'Albanie, la Macédoine, le Monténégro. Seul un véritable plan d'urgence peut leur permettre de surmonter les difficultés économiques et financières qui les assaillent. J'ai proposé cet après-midi au chancelier Gerhard Schröder, qui préside ac-

tuellement l'Union européenne, de faire de notre prochain conseil européen, le 14 avril, un conseil exceptionnel destiné à prendre les nouvelles mesures qui s'imposent.

« Mais ces légitimes préoccupations humanitaires ne doivent pas nous faire oublier la nécessité de poursuivre notre effort militaire.

Je vous ai dit, il y a quelques jours, que cette action demanderait du temps et de la détermination. Je le répète aujourd'hui. Les frappes engagées contre le régime serbe ont pour objectif la destruction des moyens dont il dispose pour chasser les Kosovars par la terreur et par le crime. Jour après jour, l'action des alliés conduit à l'effacement progressif de cet appareil militaire serbe. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes attaqués aux dispositifs de commandement, aux moyens de communication, à certains points stratégiques ou dépôts de carburant. Nous l'avons fait en prenant soin d'éviter au maximum les dommages civils. Ces frappes doivent se poursuivre, notamment sur les forces militaires, jusqu'à ce que ce régime cesse sa répression criminelle et permette réellement le retour chez eux des réfugiés. Ou alors jusqu'à ce qu'il n'ait plus les moyens de poursuivre ses fureurs dessein.

Je veux croire que le peuple serbe pour lequel nous n'avons qu'estime et amitié, verra enfin les yeux sur la réalité de son régime. Dans le même temps, il appartient aux

Européens, aux Américains, aux Russes, sous l'autorité de l'ONU - je le souhaite - de rechercher les voies d'un accord politique assurant la stabilité et la paix dans une partie de l'Europe qui a vocation à rejoindre, le moment venu, notre Union européenne.

« Je veux vous dire ce que l'action menée par Milosevic ne trompera pas. La barbarie ne peut avoir le dernier mot. La justice doit passer et les criminels devront rendre des comptes. Les Européens, les alliés, nous, doivent poursuivre leur mission. Ils le feront jusqu'à son terme.

« Notre ambition d'un Kosovo où chacun pourra vivre en paix demeure entière. Notre ambition d'une solution politique demeure le fondement de notre action. En plein accord avec le gouvernement, je voudrais dire aux autorités serbes que le cessez-le-feu qu'elles semblent envisager est indispensable, mais insuffisant. Dans le cadre d'un accord politique, il doit impérativement s'accompagner de l'ensemble des mesures permettant un retour effectif de la paix et de la sécurité au Kosovo.

« Mes chers compatriotes, en terminant, je voudrais exprimer en notre nom à tous, au nom de la nation réunie, une pensée d'estime et de reconnaissance à nos soldats et à tous les soldats alliés qui participent aux opérations pour la paix et pour le droit dans les Balkans. »

Jacques Chirac : « Les alliés unis doivent poursuivre leur mission »



VERBATIM

Il n'est plus possible de négocier avec « un dictateur »

SLOBODAN MILOSEVIC n'est plus un homme avec lequel on négocie. Ce que lui demandent les Occidentaux, c'est d'obéir sans condition à des exigences qu'il lui ont rappelées mardi 6 avril. Le maître de Belgrade a, certes, toujours le pouvoir de stopper l'intervention aérienne de l'OTAN, mais de cette manière seulement, pas à moins.

Bill Clinton et Tony Blair avaient mis en garde mardi - avant même que ne soit connue la proposition de cessez-le-feu faite par Belgrade à l'armée de libération du Kosovo - contre toute manœuvre dilatoire du président yougoslave. Le chef du gouvernement britannique avait appelé à se méfier de tout prétendu « plan » que pourrait à tout moment sortir de son chapeau M. Milosevic, afin de se faire une fois de plus passer pour un « faiseur de paix ». Dès l'annonce par Belgrade de ses propositions, la réponse arriva, catégorique, de plusieurs capitales occidentales : « insuffisant », « inacceptable », « absurde ».

Quelques heures plus tard, les ministères des affaires étrangères de plusieurs pays européens, conscients que les manœuvres de Slobodan Milosevic peuvent encore faire tanguer les opinions occidentales, prenaient la peine de formuler une ré-

ponse allant dans le même sens mais moins lapidaire. Ils rappelaient, sous la forme des cinq questions suivantes posées à Slobodan Milosevic, ce que l'on attend de lui :

« M. Milosevic est-il prêt à un arrêt vérifiable de toute offensive et de toute répression ?

« M. Milosevic accepte-t-il un retrait de ses troupes militaires, paramilitaires et de police du Kosovo ?

« M. Milosevic accepte-t-il la mise en œuvre immédiate du droit au retour des réfugiés au Kosovo ?

« M. Milosevic accepte-t-il de mettre en place un cadre politique pour le Kosovo sur la base des accords de Rambouillet ?

« M. Milosevic accepte-t-il le déploiement d'une force de sécurité internationale ?

La seule marge laissée au président yougoslave est dans la forme interrogative : il a encore la possibilité de répondre oui à tout.

En fait, les dirigeants occidentaux, au moins à Washington, Londres et Paris, ne croient plus à la possibilité d'un arrangement honnête avec Milosevic. Comment croire au discours d'un homme qui annonce trois jours de cessez-le-feu en même temps qu'il sème la terreur et jette sur les routes de l'exode des civils par centaines de

milliers ? Comment croire à la paix qu'il propose au leader kosovar modéré Ibrahim Rugova, qui est son prisonnier ?

Dans l'esprit de ces dirigeants occidentaux, Milosevic ne peut plus être l'homme de Dayton, le partenaire obligé d'une négociation pour la paix. Il a franchi les bornes de l'irréductible et le langage dont on use désormais à son égard est lui aussi sans retour. Le vocabulaire choisi mardi par Jacques Chirac est significatif. Celui qu'il appelle, il y a quelques jours encore, « le président yougoslave », formule qui d'une certaine manière laissait encore ses chances à la diplomatie, est devenu mardi le « dictateur » aux

« funestes desseins ». On ne négocie pas avec un dictateur criminel, multirécidiviste de surcroît. On ne peut plus lui faire aucune concession.

« LA JUSTICE DOIT PASSER »

M. Jospin et Chirac, d'une même voix, ont fait comprendre mardi quel destin ils souhaitent au président yougoslave : les auteurs des « crimes contre l'humanité n'échappent pas à la justice internationale », a dit l'un ; « la justice doit passer et les criminels devront rendre des comptes », a dit l'autre. Autrement dit, Slobodan Milosevic, un jour ou l'autre, devra faire face à une incrimination du Tribunal de La Haye qui signera définitivement sa

Pour le président du Monténégro, M. Milosevic est « la cause de la plupart des problèmes dans les Balkans »

Le président monténégrin, Milo Djukanovic, a accusé, mardi 6 avril, le chef de l'Etat yougoslave, Slobodan Milosevic, d'être un autocrate qui fait obstacle à la paix dans les Balkans. « Milosevic est la cause de la plupart des problèmes dans les Balkans et par conséquent, par définition, ce n'est pas quelqu'un qui puisse contribuer à une solution à long terme », a déclaré le président Djukanovic dans une interview à la chaîne britannique Sky Television. Il s'agit des plus virulentes critiques du président monténégrin, pro-occidental et libéral, à l'encontre du président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), dont le Monténégro est la plus petite composante.

perte politique. Depuis des mois, le TPI instruit le dossier du Kosovo et l'on peut supposer que les services de renseignements occidentaux ne lui refusent pas, cette fois, leur coopération. Le procureur de ce Tribunal, Louise Arbou, a lancé des mises en garde à Slobodan Milosevic ces derniers jours. « On a déjà les preuves qui permettraient de l'incriminer », dit un responsable politique français.

M. Milosevic n'est plus l'homme de la négociation, mais il peut encore être celui de la reddition. C'est la seule éventualité que l'on maintient ouverte. De cette éventualité même, certains Occidentaux doutent très fortement : un haut responsable à Paris se disait récemment convaincu que « toute solution devrait lui être imposée ».

Que devient, dans ce contexte, la stratégie occidentale ? En ce qui concerne l'objectif politique, on maintient la référence au plan de Rambouillet prévoyant une autonomie du Kosovo, mais on ne l'évoque plus que comme un « cadre ». Même à supposer en effet que M. Milosevic finisse par l'approuver, on voit mal comment les Kosovars, qui n'y avaient souscrit qu'avec difficulté début mars, pourraient encore l'accepter tel

quel, comme si rien, entre-temps, ne s'était passé. L'idée d'autonomie ne leur suffira plus et, si on leur refuse encore l'indépendance formelle, sans doute faudra-t-il pour espérer pacifier la région, placer le Kosovo sous un véritable protectorat international, et pour longtemps. C'est à quoi songent vraisemblablement les dirigeants français lorsqu'ils disent leur disposition à rechercher « sous l'autorité de l'ONU » une solution politique.

Sur le plan militaire, tant que M. Milosevic n'abandonne pas, l'objectif a dit Jacques Chirac est de « détruire » (non plus de « réduire ») son appareil de répression. Les Occidentaux ont réaffirmé, mardi, leur détermination à engager encore davantage de moyens pour y parvenir. Aucun d'entre eux ne veut donner plus de détails. Mais il paraît de plus en plus probable que, si l'on souhaite faire échapper le Kosovo à la répression et y réinstaller les populations déportées, il faudra préparer militairement le terrain pour ce retour, c'est-à-dire intervenir au sol dans un contexte, au mieux extrêmement affaibli, mais néanmoins hostile.

Claire Tréan

هكذا من الأصل

L'OTAN CONTRE LA SERBIE

LE MONDE / JEUDI 3 AVRIL 1999 / 3



L'OTAN rejette l'offre de cessez-le-feu yougoslave et étudie une « sortie de crise »

La France souhaite la réintégration de l'ONU et de la Russie dans le processus de règlement du conflit

BRUXELLES

Parvenue mercredi 7 avril en fin d'après-midi au siège de l'OTAN à Bruxelles, la proposition du gouvernement de Belgrade instituant un « cessez-le-feu unilatéral » au Kosovo à partir de ce même jour à 20 heures et suggérant des négociations sur le retour des réfugiés a été, en fin de soirée, rejetée comme « de toute évidence insuffisante » par Javier Solana, secrétaire général de l'Alliance. Ce n'était pas une surprise, puisque, quelques heures auparavant, Washington et Londres avaient clairement rejeté cette initiative, suivis en cela par Jacques Chirac et la plupart des dirigeants européens. D'intenses consultations avaient eu lieu dans l'après-midi entre Paris, Londres, Bonn et Washington pour mettre au point la réponse occidentale à la démarche de Slobodan Milosevic.

Cette offre a néanmoins suscité un débat au sein du Conseil atlantique. Deux pays, la Grèce, sensible à l'idée d'une trêve pendant les fêtes de la Pâque orthodoxe, et l'Italie, où l'opération « Force allée » suscite des tensions au sein de la majorité gouvernementale, ont manifesté le souhait de ne pas rejeter en bloc ce cessez-le-feu et d'en faire la première marche d'une stratégie de « sortie de crise ». Il a donc fallu pendant de longues heures « limiter au plus fin les termes du communiqué du secrétaire général », comme le constate un diplomate. Le résultat est néanmoins une fin nette de non-recevoir. Javier Solana rappelle que l'action militaire de l'OTAN vise à l'établissement de « la paix, de la multiethnicité, de la démocratie pour un Kosovo où le peuple tout entier pourra vivre en sécurité ». Ces objectifs ne peuvent être atteints, selon l'OTAN, que « par le retour de tous les réfugiés, et parant, le dé-

ploiement d'une force de sécurité internationale, le retrait des forces armées, forces de police et forces paramilitaires serbes, et la mise en place d'un cadre politique pour le Kosovo qui soit fondé sur les accords de Rambouillet ».

Pour l'Alliance, la proposition de Belgrade montre que les bombardements « commencent à faire mal »

Le communiqué de l'Organisation atlantique ne reprend pas la formule qui était de rigueur il y a encore quelques jours, sur la nécessité d'avoir au Kosovo une force internationale « dirigée par l'OTAN ». C'est un petit signe d'ouverture envers les Russes, avec lesquels la discussion devait être officiellement reprise, mercredi 7 avril, au sein du « Groupe de contact ». Les contours de cette force doivent être aussi repensés, dans la mesure où elle n'aurait plus seulement la tâche de surveiller l'application d'un éventuel accord, comme prévu dans le texte de Rambouillet, mais aussi d'assurer le retour des réfugiés.

Dans les couloirs de l'Organisation, on estimait que la proclamation par Belgrade d'un cessez-le-feu unilatéral était le signe que les frappes aériennes « commencent à faire mal » et que les Serbes avaient besoin de souffler pour réorganiser leurs forces. On en concluait qu'il convenait d'autant plus de poursuivre les bombardements que le temps permettait actuellement de porter des coups sé-

rieux aux éléments armés serbes dans la province. A ce propos, lors du point de presse quotidien, le général David Wilby a reconnu que la frappe ayant atteint une zone civile dans la région d'Aleksinac, au sud de la Serbie, faisant 12 morts et un nombre indéterminé de blessés, était due « à une erreur du système de guidage du missile, qui l'a fait tomber 600 mètres avant la cible visée » (lire page 4).

La poursuite de ces frappes s'accompagne d'une intense activité diplomatique destinée à élaborer en commun une stratégie de « sortie de crise ». William Cohen, secrétaire américain à la défense, devait être mercredi 7 avril, au siège de l'OTAN, accompagné par plusieurs membres du Congrès. Il devait rencontrer le général Wesley Clark, commandant en chef de l'opération « Force allée », et Javier Solana. La veille, le chef d'état-major interarmées américain, le général Henry Shelton, avait fait une visite au SHAPE, le quartier général des forces alliées à Mons.

On annonce pour lundi 12 avril la réunion, au siège de l'OTAN, d'un Conseil atlantique exceptionnel au niveau des ministres des affaires étrangères des pays membres. La trêve instaurée unilatéralement par Slobodan Milosevic arrivera alors à son terme, et la mise en place des hélicoptères d'attaque Apache dans le nord de l'Albanie sera bien avancée. La plupart des dirigeants des pays membres de l'Alliance se placent déjà dans une perspective d'après-crise, quelle qu'en soit l'issue, et tiennent à faire connaître leurs préoccupations. Pour la France, il s'agit notamment de la réintégration de l'ONU et de la Russie dans la gestion de la suite des événements.

Luc Rosenzweig

« M. Milosevic peut mettre un terme aux frappes aériennes », rappelle M. Clinton

Washington appelle le président yougoslave à retirer ses troupes du Kosovo et à accepter le déploiement d'une « force internationale de sécurité »

WASHINGTON

de notre correspondant
Comme on pouvait s'y attendre, Washington a repoussé, mardi 6 avril, l'offre de cessez-le-feu de Belgrade. Cette offre avait déjà été rejetée par anticipation, dès lundi, par l'administration Clinton, qui avait prévenu d'une telle manœuvre.

Mardi, le président américain a affirmé que « M. Milosevic peut mettre un terme des maintenant (aux bombardements) en retirant ses forces militaires et paramilitaires, en acceptant le déploiement d'une force internationale de sécurité pour protéger non seulement les Albanais du Kosovo, mais la plupart des musulmans mais pas tous, mais aussi la minorité serbe ». Avant de s'envoyer pour une réunion de l'OTAN à Bruxelles, le secrétaire à la défense, William Cohen, a jugé la proposition serbe « non seulement totalement inacceptable, mais absurde ».

On attend donc que le dictateur de Belgrade accepte – comme on continue de le souhaiter ici – un accord permettant aux troupes de l'OTAN de raccompagner les réfugiés au Kosovo dans un « environnement perméable » sur la base des accords de Rambouillet. Mardi, Madeleine Albright a dénoncé « sa brutalité, sa duplicité, sa cruauté et son arrogance ». « Légèrement, a-t-elle ajouté, nous coopérons pleinement avec le Tribunal pénal international de La Haye. Nous voulons que ceux qui ordonnent et commettent des crimes au Kosovo en paient le prix durant le reste de leur vie (...). Je pense qu'il est très difficile de séparer Milosevic de ce qui se passe dans la province. En même temps, elle lui a demandé de « signer » un accord qui serait en fait une capitulation déguisée.

« Nous coopérons avec le Tribunal de La Haye. Nous voulons que ceux qui ordonnent et commettent des crimes au Kosovo en paient le prix durant le reste de leur vie »
Madeleine Albright

« Il faudrait une sorte d'accord entre les deux parties pour permettre aux forces de l'OTAN d'entrer », a dit pour sa part mardi le porte-parole de la Maison Blanche. Mais comment justifier de parler avec celui que le vice-président Al Gore a qualifié de « démon » ? Un homme comparé à Hitler ou à Saddam Hussein et dont Washington souhaite publiquement le renversement, à l'instar du dictateur irakien, tout en sachant fort bien que la loi américaine interdit formellement d'attenter à la vie d'un dirigeant étranger. Les réponses officielles sont à ce propos vagues et contradictoires.

Sous couvert de l'anonymat, un membre de l'administration nous a expliqué que la position officielle évoluait en fonction de la situation : personne ne veut dire publiquement que l'on refuse catégoriquement de discuter avec M. Milosevic, ni admettre que l'on pourrait négocier avec lui, surtout s'il conserve le contrôle d'un appareil militaire auquel il faudra bien que quelqu'un donne l'ordre de cesser le feu.

Toute déclaration claire ne ferait que réduire la marge de manœuvre des alliés. Mais, ajoute cette source, ces pourparlers ressembleraient moins à de véritables négociations qu'à ceux qui eurent lieu à l'été de 1945 dans la baie de Tokyo pour obtenir la reddition de l'armée impériale japonaise. Après quoi, M. Milosevic pourrait être jugé comme criminel de guerre, tout comme le furent les dirigeants japonais responsables de Pearl Harbor.

Directeur des études est-européennes au CSIS, Janusz Bugaiski estime, pour sa part, que le gouvernement américain veut jouer sur les deux tableaux. « C'est une contradiction insoluble. Les choses sont allées tellement loin qu'il faut renverser son régime, le dernier néo-communiste, ou néo-fasciste, d'Europe ».

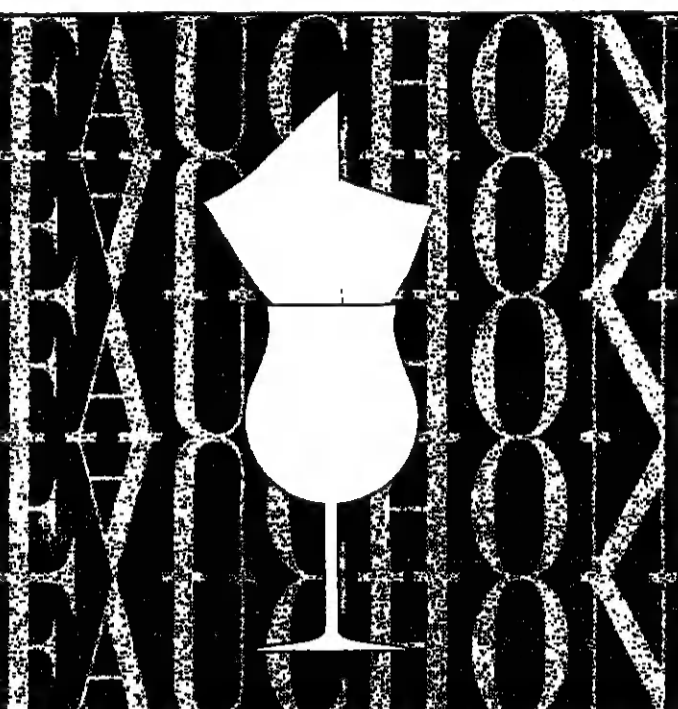
Car si l'OTAN ne peut aider les réfugiés à rentrer rapidement chez eux dans des conditions acceptables, « d'autres prendront sa place auprès des Kosovars, des régimes radicaux ou même des groupes terroristes fondamentalistes islamistes, et l'on risque de créer en Europe une nouvelle Palestine, avec son cortège de réfugiés et de terroristes ».

En tout cas, le secrétaire d'État a reconnu que la guerre en cours était « un test pour l'OTAN du XXI^e siècle avant même que ce siècle

ne commence. Alors même que nous réagissons à la crise au Kosovo, nos partenaires et nous, au sein de l'OTAN, devons nous préoccuper davantage de l'avenir de la région. L'intégration pacifique du nord, de l'ouest et du centre de l'Europe est bien avancée ou sur les rails. Mais le continent ne peut être entier et libre tant que son coin sud-est n'est pas également stable ».

Dix-sept jours avant l'ouverture du sommet de Washington pour célébrer les cinquante ans de l'Alliance atlantique, Madeleine Albright a voulu insister sur l'importance de ses valeurs morales : « En agissant au nom de la paix et de la justice au Kosovo, nous réaffirmons l'objectif fondamental de l'OTAN, qui est de défendre la démocratie, la stabilité et la démocratie humaine sur le sol européen. »

Patrice de Beer



NOUS AVONS
INSTALLÉ UN
BOUCHON DANS
NOS CAVES.

FAUCHON OUVRE
LES PLUS GRANDES CAVES DE PARIS
ET A CETTE OCCASION UN BAR A VIN.
DANS CE LIEU PRIVILÉGIÉ,
TOUT ENTIER CONSACRÉ À LA CONNAISSANCE
DU VIN, VOUS ALLEZ DÉCOUVRIR
LE TEMPS D'UNE PAUSE « SUR LE POUCE »
LES DERNIÈRES TROUVAILLES
DE NOS SOMMELIERS. AU COMPTOIR
OU AUTOUR DE PETITES TABLES,
VOUS DÉGUSTEREZ NOS ASSIÈTES GOURMANDES
SPÉCIALEMENT COMPOSÉES
POUR REVELER TOUT LE BOUQUET DU VIN
QUE VOUS AUREZ CHOISI.

FAUCHON
PARIS

30, PLACE DE LA MADELEINE.
TÉL. 01 47 42 95 40 FAX. 01 47 42 89 25

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR
LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Jamie Shea, soldat de la rhétorique

BRUXELLES

de notre correspondant
Jamie Shea, porte-parole du secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, est devenu un personnage planétaire. C'est lui qui transmet, chaque jour à 15 heures, à Bruxelles, le message des alliés sur l'évolution politico-militaire de la situation. D'origine écossaise, mais élevé dans les faubourgs populaires de Londres, cet homme de quarante-cinq ans au visage d'adolescent a gardé une pointe d'accent cockney que des études de droit international à Oxford n'ont pas éliminées. Il s'est fait une spécialité du Slobodan bashing – la « démonstration » rituelle du président serbe – qui fait partie de la panoplie des moyens employés pour assurer le moral de « l'arrière ». L'opinion publique des pays engagés dans l'opération « Force allée ».

Répété quotidiennement depuis quinze jours, l'exercice pourrait devenir ennuyeux et peu efficace s'il se bornait à reprendre comme une litanie les qualificatifs utilisés par les hommes politiques à propos de l'homme fort de Belgrade. Dans un premier temps, alors que l'opinion européenne était partagée sur le bien-fondé de la guerre aérienne, Jamie Shea s'est attaché à trouver, chaque jour, une métaphore ou une comparaison historique « parlante » pouvant susciter les sentiments négatifs envers Slobodan Milosevic parmi les centaines de millions de téléspectateurs qui suivent ses briefings retransmis en direct dans le monde entier. Il a ainsi dénoncé « l'organisateur de la plus grande catastrophe humanitaire depuis 1945 », « l'instigateur d'un exode semblable à l'évacuation de Phnom Penh par les Khmers rouges dans les années 70 », enfin « le maître d'œuvre

d'un projet orwellien d'effacement de la mémoire des Albanais du Kosovo ».

Les sondages montrant que la cote du président yougoslave était désormais suffisamment basse dans l'opinion des pays occidentaux pour qu'il ne soit plus nécessaire d'en rajouter, Jamie Shea s'est attaché, mardi 6 avril, à miner le soutien dont il semble encore bénéficier au sein d'une population serbe traumatisée par les bombardements. Il s'est servi pour cela de la prosopopée, procédé rhétorique où l'orateur se met dans le personnage d'un absent et parle à sa place. Slobodan-Jamie a donc exposé au peuple serbe le bilan de dix ans de son pouvoir à Belgrade : « Vous vivez maintenant dans un pays réduit des deux tiers. Vous ne pouvez plus aller en vacances sur la côte dalmate. Votre économie est en déconfiture. La monnaie a perdu 70 % de sa valeur. Vous êtes les citoyens d'une nation-paria, tenue à l'écart par la communauté internationale, alors que d'autres pays sortis du communisme entrent dans l'OTAN et dans l'Europe... »

Puis Jamie Shea s'est mis dans le personnage d'un électeur yougoslave : « Croyez-vous que moi, à l'écoute d'un tel bilan, je vais continuer à soutenir un tel dirigeant ? » Question rhétorique, évidemment sans réponse, du moins immédiate, puisque ne risquant pas d'être posée en ces termes par le principal intéressé sur la place de la République de Belgrade occupée par les concerts de rock anti-OTAN. Mais M. Shea n'est pas homme à se décourager. Il recommencera, demain, sous une autre forme. Jusqu'à ce qu'il puisse réaliser son rêve le plus cher : « Retourner à l'obscurité. »

L. R.

هكذا من الأصل

Le couple Apache - A10 pour frapper blindés et artillerie serbe au Kosovo bientôt en action

Leurs premières interventions sont prévues pour la fin de la semaine

L'association du chasseur et de l'hélicoptère « tueur de chars », est, affirment les Américains, d'une redoutable efficacité. Il aurait lar-

gement fait ses preuves en Irak. Au Kosovo, on estime que l'armée serbe dispose de 300 à 400 véhicules blindés et mécanisés. Ceux-ci,

camouflés et éparpillés sur le terrain, doivent se concentrer ponctuellement pour produire un effet militaire.

TRÈVE UNILATÉRALE ou pas, Slobodan Milosevic a engagé au Kosovo entre 300 et 400 véhicules de ses formations blindées et mécanisées, qui relèvent de l'armée yougoslave. Il ne s'agit pas seulement de chars de combat, mais aussi de leurs véhicules d'accompagnement, dont des auto-mitrailleuses, des batteries mobiles de missiles sol-air et des pièces d'artillerie anti-aérienne à tir rapide.

Dans sa logique d'intensification et de diversification de son action militaire sur le terrain, l'OTAN a ré- clamé aux États-Unis - et obtenu -, des moyens supplémentaires, outre la frappe aérienne dont elle dispose déjà avec ses avions d'attaque au sol - des Harrier britanniques, des Jaguar et des Super-Éclair - français -, qui ont été engagés la semaine dernière, mais à l'occasion de raids au sol ponctuels et très li- mités.

Aujourd'hui, l'objectif est plus spécialement de viser ces forces militaires et paramilitaires serbes de répression en action au Kosovo, qui sont, la plupart du temps, camou- flées et dispersées sur le terrain, mais qui éprouvent la nécessité de se regrouper pour devenir efficaces. Ce ne sont pas, de façon perma- nente, de fortes concentrations blindées ou mécanisées. Cependant, elles font parfois mouvement en convois ou elles doivent se ras- sembler pour se ravitailler en car- burant et en munitions.

Certains des moyens réclamés par l'OTAN pour contrer ce disposi- tif, en particulier l'avion A-10 War- thog, peuvent déjà être sur place, depuis des bases en Italie. Mais d'autres arrivent dans quelques jours, d'ici à la fin de la semaine, via l'Allemagne, comme l'hélicoptère d'assaut Apache AH-64D Longbow de Boeing.

POUVOIR DE DESTRUCTION

L'intervention de l'Apache a été sollicitée par le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, dans le cadre de l'opération « Force al- liée ». Au début, l'armée de terre

américaine, qui en possède envi- ron 830 et qui l'a généreusement utilisé en Irak à raison de 288 exem- plaires, s'est d'abord fait tirer l'oreille, puis elle a accédé à la de- mande de l'OTAN, en acceptant d'en déployer 24 en Albanie avec l'accompagnement protecteur et lo- gistique qui s'impose.

Selon les spécialistes, le couple A-10/Apache se complète, et il de- vrait permettre au général Clark d'accélérer la neutralisation du corps blindé et mécanisé serbe au

Kosovo, comme on lui en prête l'in- tention. Des expérimentations ont montré, en effet, que, malgré leur faible vitesse qui en fait aussi leur vulnérabilité, l'A-10, entré en ser- vice au milieu des années 70, et l'Apache, dix années après, se sup- plément l'un à l'autre, selon la doc- trine d'emploi appelée Ajaat (Ad- vanced Joint Air Attack), qui couple chasseurs de chars et hélicoptères d'assaut et qui augmente leur pou- voir de destruction.

L'Apache demeure masqué der-

rière des plis de terrain ou des arbres. Il surveille et fixe, en quel- que sorte, l'adversaire sur le terrain, en attendant l'arrivée de l'A-10 - ar- mé d'un canon de 30, de roquettes et de missiles -, à environ une ving- taine de kilomètres de l'objectif que l'hélicoptère « illumine » au laser pour faciliter des tirs précis contre les véhicules blindés ou les batteries anti-aériennes. De la sorte, l'A-10 peut espérer rester hors de portée de la défense adverse et l'Apache achever la mission, avec son canon de 30, ses missiles anti-chars Hell- fire et ses roquettes de 70.

Cette manœuvre complée A-10/ Apache a pour avantage de préser- ver au maximum la sécurité des équipages de l'avion et de l'hélicop- tère dans un environnement hos- tile. Les Américains affirment que cette tactique leur a permis, en 1991, de détruire 1 200 des 1 700 chars ira- liens atteints par des frappes aé- riennes, et 1 000 des 1 200 pièces d'artillerie dans les mêmes condi- tions d'engagement. Outre des vé- hicules, l'A-10 et l'Apache peuvent prendre pour cibles des ponts et des voies de communication.

Jacques Isnard

Première frappe directe sur des blindés au Kosovo

L'aviation de l'OTAN a mené avec succès pour la première fois un raid contre une colonne de véhicules blindés au Kosovo, a annoncé mercredi 7 avril un responsable de l'Alliance à Bruxelles. L'attaque, opérée dans la journée de mardi, constitue le premier raid direct contre des unités en activité au Kosovo et directement impliquées sous le commandement de Belgrade dans les déportations massives d'Albanais, a précisé ce responsable.

Le raid contre la colonne de blindés, rendu possible par l'amélio- ration des conditions météorologiques, est considéré par le commandement de l'OTAN comme le principal développement récent de l'opération « Force alliée ». L'Alliance atlantique entend démontrer ainsi que le recours exclusif aux moyens aériens lui per- met tout de même de lutter contre les unités au sol yougoslaves. Di- manche 28 mars, un groupe de quatre chars serbes avait déjà été at- teint à Malisevo, à l'ouest de Pristina.

Une « faute technique » de bombardement aurait entraîné la mort de douze civils

L'OTAN A ADMIS qu'une « faute », liée à un dé- faut de guidage, sans autre précision, « a pu être commise » lors du raid qui a été conduit, lundi soir 5 avril, à Aleksinac, en Serbie, et qui a provoqué des pertes civiles. Selon Tanjug, l'agence de presse offi- cielle yougoslave, qui fait état de rapports de la police locale, il y aurait eu douze morts et une cinquantaine de blessés dans cette agglomération de 20 000 habi- tants.

Selon le porte-parole du Pentagone, qui n'est pas en mesure d'évaluer le nombre des victimes, une bombe de 250 kg semble être tombée sur une zone résidentielle. Des dizaines d'immeubles ou de mai- sons ont été détruits ou endommagés. Le raid visait des baraquements de la 203^e brigade d'artillerie mix- te, stationnée dans cette petite ville minière à 200 km au sud de Belgrade. La bombe serait tombée à envi- ron 600 mètres de l'objectif, dans l'une des artères de la ville.

A Bruxelles, le général David Wilby, l'un des com- mentateurs de l'OTAN devant la presse, a expliqué que, « malgré une préparation méticuleuse des at- taques, la loi statistique joue, à un moment ou à un autre, contre nous, et nous expose à des fautes tech- niques ». « Toute perte de civils est très regrettable », a- t-il ajouté. Cette nuit-là, l'OTAN a engagé des frappes contre plus d'une trentaine de cibles, en Serbie et au Kosovo, et elle a mobilisé une centaine d'avions envi- ron pour ses bombardements.

C'est la première fois depuis le début de l'opération « Force alliée », le 24 mars, que l'OTAN évoque la possibilité que des avions aient pu provoquer des pertes parmi les populations, alors que la consigne donnée aux équipages est d'éviter « des dommages collatéraux », c'est-à-dire des dégâts chez les civils, grâce à la précision de leurs armements et à leur gui- dage en fin de trajectoire au moyen de laser ou de GPS satellitaire.

Le conflit fait avancer l'idée de défense européenne

Des « critères de convergence » européens en matière de défense, de réforme des armées et de dépenses militaires pourraient voir le jour

SUR LA BASE ITALIENNE de Gioia del Colle, qui abrite des forces britanniques engagées dans la guerre au Kosovo, le ministre britannique de la défense, George Robertson, a lancé un avertisse- ment : « Nous sommes face à notre destin. Il va falloir régler nos problèmes, sinon les cinquante pro- chaines années nous réserveront diffi- culté sur difficulté et nous ne pourrions rien y faire. » A Paris aussi, on estime que le conflit dans les Balkans a renforcé la prise de conscience sur la nécessité de créer un pôle européen de sécurité et de défense. Le débat avait été relancé, à l'automne 1998, quand le premier ministre britannique Tony Blair avait affirmé la disponibilité de son pays à participer à une défense eu- ropéenne. Quelques semaines plus tard, au sommet franco-britan- nique de Saint-Malo, Tony Blair, Jacques Chirac et Lionel Jospin avaient signé une déclaration contenant les principes d'une telle politique.

Depuis, les diplomates et les mi- litaires des deux pays, vite rejoints par les Allemands, ont abordé les conséquences pratiques et institu- tionnelles. Les ministres des af- faires étrangères et de la défense de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne se sont réunis pour la première fois ensemble à Bonn pour fixer le calendrier et je- ter les bases de l'intégration de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), la seule organisation eu- ropéenne compétente en matière de défense, dans l'Union européenne elle-même, telle qu'elle est prévue par le traité d'Amsterdam. En même temps, ils prennent grand soin d'associer à leur réunion leurs collègues des douze autres pays membres de l'UE pour ne pas don- ner l'impression de les placer de- vant un fait accompli. Certains pays « non intégrés dans une al- liance », comme on dit en jargon européen pour désigner les neutres (Irlande, Finlande, Autriche, Suède) sont mal à l'aise chaque fois que l'UE évoque les questions de dé- fense, mais ils ne veulent pas blo- quer les avancées possibles.

ÉVITER LES DOUBLE EMPLOIS

En cas de crise, les Européens au- raient le choix entre utiliser les ca- pacités des États disposés à partici- per à une opération, des moyens collectifs que l'OTAN pourrait mettre à leur disposition ou des moyens proprement européens, en évitant cependant que la déclara- tion de Saint-Malo appelle « les duplications inutiles ». Pour cer- tains, les trois possibilités devraient être maintenues, pour d'autres la voie royale de la défense eu- ropéenne passe toujours par l'OTAN. Français et Britanniques sont d'accord sur la nécessité de renfor- cer les capacités militaires des États européens et de réformer la struc- ture des armées pour mieux les adapter aux tâches de maintien et de rétablissement de la paix qui leur seront de plus en plus deman- dées. L'idée commence à faire son chemin d'établir des « critères de convergence » pour les efforts en matière de défense, de réforme des armées et de dépenses militaires, sur le modèle des « critères de Maastricht » qui ont guidé la créa- tion de la monnaie unique.

« MOMENT À SAISIR »

A la réunion informelle des quin- ze ministres des affaires étran- gères, à la mi-mars, la présidence allemande a proposé un texte qui devrait servir de base aux dis- cussions qui auront lieu d'abord à la réunion ministérielle de l'UEO, les 10 et 11 mai à Brême, puis en juin au Conseil européen de Co- logne. « Il y a un moment à saisir et on ne sait jamais combien de temps

Henri de Bresson et Daniel Vernet

Les popes russes volent au secours des « frères orthodoxes »

Béni par le patriarche Alexis II, le premier convoi d'aide humanitaire part vers Belgrade

MOSCOU

de notre correspondant
« Dieu, nous t'adressons ces prières, aide nos frères qui souffrent en Yougoslavie. » Le chœur des popes s'est élevé, solennel, pen- dant que la fanfare militaire se pré- parait. Iouri Loujkov, maître de Moscou, tête nue sous une sou- daine chute de neige, s'est écarté des caméras de télévision, cédant la place à Alexis II. Le patriarche de toutes les Russes s'est avancé vers les caméras, de gros kamazs peints en blanc et soigneusement bâchés. « Nous allons faire une prière pour

demandeur que Dieu, dans sa grande miséricorde, soutienne cette aide et accompagne cette colonne de véhi- cules. » Chaque camion a été as- pergé d'eau bénite, puis a démarré dans un nuage de gazole. Une icône a été confiée au chef de convoi. Direction Belgrade.

La Russie a officiellement en- voyé, mardi 6 avril, son premier convoi d'aide humanitaire à la Yougoslavie. La cérémonie s'est déroulée dans la cour du monas- tère Danilovski, siège du patriarcat de Moscou et des plus hautes au- torités orthodoxes. Une fois de

plus, Alexis II a pu démontrer le poids de son Église dans la vie poli- tique du pays. Dès les premières frappes aériennes, le patriarche avait dénoncé comme « sacrilège » l'opération de l'OTAN contre « nos frères orthodoxes ». Aussitôt, il ap- pela à organiser une aide huma- nitaire pour « le peuple yougo- slave ».

L'AGRESSION DE L'OTAN

Iouri Loujkov, qui plaide égale- ment pour une aide militaire et technique au régime de Belgrade, et le ministère « des situations d'ur- gence » ont en quelques jours bou- clé l'opération. Cinquante camions transportant de la nourriture, des vêtements, des médicaments, des groupes électrogènes arriveront, dimanche, à Belgrade pour être re- mis au ministère de la santé you- goslave. D'autres convois de- vraient suivre. « Ce ne sont pas seulement des objets militaires qui sont bombardés, mais des lieux où vivent des gens, a déclaré le pa- triarche Alexis II, des gens qui sont forcés de quitter leur maison en ra- son des bombes et des coups portés au Kosovo. »

L'Église orthodoxe développe ainsi la ligne soutenue par le gou- vernement Primakov : l'exode des centaines de milliers d'Albanais du Kosovo est provoqué par l'« agres- sion » de l'OTAN. Alexis II et, avant lui, Iouri Loujkov n'ont donc pas dit un mot du nettoyage ethnique mené par l'armée serbe et ses mil- lices paramilitaires. « Cette aide, a précisé le patriarche, ne prend pas en compte la nationalité, elle est destinée aux réfugiés, des Albanais mais aussi des Serbes, victimes des combats. »

Dans la cour du monastère, aux côtés d'Alexis II, était présent Bo- rislav Milosevic, frère de Slobodan et ambassadeur de Yougoslavie à Moscou. Le matin, lors d'une conférence de presse, l'ambassa- deur avait « remercié la Russie pour sa solidarité ». M. Milosevic avait également estimé « à plus de 50 000 les Serbes obligés de fuir le Kosovo ». Interrogé sur les dépor- tations des populations albanaises, il s'en était pris « à la propagande de guerre et aux mensonges des ac- cédémiciens de la désinformation ».

François Bonnet

VW *Espace Suffren*



New Beetle*
*New Beetle 2.0i Disponible à l'essai.

40 ter, avenue de Suffren - 75015 PARIS
Tél. 01 53 58 10 00

Chaque lundi avec
Le Monde
DATE MARDI

retrouvez
LE MONDE
ECONOMIE
et les offres d'emploi

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Reçoit uniquement par Paris 12^e Arr. Paris Cedex 12

MATELAS & SOMMIERS
Tous les dimanches - 1^{er} étage au rez-de-chaussée
SWISSLEX - TRESA - EREDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BUTEX - PIRELLI - ETC.

CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuis - Tissus - Alcantara
Stoner - Coulon - Duverrier - Siffert - Etc...

Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France

MOBECO
247, rue de Belleville PARIS 75116. Tél. 01 42 03 71 00
50, avenue d'Italie PARIS 12^e Arr. P. 12^e Arr. 12^e Arr.
01.42.03.71.00 - 71/7

LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information
- Executive MBA pour cadres d'entreprise en activité (week-ends et soirées)
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (stage) en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 - Courrez l'impression de l'avenir, laissez-vous inspirer.

ISG

DONNEZ RAISON A VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury
ISG - 8, rue de Loix 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 26

سكوا من الأصل

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Le conflit fait avancer
l'idée de défense européenne

Des vertus de convergence européenne
en matière de défense de la sécurité
et de dépenses militaires collectives

Les modalités de l'aide aux réfugiés sont l'objet de divergences à l'ONU

Les violations des droits de l'homme sont dénoncées par M^{me} Ogata

Réunis à Genève sous les auspices du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), les donateurs ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'accueil temporaire des réfugiés du Kosovo dans des pays occidentaux. Le HCR a estimé que ces transferts ne peuvent se faire qu'à titre exceptionnel et sur la base du volontariat.

GENÈVE
de notre correspondant
Les limites de l'action humanitaire de la communauté internationale et ses contradictions face à la crise du Kosovo sont apparues au grand jour lors d'une réunion convoquée dans l'urgence, mardi 6 avril, au Palais des Nations, à Genève, sous les auspices du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). En présence des délégués des gouvernements de Tirana, de Belgrade et de Skopje, les organisations d'entraide et les délégués de 56 pays traditionnellement donateurs ont exposé leurs points de vue sur l'aide financière et matérielle à apporter sur place. En revanche, aucune décision n'a été prise concernant l'accueil temporaire de réfugiés kosovars dans les pays occidentaux.

Avant de s'enlever dans la soirée pour un voyage de trois jours en Albanie et en Macédoine, le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Sadako Ogata,

n'a pas manqué de rappeler les proportions de plus en plus « dramatiques » que prend « la tragédie du Kosovo ». Pour elle, il s'agit d'une vague de départs « forcés, planifiés et dirigés ». Tout en reconnaissant que les organisations humanitaires avaient été prises de court par l'accélération des événements, elle a fait valoir qu'il ne suffisait pas d'exprimer son indignation, mais qu'il fallait agir et redoubler d'efforts.

« UN CADEAU À MILOSEVIC »
Le HCR estime que « la meilleure solution pour tous les réfugiés demeure le retour volontaire et qu'il est évidemment préférable de les protéger et de les assister dans la région ». M^{me} Ogata a souligné que « des transferts humanitaires ne devraient se faire qu'à titre exceptionnel et sur une base volontaire ». Pour le HCR, il ne saurait évidemment être question de départs forcés. Le HCR privilégie donc l'aide sur place. Il ne perd toutefois pas

de vue que 650 000 personnes, dont 450 000 depuis le début des bombardements aériens de l'OTAN, ont quitté le Kosovo.

Conscient des problèmes que l'arrivée massive de réfugiés peut créer, en particulier en Macédoine, le HCR pense néanmoins que, dans certains cas d'urgence, il convient d'en transférer ailleurs « pour sauver des vies ». M^{me} Ogata a invité des pays non limitrophes à prendre en charge des réfugiés à titre « exceptionnel et temporaire ». Contrairement à d'autres pays de l'OTAN, comme l'Allemagne et les États-Unis, la France et l'Italie n'ont pas dissimulé leurs réticences. L'ambassadeur français auprès de l'ONU, Philippe Petit, a expliqué que la dispersion des Kosovars « constituerait un cadeau au président Milosevic. Il est très important, a-t-il ajouté, de ne rien faire qui contrecarre l'objectif sur lequel nous sommes tous d'accord : que tous ces hommes et toutes ces femmes reviennent au plus tôt dans un Kosovo en paix, pluraliste et démocratique, pour y vivre en sécurité ».

Si le Comité international de la Croix-Rouge a fait savoir qu'il partageait l'avis du HCR d'accorder un « asile temporaire » aux réfugiés, les organisations humanitaires ont besoin de fonds pour financer leurs programmes d'assistance. A cet égard, M^{me} Ogata a rappelé que, pour 1999, dix pour cent à peine des sommes requises pour les projets des agences de l'ONU en ex-Yugoslavie avaient jusqu'à présent été réunis.

Jean-Claude Buhner

L'exode forcé continue au Kosovo

Environ 430 000 personnes ont quitté le Kosovo depuis le début des bombardements de l'OTAN le 24 mars, ou sont massées à sa frontière, selon le bilan diffusé mardi midi 6 avril par le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR). Quelque 262 000 réfugiés ont été recensés en Albanie, 120 000 en Macédoine, 36 000 au Monténégro. Parmi les personnes bloquées dans des conditions difficiles depuis plusieurs jours dans la zone-frontière de Blace, en Macédoine, environ 14 000 ont pu être transférées dans le « sanctuaire international » voisin de Brzda. La plupart des pays de l'OTAN ont accepté d'accueillir temporairement des réfugiés. L'Espagne a précisé mardi qu'elle pourrait en recevoir environ 7 000. La France, qui a exprimé sa réticence à des déplacements massifs de Kosovars hors des Balkans, pourrait finalement recevoir des « milliers de personnes », sur la base du volontariat et sans séparation des familles, a déclaré le ministre de la coopération, Charles Josselin, mardi.

« Moi, je veux aller en France, le pays de Rambouillet »

TIRANA

de notre envoyé spécial

Béret, barbe blanche hérissée, mégot à la bouche, Avdi Berisha, soixante-trois ans, se fâche comme un jeune homme, prenant à témoin ses enfants et petits-enfants. « Oui, j'ai entendu parler de la possibilité pour nous de partir en Europe. Eh bien, moi, je vous le dis : ce n'est pas bien du tout ! Nous, nous voulons rester ici, pour pouvoir retourner le plus vite possible dans notre pays. » « C'est là-bas que j'ai ma maison, mes animaux, ma vie », continue ce paysan du centre du Kosovo, réfugié dans un camp de Tirana. Autour de lui, tout le monde opine : « Non, nous ne voulons pas partir ! »

Un peu plus loin, un groupe de jeunes. Jogging Adidas, tennis, ils hésitent à parler. L'un d'entre eux se lance : « Partir ? Notre pays est déjà vide ! Au contraire, nous voulons rester ici. Si l'Europe ne peut rien faire pour nous, nous trouverons des armes, et nous irons nous battre chez nous. » Une fille les regarde avec des yeux tristes. Elle ne semble pas trop croire à leurs fanfaronnades adolescentes. « Dites-moi vraiment : quand est-ce que nous rentrerons chez nous ? »

Instituteur, Feim s'en prend d'abord aux journalistes étrangers : « Vous êtes en Tchétchénie pour raconter ce qui se passe là-bas, pourquoi n'êtes-vous pas au Kosovo pour rendre compte du génocide de notre peuple ? » Lui aussi est catégorique : « Il ne faut pas que nous allions nous réfugier en Europe, nous devons

repartir chez nous, c'est toute notre jeunesse qui est là-bas et qui se bat. » Une jeune fille avoue qu'elle souhaiterait aller en Allemagne retrouver un de ses frères. Elle se fait remettre au pas par ses voisins. « Non, il ne faut pas partir. »

« Dans deux semaines, je pense que la plupart d'entre eux voudront aller en Europe », Guido Rietkerk, responsable d'une organisation humanitaire néerlandaise, sait de quoi il parle. Déjà, l'été dernier, il était responsable d'un camp de réfugiés de Kosovars à Tirana. « Nous avions, le plus sérieusement possible, procédé à une enquête auprès de quatre-vingts familles pour savoir ce qu'elles souhaitaient. La quasi-totalité nous avait répondu qu'elles voulaient partir en Europe. » « Pour le moment, explique-t-il, ils sont fatigués, traumatisés. Après les semaines d'enfer qu'ils ont connues, ils n'aspirent qu'à une chose : se reposer, vivre en paix, ne plus bouger. La sécurité avant tout. Mais, bien sûr, si la situation dure, ils changeront d'avis. »

Qui croire ? Peut-être ces gamines, envoyées par leurs familles chercher des bouteilles d'eau au foyer voisin. « Partir en Europe ? Oh, oui », dit la première, les yeux brillants. « Mais c'est loin, très loin », ajoute l'autre. « Partir, oui, mais après je veux revenir, je suis une Kosovare », affirme fièrement la troisième. Et s'il faut partir, quel pays choisiraient-elles ? « La France, le pays de Rambouillet. »

José-Alain Fralton

Des mines du Kosovo au « Kremlin-gate », les liens « mafieux » entre Milosevic et Moscou

Les amitiés tissées entre Soviétiques et Yougoslaves à l'époque communiste ont survécu sous forme de réseaux de l'ombre ayant partie liée avec le crime organisé

SELON un communiqué du département d'Etat américain, daté du 31 mars, dressant une liste de crimes de guerre au Kosovo, « les forces serbes auraient commencé dès le 23 mars, soit la veille des premières trappes de l'OTAN, l'expulsion de tous les Kosovars de la ville de Kosovska Mitrovica », seul centre industriel du Kosovo, au nord de Pristina. « Plus de deux cents maisons et magasins albanais y ont été incendiés », poursuit le communiqué, citant, au nombre des personnalités locales assassinées, Agim Hajrizi, président d'une Union indépendante des travailleurs, ainsi que sa mère et son fils de 12 ans.

Cet acharnement précoce fut suivi d'expulsions par train jusqu'à Uroševac, puis par camions et autobus vers la Macédoine, selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU. Or Kosovska Mitrovica est le chef-lieu de ce que le mensuel parisien pro-serbe *Balkan-Info* décrit comme « la région stratégique de Trepcia, où se trouvent des mines de bauxite et d'or, d'une valeur de 5 milliards de dollars ». « Voilà pourquoi on mobilise l'OTAN », affirme le bulletin, accusant l'Alliance de vouloir prendre le contrôle du Kosovo pour servir les « multinationales américaines ».

Des « stratèges », traçant la future ligne de partition du Kosovo, abandonnent volontiers Trepcia, comme la ville de Pec avec son monastère, à Slobodan Milosevic. Mais celui-ci a assuré ses arrières : outre ses forces qui tiennent le terrain, un montage juridique-financier assure déjà à sa famille le contrôle de ces mines, par une société, la RMHK-Trepca, englobant tous les gisements de zinc et de plomb du pays et devenue, selon les médias serbes, le premier exportateur de la République fédérale yougoslave (Serbie-Monténégro).

La RMHK-Trepca est d'abord passée sous le contrôle de la Banque nationale de Yougoslavie, la Yugo-banka, et de la Genex, une des principales firmes de l'import-export national. Ces institutions, créées sous Tito, l'ont servi comme elles servent aujourd'hui son successeur Milosevic. En 1996, elles ont signé des contrats de vente de minerais avec une société enregistrée aux États-Unis (Trafigura) et, pour 500 millions de dollars sur cinq ans, avec une autre, grecque (Evangelos Mitilneos-holding). Les Kosovars se sont émus de cette « mainmise serbe sur leurs ressources naturelles » et Ibrahim Rugova a dénoncé ces contrats, le 3 octobre 1996. Un an plus tard, RMHK-Trepca, mais aussi Genex, figuraient pourtant sur la liste des soixante-quatorze entreprises stratégiques serbes devant être « privatisées » sous la férule de Slobodan Milosevic.

A l'époque de la guerre de Bosnie, Genex avait quelque peu « péroré » en raison de l'embargo sur les livraisons d'armes et de pétrole à

Belgrade, ayant été accusée de l'avoir violé. Le 16 avril 1998, une procédure de banqueroute a été entamée, selon l'agence serbe BTA, contre ce « géant du commerce extérieur » dont le capital était, en 1990, estimé à plus d'un milliard de dollars et qui entretenait des activités dans tous les secteurs qui comptent. Aujourd'hui, elle ne coûte, avec ses mines de Trepcia, que 70 millions de dollars, « pour mieux retomber dans le giron de la famille Milosevic », remarquent de mauvais esprits à Belgrade.

Or Genex avait aussi une autre « mine » à exploiter, non moins lucrative : celle, apparemment inépuisable, des flux financiers transitant par le Kremlin. Elle fut, en effet, associée à la firme suisse Mabtex, au centre du « Kremlin-gate » qui fait trembler Moscou après un article publié par *Le Monde* le 26 février. En janvier encore, le site internet de Mabtex (remanié par la suite) citait la Genex comme son agent pour la rénovation du Kremlin et du siège du gouvernement, ses deux plus gros contrats en Russie.

Le centre de cet axe Moscou-Belgrade n'est autre que Borislav Milosevic, le frère du président serbe

Une telle association n'est guère étonnante : le patron de Mabtex n'est autre que Bahgjet Pacolli, un Kosovar naturalisé suisse et actif sur les marchés soviétiques, avec de fortes « amitiés » au Kremlin. Ces dernières lui ont-elles permis, comme il s'en est vanté, d'avoir été reçu, à trois reprises, par Slobodan Milosevic, en tête à tête et sans tentative préalable, impressionnant fortement l'entourage du chef de l'Etat ? *Le Temps* de Genève, qui a révélé ces rencontres, est aujourd'hui menacé de poursuites par M. Pacolli, qui n'aime guère voir ses liens avec Belgrade et Genex ainsi éclairés : il tente, en effet, de passer pour un généreux bienfaiteur du peuple kosovar - mais non de l'UCK, dont il dit volontiers du mal - et de lancer en Suisse une télévision albanaise.

Mais c'est dans l'ex-URSS que sa fortune s'est faite, et en Russie que le scandale a éclaté : les bureaux de Mabtex furent perquisitionnés, à Lugano et à Moscou, dans le cadre de soupçons pesant sur des comptes ouverts en Suisse par des membres de la garde rapprochée de Boris Eltsine « liés à la criminalité organisée ». Lancées par le procureur fédéral suisse à la demande de son homologue russe Iouri Skouratov, elles ont coûté cher à ce dernier, que

l'entourage du président russe tente depuis plus d'un mois, et par tous les moyens, de museler.

M. Pacolli, relais du maître de Belgrade dans les milieux kosovars, est donc aussi un des chaînons liant la Serbie à Moscou, l'importance des sommes passant par lui étant indéniable : il s'insurge aujourd'hui d'un simple « solde non payé » en Russie d'un montant de 250 millions de dollars, soit de quoi construire une vingtaine de gros *business-center* à Moscou. Mais le centre incontournable de cet axe Moscou-Belgrade n'est autre que Borislav Milosevic, le frère du président serbe et son ambassadeur en Russie.

« C'est le seul homme auquel Slobodan fait encore totalement confiance », dit-on dans les Balkans. Il fut seul interprète lors du sommet russo-serbe de l'été 1998 à Moscou. Borislav fut cité comme étant le vrai dirigeant de Genex. Or c'est une firme jumelle, Imex-interexport, qu'il a dirigée à partir de son poste moscovite, où l'embargo durant le conflit bosniaque ne pouvait guère le gêner.

Interpol s'est intéressé en 1995 au rôle d'Inex dans une affaire liée à des exportations d'aluminium. La police belge avait auparavant retrouvé cette firme dans un trafic de cigarettes à Saint-Petersbourg et des liens apparaissent, dans un rapport de police occidentale, entre Inex et la très scandaleuse Nordex. Cette vieille machine « guébière » de recyclage d'argent du PCUS fut accusée devant le Sénat américain, par un directeur de la CIA, de liens avec le crime organisé.

Les intérêts en Russie du frère du chef de l'Etat serbe ne se limitent d'ailleurs pas à Inex : son ambassade moscovite abrite aussi une filiale de l'AKA-bank, active notamment dans les diamants de Lakoutie, vieille base du chef de la direction des affaires présidentielles, Pavel Borodine, qui distribuait les contrats à Mabtex.

Les « affaires » Mabtex-Genex-Inex ont nécessairement plané, au minimum, sur la rencontre à Moscou, le 3 avril, entre Borislav Milosevic et Evgueni Primakov. Le premier ministre russe, qui tente depuis des mois de se prémunir de coups venant de l'entourage de Boris Eltsine, est soupçonné d'avoir laissé se développer, voire de télécommander l'offensive sans précédent du procureur russe contre les affiliés du Kremlin, si étroitement liés à la famille Milosevic. Alors que le climat s'alourdit de jour en jour à ce sujet à Moscou, une question s'impose : quelle influence peut avoir un tel « parasitage » sur les négociations Primakov-Milosevic, qualifiées de cruciales pour le sort des Balkans, de l'OTAN et de la sécurité de l'après-guerre froide, sans parler de celui des mines de Trepcia ?

Sophie Shihab
avec Vladimir Ivanidze
à Moscou

LES TROISIÈMES
DE L'ISG

Chaque fois qu'il y a un conflit, il y a une solution.

1. Le conflit fait avancer l'idée de défense européenne.
2. Des vertus de convergence européenne en matière de défense de la sécurité et de dépenses militaires collectives.

ISE

COMET 2 NATION A 1000

Comet 2 Nation A 1000

1000

Avec Avis, offrez-vous le rêve américain.

La journée de location en Floride 200 F tout compris

Pour que votre rêve américain se réalise, rien de plus simple que de louer une voiture Avis. Vous serez libre de vous déplacer à votre guise, sans aucune restriction. Vous pourrez même louer une voiture avec chauffeur, si vous le souhaitez. Vous pourrez même louer une voiture avec chauffeur, si vous le souhaitez. Vous pourrez même louer une voiture avec chauffeur, si vous le souhaitez.

***Offre valable jusqu'au 14 juillet 1999, au-delà nous consulter.**

pour une voiture de catégorie X pour une location de 7 jours en Floride.

AVIS

AVIS

هكذا من الأصل

**Le philosophe
Enzensberger
contre le « socialisme
droitier »
de M. Chevènement**

POÈTE, essayiste, penseur singulier, volontiers à contre-courant, ne craignant pas la polémique, Hans Magnus Enzensberger n'ignorait pas que ses écrits s'exposaient à des incompréhensions, voire à des mépris. Toutefois, il a été surpris que M. Chevènement utilise un extrait de son ouvrage *La Grande migration*, suivi de *Vies sur la guerre civile* (Gallimard, 1995) pour exprimer en conseil des ministres ses réserves à l'égard de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie (Le Monde du 3 avril).

« Oui, étonné, c'est cela que j'ai dit en premier lieu, dit-il. Un ministre allemand ne lirait sûrement pas un livre de ce genre. Donc, cela a un aspect culturel intéressant. Sur le fond, il me semble inévitable qu'une réflexion sur les exigences de la morale universaliste soit instrumentalisée, tôt ou tard, par la politique. C'est un risque qu'il faut accepter. » Aussi ne souhaite-t-il pas argumenter avec le ministre français. « Je voudrais seulement dissiper le malentendu qui a surgi, parce que, cité ainsi dans la situation politique actuelle, je me trouve interprété de manière tout à fait insidieuse. Si l'on étudie cet essai que cite M. Chevènement, on constate qu'il n'est absolument pas en faveur d'un quelconque isolationnisme. J'exprime seulement, de manière polémique, une position contre la prétention de certains à intervenir partout et pour n'importe quelle raison. Par exemple, lorsque les États-Unis sont intervenus en Somalie, ce n'était pas pertinent, l'analyse n'avait pas vraiment été faite. »

Enzensberger estime qu'« en Europe, la situation est différente, les liens entre les peuples sont particuliers, les responsabilités sont d'un autre ordre ». « Par exemple, dit-il, je n'accepte pas l'argument que j'entends ici ou là en ce moment : "Puisqu'on n'a pas aidé les Kurdes, il ne faut pas intervenir au Kosovo." Que signifie donc cette position extrémiste et maximaliste : "Je n'ai pas le droit d'aider si je n'aide pas tout le monde" ? Dirait-on : "Je n'ai pas le droit de donner 10 francs à un mendiant si je ne donne pas à tous les mendiants" ? C'est absurde. »

« Dans mon essai, précise-t-il, je me suis limité à tenter de démontrer que les promesses abstraites de l'universalisme dépassent, soit la volonté politique, soit les capacités concrètes de la société contemporaine. Il conviendrait donc, selon moi, de s'abstenir d'une rhétorique illusoire et hypocrite, d'éviter la prétention à sauver le monde entier et de définir, à chaque moment, nos choix politiques en tenant compte des limites de notre champ d'action. »

« Dans le cas du Kosovo, poursuit-il, j'ai l'impression que l'Europe est non seulement capable, mais obligée d'intervenir. » Tout l'inverse, autrement dit, de ce que M. Chevènement voulait suggérer en le citant. D'ailleurs, aux yeux du philosophe allemand, le ministre de l'Intérieur « a une position très nette qui, dit-il, me semble être un "socialisme droitier" ». « Il a récemment polémique avec Daniel Cohn-Bendit, avec des accents bien suspects. Je ne me sens pas de proximité avec ses positions », conclut-il.

Josyane Savigneau

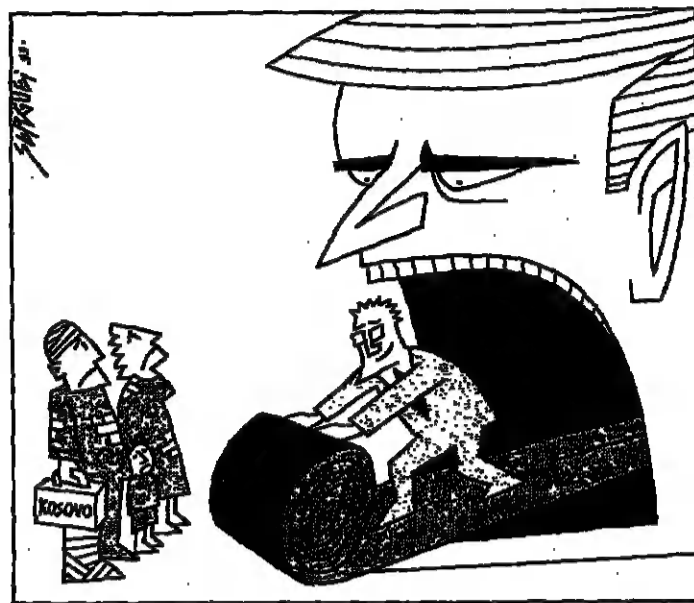
Le PS français souhaite une initiative commune des socialistes européens

François Hollande est également chargé de clarifier le débat avec le PCF

Inquiets quant à la suite des opérations, nombre d'élus de la majorité mettent l'accent sur la diplomatie. Le rejet par les Occidentaux de la proposi-

tion de Belgrade d'un « cessez-le-feu » unilatéral a été critiqué par M. Bocquet (PCF) et M. Sarre (MDC). Le PS, qui évoque « un premier pas effec-

tué sous la pression », souhaite que les socialistes européens prennent une initiative en faveur d'une conférence sur les Balkans.



PREMIER secrétaire du Parti socialiste, François Hollande a souligné, mardi 6 avril, devant le bureau national de son parti, que celui-ci doit « s'exprimer d'une seule voix ». Il souhaite organiser, dès cette semaine et, peut-être, à Paris, une réunion des socialistes européens, pour prendre une initiative diplomatique en faveur d'une conférence sur les Balkans. Chargé des relations internationales au secrétariat national, Pierre Guidon a souligné que le conflit du Kosovo « modifie profondément les conditions de la campagne européenne ».

Toutefois, l'alliance avec le MDC n'a pas été discutée. M. Hollande, qui participait mercredi matin avec Lionel Jospin au déjeuner des socialistes à Matignon, auquel ont été conviés MM. Lang et Quilès, a demandé au PCF une rencontre pour évoquer les divergences sur le conflit.

UN SUJET DE TRAVAIL

Les inquiétudes sur la suite des opérations militaires sont telles, en effet, dans les rangs de la gauche, que bon nombre de députés ont tendance à se raccrocher comme à une bouée de sauvetage à la moindre initiative diplomatique. Le 30 mars, lors de sa précédente audition devant les commissions des affaires étrangères et de la défense de l'Assemblée nationale, le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, avait dû réfréner les ardeurs de ceux qui voulaient déjà dans la mission conduite à Belgrade par le premier ministre russe, Evgueni Primakov, une porte de sortie dans le conflit du Kosovo. Entendu par les mêmes députés, mardi soir, M. Védrine a dû, cette fois, commenter la position de l'OTAN vis-à-vis de l'annonce faite peu

avant, par Belgrade, d'un « cessez-le-feu » unilatéral au Kosovo. Secrétaire national du PCF, Robert Hue, a en effet déploré le rejet immédiat de cette proposition par Washington et Londres. Le président de la commission de la défense, Paul Quilès (PS) a également interrogé le ministre pour savoir si cette proposition pouvait être considérée comme un « premier pas ». « Ce pourrait être le signe d'un premier craquement de Milosevic », a commenté Jack Lang (PS), président de la commission des affaires étrangères.

Tandis que M. Védrine émettait des doutes sur l'authenticité des premières réactions américaines et britanniques, le ministre de la défense, Alain Richard, a indiqué aux députés que l'on pouvait considérer le cessez-le-feu décrété à Belgrade comme un « sujet de travail ». « Si l'on déclare d'emblée

que cette proposition est inacceptable, nous a indiqué M. Quilès après la réunion, cela revient à dire qu'il n'y a pas d'autre solution que les frappes militaires. Il faut, au contraire, engager un coin et dire à Milosevic : "Vous avez proposé quelque chose. Il faut faire plus." »

UNE ERREUR GRAVE

Lors de sa réunion hebdomadaire, mardi soir, le bureau national du Parti socialiste a pris en compte ces préoccupations en évoquant « un premier pas effectué sous la pression ». Cette déclaration, indique toutefois le PS, « n'aura de portée que si elle signifie la fin de la répression des populations civiles au Kosovo, le retrait des forces militaires serbes, le retour des populations civiles avec les garanties nécessaires et l'ouverture de négociations sous l'égide des Nations unies ».

Interrogé, mercredi matin, sur RMC, le président du groupe communiste, Alain Bocquet, a qualifié d'« erreur grave » le refus par les occidentaux du cessez-le-feu proposé à Belgrade, refus qui conduit, selon lui, « à une escalade supplémentaire dans cette guerre ». Ce refus, pour Georges Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens, « paraît ne laisser ouverte que la seule porte d'une intervention terrestre, qui serait un enlèvement contraire aux intérêts de la France et de la paix ».

Cette pression en faveur de ce que M. Quilès qualifie de « position diplomatique offensive » s'accompagne de doutes persistants sur la nature des opérations militaires, doutes qui traversent tous les bancs de l'Assemblée. Plusieurs des élus socialistes qui ont fait part de leurs inquiétudes depuis le début des frappes aériennes se félicitent que le gouvernement ait mis davantage l'accent, mardi, sur la recherche d'une solution diplomatique. « La proposition que j'ai formulée a pas mal avancé », estime M. Quilès, relevant que « chacun reconnaît désormais qu'une solution passe par l'ONU. Il faut accélérer, aboutir à ce qu'une sorte de cadre de référence soit voté par le Conseil de sécurité. »

Michel Vauzelle (PS, Bouches-du-Rhône) salue le « tournant » de l'intervention du premier ministre lors de la séance des questions au gouvernement. « L'intervention de l'OTAN ne pouvait être admise que si l'ONU retrouve toutes ses responsabilités », explique-t-il. Cela n'a pas empêché plusieurs élus - Henri Emmanuelli, Georges Frêche, Jean-Luc Mélenchon, Paul Quilès - de revenir à la charge, mardi soir, au bureau national.

Jean-Baptiste de Montvalon et Michel Noblecourt

L'inflexion de M. Jospin sur les réfugiés n'apaise pas les Verts

LIONEL JOSPIN a profité de la séance de questions d'actualité à l'Assemblée nationale, mardi 6 avril, pour corriger le mauvais effet produit, à gauche, par ses déclarations de dimanche lorsqu'il avait déclaré que « l'objectif, c'est que ces hommes et ces femmes retournent chez eux » (Le Monde du 6 avril). Lors de la réunion du groupe socialiste, mardi matin, plusieurs élus ont fait part de leurs états d'âme devant le ministre de la défense, Alain Richard. « On a eu l'impression que la France se distinguait de manière très malheureuse », a commenté ensuite Michel Vauzelle (Bouches-du-Rhône).

« Il semble qu'une partie de ce que j'ai dit dimanche n'ait pas été reproduit », a indiqué le premier ministre dans l'hémicycle, avant d'assurer : « Oui, nous pourrions accueillir des réfugiés qui en feraient la demande. (...) N'ajoutons pas un transfert contraint à une déportation. » Il s'est dit « prêt, en liaison avec les associations, à favoriser les conditions d'un accueil en France par des familles qui le souhaiteraient » et assuré que la France était « naturellement disponible pour accueillir temporairement

sur son sol un certain nombre » de réfugiés kosovars, « sur la base du volontariat et sans que les familles soient séparées », grâce au dispositif d'« asile territorial » institué par la loi Chevènement.

Le ministre de l'Intérieur a indiqué à France-Soir (dans son édition non parue du 7 avril) que « des directives ont été envoyées pour que des autorisations provisoires de séjour soient accordées » aux réfugiés kosovars « qui le souhaitent ». « Encore faut-il... » qu'ils puissent en exprimer le souhait, a renchérit M. Chevènement. On ne va pas les envoyer sur l'île de Guam, dans le Pacifique, sans leur demander leur avis.

Les Verts, qui s'étaient élevés, mardi, contre les propos de M. Jospin, n'ont pas été convaincus par le changement de ton du premier ministre. Si le député du Val-d'Oise, Yves Cochet, s'est félicité que M. Jospin ait « infléchi » sa position, le porte-parole du mouvement écologiste, Denis Baupin, ancien conseiller de Dominique Voynet et membre de la majorité des Verts, a estimé que, sur les réfugiés, l'intervention du premier mi-

nistre n'était « pas à la hauteur de la responsabilité de la France : on ne peut pas dire que l'on souhaite que les populations puissent retourner chez elles sans dire comment on va le faire ». Les députés Verts, qui tenaient, mercredi matin, une conférence de presse avec le comité Kosovo d'Alain Finkelkraut et de Romain Goupil, demandant à tous leurs élus « de réunir un conseil municipal extraordinaire pour décider du principe d'un jumelage avec un village ou un village du Kosovo ».

PS ET PCF À L'UNISSON

Jugeant « tout à fait choquant » que « les conditions de l'accueil » des réfugiés « n'aient pas été pensées avant » les frappes de l'OTAN, Dominique Voynet n'a pas été en reste. Sur LCI, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement a réaffirmé, mardi, son soutien aux frappes de l'OTAN et à une éventuelle intervention terrestre, puisque « aujourd'hui, il n'y a plus de questions à se poser ». En revanche, M^{me} Voynet a jugé que « l'accueil (des réfugiés) est une obligation morale, une obligation humaine ». « Je préfère que les

communautés albanaises mais aussi françaises accueillent quelques milliers de réfugiés plutôt que de savoir que des gamins sont en train de paquer dans la boue, sous la pluie, sans aller à l'école et en étant exposés aux maladies », a estimé la ministre, qui a indiqué que « si une décision était prise qui viole les choses auxquelles [elle] croit de façon fondamentale, [elle] en tirerait [elle] les conséquences ».

Le message du premier ministre a, en revanche, été bien accueilli dans les rangs socialistes et communistes. Dans un communiqué, le bureau national du PS, qui « appuie et approuve l'attitude du gouvernement », estime que « l'essentiel est d'assurer la sécurité des réfugiés afin qu'ils puissent le plus rapidement possible regagner leur foyer ». « La position du gouvernement est raisonnable », a estimé pour sa part Alain Bocquet, mercredi matin sur RMC. Il faut que « la France soit à la tête de la solidarité » mais elle ne doit « accueillir (que) sur la base du volontariat », a ajouté le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, se démarquant ainsi de l'extrême gauche.

DÉPÊCHES

LE CAMP DE BLACE EST VIDE

Le camp de réfugiés albanais du Kosovo qui s'était créé au poste-frontière macédonien de Blace - où, selon le HCR, jusqu'à 65 000 personnes étaient entassées dans un champ de boue - était totalement vide mercredi 7 avril, selon des témoins. Plus aucun réfugié n'était visible dans la vallée, seuls une vingtaine de malades se trouvaient dans un poste de secours. Mardi, le gouvernement macédonien avait demandé aux États-Unis de reporter le déploiement de certaines de ses forces chargées d'aider à la construction de camps de réfugiés et annoncé qu'il allait stopper le flot de réfugiés après avoir examiné le cas des 65 000 Albanais du Kosovo coincés dans l'« enfer de Blace ». Par ailleurs, l'armée yougoslave a fermé, dans la nuit de mardi à mercredi, le poste-frontière de Morina, en Albanie. - (AFP, AP)

BATON HAXHIU EST VIVANT

Baton Haxhiu, rédacteur en chef du journal kosovar Koha Ditore, donné pour mort durant la première semaine des frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie, est vivant, a-t-il annoncé lui-même à Londres dans un entretien au quotidien britannique The Independent. Il devrait rencontrer, mercredi 7 avril, le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, pour discuter d'un projet de publication de son journal en exil. Le 29 mars, le porte-parole de l'OTAN avait annoncé l'exécution de Baton Haxhiu par les forces de sécurité serbes à Pristina, chef-lieu du Kosovo. « L'information de ma mort n'était pas complètement incroyable puisque je me trouvais avec un avocat des droits de l'homme le jour-même où il a été tué en compagnie de ses deux fils », a dit M. Haxhiu.

JAPON

Le Japon a annoncé, mardi 6 avril, qu'il pourrait accueillir des réfugiés albanais du Kosovo : « Selon l'évolution de la situation, accueillir des réfugiés est une hypothèse qui peut être envisagée », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Sadaaki Numata. Le Japon a par ailleurs fourni une aide d'urgence de 15 millions de dollars aux réfugiés et un million de tonnes permettant d'abriter dix mille d'entre eux par l'entremise du Haut-Commissariat aux réfugiés. - (Corresp.)

BORISLAV MILOSEVIC

Borislav Milosevic, ambassadeur de Yougoslavie à Moscou, estime que son frère, le président yougoslave Slobodan Milosevic, « ne cédera pas » devant les bombardements de l'OTAN, et exclut la solution d'une « partition du Kosovo », dans une interview publiée mercredi dans *Aujourd'hui/Le Parisien*. Estimant que l'annonce par Belgrade d'un cessez-le-feu au Kosovo « aurait dû amener une réaction positive des gouvernements occidentaux », il souligne : « Nous voulons trouver une solution politique. Elle est possible. La France a, dans cette affaire, une responsabilité historique. » - (APF)

KOSOVARS EN SAVOIE

Vingt-sept réfugiés kosovars ont été interpellés à la gare de Gap (Hautes-Alpes), mardi 6 avril, alors qu'ils s'apprêtaient à acheter des billets de train pour se rendre à Paris. Ces seize adultes et onze enfants, dépourvus de papiers d'identité, seraient partis du Kosovo le 25 mars et arrivés en France en passant par l'Italie, selon la police. La préfecture des Hautes-Alpes devait décider, mercredi, de les reconduire à la frontière vers l'Italie ou de les accueillir en France.

BARCELONE	890 F	135,68 €
DUBLIN	950 F	144,83 €
SHANNON	990 F	150,92 €
SEVILLE	1 200 F	182,94 €
TOZEUR	1 400 F	213,43 €
RHODES	1 560 F	237,82 €
HURGHADA	1 800 F	274,41 €
LOS ANGELES	1 980 F	301,85 €
PUNTA CANA	2 990 F	455,82 €
KILIMANDJARO	3 550 F	541,19 €

LOME*
2290 F 349,11 €

* REDUCTION DE 25 %
POUR UNE 2^e PERSONNE
EN CLASSE HORIZON
VOLS ALLER RETOUR
DÉPART DE PARIS
A CERTAINES DATES
HORS TAXES AÉRIENNES
200 AGENCES EN FRANCE
www.nouvelles-frontieres.fr

Nouvelles Frontières

les vols

Voyager ça fait avancer

هكذا من الأصل

Le Rwanda commémore le génocide de 1994

KIGALI. Le Rwanda devait célébrer officiellement, mercredi 7 avril, le cinquième anniversaire du génocide de 1994, à Kibeho, dans la préfecture de Gikongoro (Centre-Ouest), où les restes de quelque 20 000 victimes devaient être inhumés en présence des plus hautes autorités du pays, au terme de sept jours de deuil. Les drapeaux sont en berne depuis le 1^{er} avril. La radio d'Etat diffuse à longueur de journée des chansons à la mémoire des disparus, tandis que la télévision nationale a mis en place une programmation spéciale avec reportages sur le génocide, documents d'époque et débats. Pour ceux - la grande majorité - qui n'ont pas accès à la télévision, des films sur le génocide sont projetés au grand stade Amahoro de Kigali. Entre le 7 avril et le 19 juillet 1994, entre 500 000 et 800 000 Tutsis et Hutus modérés ont été massacrés par les soldats des ex-Forces armées rwandaises et les miliciens extrémistes hutus. - (AFP)

Trois Tibétains en grève de la faim devant l'ONU à Genève

GENÈVE. Trois Tibétains, dont un ancien détenu politique qui a passé vingt-deux ans dans les geôles chinoises, sont, depuis le lundi 5 avril, en grève de la faim sur la place des Nations, devant le palais de l'ONU à Genève, où se déroulent les travaux annuels de la Commission des droits de l'homme. Soutenus par plusieurs organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme, ils demandent notamment la nomination d'un rapporteur spécial sur la question tibétaine auprès de la commission. Ils réclament qu'une délégation du Comité des droits de l'enfant de l'ONU soit autorisée à rencontrer Gedhun Choekyi Nyima, le onzième panchen lama, âgé bientôt de dix ans, que les autorités chinoises récusent et passent pour avoir placé en détention. Les grévistes demandent encore la libération de quatre détenus symboliques du millier de leurs concitoyens incarcérés pour raisons politiques. - (Corresp.)

AMÉRIQUES

■ BRÉSIL : l'économie brésilienne « donne des signes positifs mais il est encore trop tôt pour desserrer la ceinture et respirer », a déclaré, mardi 6 avril à Brasília, Pedro Parente dans son discours d'investiture à la tête du nouveau ministère du budget et de la gestion. Selon lui, « le principal ennemi de la confiance, encore faible, est le déficit public, qui n'a pas été surmonté et qui peut suffoquer le pays et inhiber la croissance ». Le président Fernando Henrique Cardoso, présent à la cérémonie d'investiture, s'est félicité quant à lui de « l'amélioration des indicateurs économiques » tels que la baisse du dollar face au réal, la chute de l'inflation, le retour des investissements et des lignes de crédit à l'exportation. (AFP)

ASIE

■ INDE : environ cinq millions de sikhs, soit un quart de cette communauté dans le monde, sont attendus à Anandpur Sahib, une petite ville du nord de l'Inde, pour le tricentenaire de la fondation de leur religion. Ces célébrations doivent se dérouler pendant une semaine, à partir de jeudi 7 avril, sous très haute sécurité en raison de la crainte d'attentats terroristes par des groupes sikhs radicaux. Les sikhs sont environ 20 millions dans le monde, dont 19 millions en Inde. - (AFP)

EUROPE

■ ALLEMAGNE/FRANCE : le groupe franco-allemand sur les questions nucléaires s'est réuni le 30 mars, et-on apprend mardi 6 avril dans l'entourage de Lionel Jospin. Les Allemands se sont déclarés prêts à participer au financement de l'achèvement de deux réacteurs nucléaires, demandé par l'Ukraine en échange de la fermeture de la centrale de Tchernobyl. De même, la France et l'Allemagne ont décidé de continuer à financer les études pour l'installation en Russie d'une usine de transformation du plutonium militaire russe en « mox », un mélange d'uranium et de plutonium utilisable dans les réacteurs civils. - (Reuters)

■ ESPAGNE : la mine de pyrite du groupe Boldden-Apirsa à Aznalcollar (Andalousie), à l'origine en avril 1998 d'une catastrophe écologique aux abords du parc national de Doñana, recommencera à fonctionner jeudi, a indiqué mardi 6 avril un porte-parole de la multinationale autrichienne. Le 25 avril 1998, la rupture d'un bassin de décantation de la mine de pyrite, produit utilisé dans la fabrication d'acide sulfurique, avait entraîné le déversement de plus de 5 millions de mètres cubes de boue et d'eau très toxiques dans la rivière Guadiamar. - (AFP)

■ RUSSIE : quelque 14 500 femmes russes sont tuées chaque année par leurs proches, a rapporté, mardi 6 avril, le quotidien Vremia, citant des statistiques du ministère russe de l'Intérieur. Seulement 7 % des victimes de violence domestique s'adressent à la police. « La violence à domicile n'est pas un phénomène purement russe, mais les pays civilisés ont adopté des lois adéquates pour l'empêcher, alors qu'en Russie (...) ces lois n'existent pas », a estimé Galina Sillasté, sociologue. - (AFP)

■ Le ministère russe des finances a annoncé, mardi 6 avril, de mauvais résultats budgétaires pour mars, d'autant plus mal venus qu'une mission du Fonds monétaire international (FMI) était attendue dans la journée à Moscou pour discuter des modalités de la reprise de l'aide à la Russie. Les résultats de mars publiés mardi par le ministère russe des finances tombent d'autant plus mal qu'ils sont en partie causés par une collecte des impôts insuffisante (20,7 % de moins que les prévisions), qui est un des chevaux de bataille du FMI, ainsi que par la faiblesse des revenus des privatisations (23,2 % de moins que prévu). - (AFP)

■ TURQUIE : le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a revendiqué, mardi 6 avril, l'attentat-suicide commis la veille contre le gouverneur de la province de Bingöl (est) qui a fait deux morts (une fillette et l'auteur de l'attentat) et vingt blessés, selon l'agence pro-kurde DEM reçue à Ankara. Il s'agit du quatrième attentat-suicide perpétré depuis que le PKK a annoncé, début mars, l'intensification de sa guerre contre l'Etat turc à la suite de l'arrestation de son chef, Abdullah Öcalan, mi-février. - (AFP)

L'OMC donne raison aux Etats-Unis dans le conflit de la banane

WASHINGTON. Les Etats-Unis viennent de remporter une bataille importante dans le conflit qui les oppose depuis des années à l'Union européenne sur la banane. Mardi 6 avril, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a confirmé que le règlement de l'Union européenne sur les importations de bananes était contraire aux règles commerciales internationales, autorisant Washington à imposer des sanctions sur un certain nombre de produits européens. La commission d'arbitrage de l'organisme a évalué à seulement 191,4 millions de dollars (178 millions d'euros) les dommages que subissent annuellement les entreprises américaines, contre une estimation initiale américaine de 520 millions de dollars. Les sanctions américaines seront appliquées rétroactivement à compter du 3 mars. L'Union européenne, selon le commissaire Leon Brittan, se réserve le droit de faire appel de cette décision. Pour le négociateur spécial des Etats-Unis, Peter Scher, cette décision crée un précédent majeur pour d'autres conflits commerciaux agricoles avec l'UE, notamment l'interdiction d'importation de bœuf traité aux hormones. « Nous espérons que cette décision de l'OMC va finalement convaincre l'UE d'adopter immédiatement un règlement conforme aux règles de cette organisation », a indiqué la représentante américaine pour le commerce, Charlene Barshefsky, faute de quoi « son engagement à participer à un système commercial multilatéral sera sérieusement remis en question ». - (AFP)

Le spectre d'une sécession complète menace le sud du Soudan

La « plus vieille guerre d'Afrique » coûte un million de dollars par jour à Khartoum

La rébellion sudiste n'a pas immédiatement donné de réponse au cessez-le-feu global déclaré, lundi 5 avril, par le général Omar Al Bechir.

Ce cessez-le-feu interviendrait le 15 avril, à l'expiration d'une trêve partielle en vigueur dans la région du Bahr el-Ghazal entre les forces gou-

vernementales et l'Armée de libération des peuples du Soudan, en guerre depuis 1983. Mais la sécession complète menace le sud du pays.

KHARTOUM

de notre envoyée spéciale
La sécession du sud du Soudan n'est plus une idée inconcevable. Elle pourrait même être, à en croire les Soudanais, au nord comme au sud du pays, « la seule solution possible ». Opposant le Nord, arabe et musulman, aux rebelles du Sud, africains chrétiens et animistes, la guerre, qui déchire le pays depuis l'indépendance en 1956 - avec une période de paix entre 1972 et 1983 -, a déjà coûté la vie à plus de deux millions de personnes.

Ce conflit, le plus long de l'Afrique, est, selon l'expression des Soudanais, « la guerre oubliée », qui « n'intéresse plus personne ». Les parties en conflit en sont de plus en plus conscientes. Si elles continuent de se battre, ce n'est pas pour remporter une victoire militaire, qu'elles savent désormais impossible, mais pour avoir une meilleure position à la table de négociation le moment venu.

A Khartoum, où la guerre coûte un million de dollars par jour au

gouvernement du président Omar Al Bechir, les stratégies et les idéologies semblent être arrivées à la même conclusion : en termes politiques et financiers, le prix est trop élevé. Au Sud, les rebelles de l'Armée de libération des peuples du Soudan auraient abandonné l'idée d'un pays uni.

La sécession du Sud n'est toutefois pas chose simple, à cause de multiples divisions qui, au fil des ans, ont déchiré les factions de rebelles. Certaines se sont ralliées au gouvernement de Khartoum et, en contrepartie, deux formations de l'opposition nordiste se sont allées à l'Armée de libération des peuples du Soudan.

EFFORT DE MÉDIATION

A ce labyrinthe politique s'ajoutent les craintes des pays voisins du Soudan, singulièrement de l'Égypte, dont toute la stratégie géopolitique au Soudan est déterminée par le Nil, et qui, tout en étant hostile au gouvernement de Khartoum, est opposée à son démantèlement et à la création dans le Sud d'un « autre Soudan ».

pauvre et politiquement proche d'Israël. Avec leurs propres problèmes ethniques, les autres Etats voisins du Soudan redoutent la division du pays. Pour leur part, les Etats-Unis craignent avant tout l'islam politique de Khartoum. A tort ou à raison, les dirigeants du gouvernement soudanais sont, aux yeux de Washington, « les nouveaux ayatollahs » et représentent donc une menace.

Depuis 1986, un effort de médiation entre le Nord et le Sud est mené par un groupe d'Etats africains, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qui regroupe le Kenya, Djibouti, la Somalie, l'Éthiopie, l'Érythrée et l'Ouganda. L'Éthiopie et l'Érythrée, qui se font la guerre depuis quelques mois, soutenaient les rebelles soudanais, qui bénéficiaient également de l'appui de l'Ouganda. L'IGAD n'est donc peut-être pas l'instance la plus appropriée pour jouer les médiateurs. Malgré leurs déclarations publiques en faveur de la médiation de l'IGAD, en privé certains responsables soudanais admettent que le gouvernement

« ne compte plus » sur cet organisme et regarde plutôt du côté de l'Égypte, pays sans lequel « aucune solution n'est possible ».

CINQ MILLIONS DE DÉPLACÉS

En attendant, la guerre a ruiné le pays. Plus de cinq millions de personnes sont déplacées, pour certaines depuis des décennies. Un demi-million de réfugiés subsistent dans des camps dans les pays voisins. Dans certaines régions, le taux de scolarisation est de moins de 5 %. Entre deux et trois millions de mines sont éparpillées sur un tiers du pays. Sans l'aide humanitaire, qui en dix ans a déjà coûté plus de deux milliards de dollars à la communauté internationale, près de trois millions de personnes n'auraient pas de quoi se nourrir. Les Soudanais souffrent aussi de l'isolement de leur pays. Ils ne rêvent que d'une chose : le retour en grâce aux yeux des Etats-Unis, sans lesquels, entend-on dire souvent, « rien ne changera dans ce pays ».

Afsané Bassir Pour

H O G A N

ATHLETIC

هكذا من الأصل

JUSTICE L'ancien directeur général de la Société de banque occidentale (SBO), Pierre Despesailles, a été mis en examen pour « corruption active », jeudi 1^{er} avril, par le juge d'in-

struction Edith Boizette. Le magistrat enquête sur les relations ayant existé entre cette filiale du Crédit Lyonnais et une quarantaine d'administrateurs de Paris et de la région parisienne qui

encourent autant de mises en examen pour corruption passive. EN 1996, les nouveaux dirigeants de la SBO avaient demandé au cabinet d'audit Miallot et associés un rapport

sur les avantages « accordés aux administrateurs parisiens ». CE DOCUMENT, dont Le Monde révèle le contenu, démontre de quelle manière la profession de mandataire de justice

« semble avoir été délibérément organisée pour tirer un profit maximum de la mise en règlement judiciaire des entreprises en difficulté ». (Lire aussi notre éditorial page 18)

Une enquête menace les administrateurs judiciaires parisiens

La mise en examen pour « corruption active » de l'ancien directeur de la SBO – une filiale du Crédit Lyonnais – laisse envisager des poursuites contre une quarantaine de mandataires de justice

LA NOUVELLE a fait frémir les familiers du tribunal de commerce de Paris. Le 1^{er} avril, l'ancien directeur général de la Société de banque occidentale (SBO), filiale du Crédit Lyonnais, Pierre Despesailles, a été mis en examen pour « corruption active » par le juge d'instruction Edith Boizette, dans le cours de l'information judiciaire concernant les relations finan-

« Des pratiques du passé »

« S'il y a eu corruption, nous le condamnons », a déclaré au Monde, mercredi 7 avril, le président du Conseil national des administrateurs et mandataires de justice, Jean-Louis Laureau. Evoquant des « pratiques du passé », localisées selon lui « davantage à Paris qu'en province », M. Laureau rappelle que « le Conseil national avait condamné ces pratiques en 1996 » et postule qu'elles ont « sans aucun doute cessé ». Réagissant à la possible mise en cause d'une quarantaine de mandataires, il a assuré n'avoir « aucune information sur un nombre aussi important de personnes soupçonnées ». Devant la commission d'enquête parlementaire, souligne-t-il, le procureur-adjoint de Paris, Jean-Claude Marin, avait estimé que le parquet ne prendrait pas forcément « une position globale ». M. Laureau rappelle enfin que le Conseil national ne dispose « d'aucun pouvoir disciplinaire » sur les membres des « professions qu'il représente ».

cières entre la banque et une série d'administrateurs judiciaires. Ouverte au début de l'année 1998 par le parquet de Paris, cette enquête vise les avantages financiers consentis – notamment sous forme de prêts à taux préférentiels – à une quarantaine d'administrateurs de la capitale et de la région parisienne, qui encourent autant de mises en examen pour « corruption passive ». Cette perspective pourrait, par ricochet, ébranler le tribunal de commerce de Paris, déjà secoué par les enquêtes de la commission parlementaire et de l'inspection conjointe des finances et des services judiciaires.

La personnalité de M. Despesailles, qui siègea de 1971 à 1982 au sein de la juridiction consulaire parisiennaise, comme juge puis comme président, avant de diriger la SBO, semble de nature à renforcer les soupçons sur l'implication de certains réseaux bancaires dans la conduite des procédures collectives – parfois au détriment des entreprises et de leurs salariés. Fort de son expérience de magistrat et de sa connaissance du monde consulaire, le dirigeant de la SBO avait conduit la filiale du Crédit Lyonnais à se spécialiser dans le crédit aux mandataires de justice et aux entreprises en difficulté.

Depuis la déconfiture de la banque, partiellement due à son association persistante avec Bernard Tapie, M. Despesailles a été l'objet de plusieurs poursuites judiciaires, qui ont entraîné plusieurs fois sa mise en examen pour « abus de biens sociaux », « complicité d'abus de biens sociaux » et « abus de confiance », ainsi qu'à sa



condamnation à une peine d'emprisonnement avec sursis dans l'affaire du Phocéa, le voilier de l'ancien député-homme d'affaires.

« CLAUSE DE FIDÉLITÉ »

« La SBO a certainement été la première banque de la place à prendre le risque de favoriser la reprise d'affaires en difficulté puis de soutenir leur réinsertion dans le tissu économique, évitant ainsi des liquidations pures et simples, avec leur cortège de gâchis et de chômage », écrivait au Monde M. Despesailles en 1994. L'enquête, du juge Edith Boizette éclaira, quant à elle, les dessous du rapprochement entre la banque et de nombreux administrateurs, qui lui apportaient les fonds des entreprises

dont ils avaient la charge et bénéficiaient en retour de prêts accordés – à titre personnel ou professionnel – à des taux s'échelonnant entre 0 % et 5 %.

En 1995, les services fiscaux avaient contesté ces avantages et exigé leur réintégration dans les revenus de 42 mandataires. La banque avait alors exigé le remboursement des sommes concernées et porté le taux de certains contrats de prêts à 7,5 %. Mais l'existence, au sein de la banque, d'une « clause de fidélité », qui prévoyait jusqu'alors la suppression des avantages financiers dans le cas où le « volant d'affaires » apportés par le mandataire disparaîtrait, semble constituer, aux yeux des enquêteurs, l'élément

constitutif d'une forme de corruption.

Au mois de novembre 1995, le président de la SBO, Pierre Dorrel, avait lui-même signalé ces faits au parquet de Paris, qui avait ouvert une enquête préliminaire. C'est cette enquête qui a débouché sur l'ouverture de l'information judiciaire dans laquelle M. Despesailles est, pour l'heure, l'unique mis en examen. La découverte, lors d'une perquisition ef-

la limite de la légalité » (lire ci-dessous). La saisie de ce document a conduit les enquêteurs de la huitième division de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) à interroger, la semaine dernière, les dirigeants du cabinet d'audit Miallot et associés, auteurs du rapport. Spécialisés dans l'« intelligence économique », ceux-ci ont attesté l'authenticité du document, qui décrit, au-delà de la question des fonds confiés aux

« Un haut lieu de la spéculation parisienne »

La SBO (Société de banque occidentale) est née en 1961 de la fusion de la Banque occidentale pour l'industrie et le commerce du groupe de Jimmy Goldsmith et de la SBC (Société de banque et de crédit, filiale du Crédit Lyonnais). Cette dernière est à l'origine une banque « familiale », qui s'est progressivement spécialisée dans le crédit aux mandataires de justice, aux syndicats, aux entreprises en difficulté et autres marchands de biens. Elle a été acquise en 1969 par le Crédit Lyonnais auprès de Jean-Marie Mazart, le fondateur de Prénatal, qui, effrayé par mai 68, décida de se retirer des affaires. Président de la banque, il en a confié progressivement la direction à Pierre Despesailles. Ce dernier a gravi les échelons un à un, d'attaché de direction en 1953 à directeur général à partir de 1965 et jusqu'à son départ à la retraite en juin 1992. Sa stratégie se résume dans la formule : « marges importantes, risques importants et garanties importantes ». La commission d'enquête parlementaire sur le Crédit Lyonnais avait porté un jugement éloquent sur la banque : « Sous l'impulsion de Pierre Despesailles, la SBO est devenue un haut lieu, discret et feutré, de la spéculation parisienne ».

fectuée au mois de février au siège du Consortium de réalisation (CDR) [la structure de défaillance du Crédit Lyonnais, chargée de liquider les actifs douteux de la banque publique] d'un rapport d'audit réalisé en 1996 à la demande des dirigeants de la SBO, atteste que ces pratiques étaient considérées comme « généralisées », quoique manifestement « à

mandataires, certaines « déviations » du système des procédures collectives dans lesquelles apparaissent mises en cause d'autres banques. L'une d'entre elles, la banque Gallère, fait l'objet d'une autre information judiciaire sur des faits similaires, elle aussi confiée au juge Edith Boizette.

H. G.

Des auxiliaires de justice

La loi du 25 janvier 1985 réformant les procédures collectives a remplacé l'ancienne profession de syndic par deux professions distinctes : les administrateurs judiciaires et les mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises. Les administrateurs et les mandataires ne sont pas des fonctionnaires, mais des auxiliaires de justice chargés d'un ministère de service public. Ils sont rémunérés par les entreprises en difficulté qu'ils prennent en charge.

Redressement et liquidation judiciaires

La procédure de redressement judiciaire est ouverte par le tribunal de commerce quand une entreprise se trouve en état de cessation des paiements. Elle s'achève par un plan de redressement ou par une liquidation.

Le mandataire judiciaire

Il ne peut être désigné que s'il est inscrit sur une liste établie par une commission nationale comportant actuellement 138 noms. Le choix par le tribunal d'un administrateur est souverain.

Sa mission est fixée par le tribunal : elle peut aller de la surveillance ou de l'assistance du chef d'entreprise jusqu'au remplacement de celui-ci. L'administrateur doit élaborer un rapport économique et social dans lequel il établit un plan de redressement ou propose la liquidation.

Le mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises

encore souvent appelé « mandataire-liquidateur », il est désigné par le tribunal sur une liste établie par une commission.

En cas de liquidation, il joue le rôle de liquidateur, chargé de vendre les biens de l'entreprise et de procéder aux liquidations. Les mandataires-liquidateurs sont actuellement 343.

Le juge-commissaire

il est désigné parmi les membres du tribunal. Il est chargé de veiller au déroulement rapide de la procédure et de contrôler l'application des ordonnances du tribunal.

Il peut révoquer l'administrateur judiciaire et bénéficie de pouvoirs importants en cas de désaccord avec ce dernier.

« Un pouvoir quasi discrétionnaire sur la vie des entreprises en difficulté »

PASSÉES AU CRIBLE, au cours de l'année 1998, par la commission d'enquête parlementaire sur les tribunaux de commerce puis par une mission conjointe de l'inspection générale des finances (IGF) et de l'inspection générale des services judiciaires (IGSJ), les relations entre les administrateurs judiciaires, les banques et les juges consulaires avaient fait l'objet, deux ans plus tôt, d'une étude autrement plus discrète : confiée à un grand cabinet d'audit parisien, Miallot et associés, l'enquête avait été commandée par les dirigeants de la Société de banque occidentale (SBO), filiale du Crédit Lyonnais, et portait sur « les avantages accordés aux administrateurs judiciaires ».

Consignées dans un rapport « confidentiel » de 44 pages daté du 23 janvier 1996 et versé au dossier du juge Edith Boizette, les conclusions des auditeurs indiquaient qu'il s'agissait d'une « pratique généralisée » et soulignaient sans ambages que « la profession [de mandataire de justice] semble avoir été délibérément organisée pour tirer un profit maximum de la mise en règlement judiciaire des entreprises en difficulté ».

Le secret censé entourer ces investigations – d'ailleurs confiées à d'anciens membres des services de renseignement – semble avoir inspiré aux auteurs du rapport une liberté de ton inédite. Aucune des analyses précédentes du fonctionnement des procédures collectives en France, émanant de la haute administration ou des parlementaires, n'a atteint une telle rudesse dans la description de mécanismes « souvent à la limite de la légalité » et pourtant officiellement nés par l'ensemble des corporations concernées.

Ainsi, lorsque les inspecteurs des finances et de la chancellerie pointaient sobrement le décalage entre le « maigre bilan économique » des procédures de redressement et les résultats « extrêmement confortables » des professionnels du secteur, les auditeurs du cabinet Miallot évoquaient carrément l'existence de « rémunérations occultes » et de

pratiques corruptrices. Peu effrayée par la polémique, la commission d'enquête parlementaire avait, elle, clairement dénoncé ces pratiques, mais elle s'était heurtée à l'hostilité déclarée des juges consulaires comme des mandataires, qui avaient critiqué la prétendue « partialité » de ses travaux. L'étude commandée par la SBO ne saurait être traitée sur le même mode par les différents acteurs de la justice commerciale, dès lors qu'elle s'est fondée sur des témoignages couverts par l'anonymat issu de l'intérieur même des professions concernées.

Le document fait, en outre, référence à un rapport de la direction nationale des enquêtes fiscales

Les mandataires de justice contrôlaient, en 1998, quelque 57 milliards de francs

(DNEF), daté de 1987 et lui aussi « classé confidentiel », pour conclure que « le système mis en place favorise la marche vers la liquidation des entreprises en dépôt de bilan et non leur redressement ». « Cette dérive par rapport aux objectifs initiaux a ouvert la porte à de nombreux abus », est-il précisé, et aucun opérateur, qu'il soit juridique ou bancaire, ne semble y échapper. » Dès 1987, les fonctionnaires de la DNEF avaient relevé, à en croire le même rapport, « les défauts d'un système » né des réformes successives des procédures collectives et qui « installait les administrateurs judiciaires sur une véritable mine d'or », à savoir : l'argent des entreprises en difficulté.

Le chiffre essentiel est connu : les mandataires de justice (c'est-à-dire l'ensemble des administrateurs et des mandataires-liquidateurs) contrôlaient, en 1998, quelque 57 milliards de francs déposés auprès de la seule Caisse des dépôts et consignations. Mais les interstices de la législation permettent aux

mandataires d'entreposer des fonds auprès d'autres établissements, sur lesquels le contrôle est plus incertain.

Dans ces conditions, « l'objectif [consiste] pour les banques, [à] fidéliser une clientèle représentée par les mandataires de justice, et pour ces derniers [à] bénéficier des avantages financiers les plus importants possibles à partir de leur position privilégiée sur un créneau particulièrement porteur », résumait crûment les auteurs du rapport, détaillant les « services » offerts par les banquiers tant aux chefs d'entreprise qu'aux mandataires chargés d'œuvrer au redressement des sociétés ou à leur liquidation, et disposant à ce titre d'un « pouvoir quasi discrétionnaire sur la vie des entreprises en difficulté ».

Ils indiquent ainsi, sans pudeur excessive, comment tel établissement – notamment désigné – est « en rapport avec des avocats et des praticiens reconnus, connaissant bien le milieu du tribunal de commerce [de Paris] et capables de choisir, par les arrières de procédure adéquates, le président de chambre qui leur sera le plus favorable » ; ou comment tel autre propose un « service [en] amont » aux dirigeants de sociétés, les orientant vers des « conseils spécialisés » afin d'aider à la constitution, avant le dépôt de bilan, d'un « trésor de guerre » tout en « assurant les banques traditionnelles » de l'entreprise et en sélectionnant par anticipation « les créanciers à ne pas régler ». En contrepartie de l'apport de ces « affaires » particulièrement fructueuses, les banques octroient des « facilités bancaires » aux administrateurs, sous forme de prêts personnels ou de crédits fort avantageux, et favorisent parfois le versement de « rémunérations occultes » aux mandataires, assure le rapport.

« Lorsqu'il y a désignation d'un administrateur judiciaire après dépôt de bilan, précise le document, il est normalement interdit d'ouvrir de nouveaux comptes entre le dépôt de bilan et le jugement [sauf à la Caisse des dépôts et consignations]. Il y a alors recours à des arrières de dates

pour contourner cette interdiction, ce qui implique la participation active de la banque dans cette opération qui sort du cadre légal, et fait intervenir le juge-commissaire ».

Ainsi, ce magistrat consulaire qui supervise l'exécution des directives du tribunal de commerce devient-il, à son tour, un acteur déterminant, également susceptible d'être « approché ». « Les avantages accordés aux juges-commissaires sont définis au pourcentage des sommes en jeu. Cette rémunération est confidentielle et liée à chaque cas. Certaines opérations nécessitent des rémunérations occultes pour permettre des manœuvres particulières », affirme sans préambule les auditeurs du cabinet Miallot, qui citent plusieurs exemples. « La banque, écrivent-ils encore, peut être amenée à assurer la solidité de ses affaires en acceptant le « chantage » du juge-commissaire et les conditions de l'administrateur, qui peuvent alors bénéficier d'enveloppes [...] ». La banque peut ainsi assurer sa clientèle en contrepartie à la fois l'administrateur judiciaire et le juge-commissaire. Quand elle bénéficie de bons rapports avec le président du tribunal de commerce ou que certains de ses collaborateurs sont aussi présidents de chambre, les choses sont rendues encore plus faciles ».

Allant jusqu'à évoquer le « ticket d'entrée » nécessaire à un repère potentiel ainsi que l'identité du juge qui « doit être « indésirable » afin « d'être sûr d'obtenir le dossier », les auteurs du rapport soulignent aussi le rôle de cabinets-conseils spécialisés – plusieurs sont nommément désignés –, décrits comme « parfaitement au point dans ce domaine ». « Les relations entre ces [différents] opérateurs et les banques sont relativement diverses, mais reposent pratiquement toutes sur le principe de relations personnelles privilégiées avec le tribunal de commerce », conclut le rapport, qui souligne, dès 1996, les « déviations du système » rendues possibles par l'absence d'un « véritable contrôle ».

Hervé Gattegno

REUSSIR
HEC-ESSEC-ESCP
Classes préparatoires et stages intensifs voie S et voie E
Math Sup - Math Spé
Classe Math Spé PC* - stages intensifs sup et spé
Sciences Po
Classes préparatoires - stage intensif d'été
Baccalauréat
Terminales ES orientées HEC ou Sciences Po - Stage de révision
Médecine-Pharmacie
Droit - Sciences éco.
Enseignement spécial - stages de révision et perfectionnement
IPESUP
120 ans de l'Université Paris-Sorbonne

Chaque jeudi avec
Le Monde
DATE VENDREDI
retrouvez
LE MONDE DES LIVRES

سكزا من الأصل

Le gouvernement prépare un statut d'autonomie renforcée pour la Polynésie

L'assemblée du territoire approuve la réforme

PAPÉTE

de notre correspondant
« La Polynésie française garantit ses intérêts propres de pays d'outre-mer au sein de la République. La Polynésie française se gouverne librement et démocratiquement. » De la Polynésie qui s'« administre », selon l'ancienne formulation, à la Polynésie qui « se gouverne », le glissement sémantique est de taille. Si le projet de loi constitutionnelle est adopté par le Parlement, la Polynésie fera un nouveau pas vers une autonomie renforcée. Consultée pour avis, l'Assemblée de Polynésie, elle, a adopté le projet, mardi 6 avril, par 26 voix contre 2. Il y a eu 12 abstentions provenant des indépendantistes.

Trois points essentiels marquent l'évolution statutaire. L'Assemblée de Polynésie pourra voter des « lois de pays » – comme le congrès de Nouvelle-Calédonie – qui seront soumises au contrôle du Conseil constitutionnel. En matière internationale, le gouvernement du futur « pays d'outre-mer » pourra négocier et signer des accords directs dans sa zone de compétence géographique. Enfin et surtout, une « citoyenneté polynésienne » sera créée. Les bénéficiaires, affirme l'exposé des motifs du projet de loi, « posséderont des droits spécifiques en matière d'accès à l'emploi, d'établissement pour l'exercice d'une activité économique et de protection du patrimoine foncier ».

« ÉMANCIPATION »

Cette question de la citoyenneté promet des débats serrés localement, voire nationalement au moment du vote de la loi organique. À Papéte, Gaston Flosse, président (RPR) du gouvernement territorial, évoque une présence initiale de dix ans sur le territoire. Paradoxe : le leader indépendantiste Oscar Temaru, président du Tavini Huiraatira, propose une durée de cinq ans. Ce n'est pas la seule originalité du débat politique local. Ainsi, M. Flosse défend le

franc Pacifique qui assure, selon lui, l'autonomie économique et fiscale de la Polynésie, alors que le Tavini Huiraatira s'est prononcé pour l'adoption de l'euro.

Cette préférence pour la monnaie européenne est un avatar supplémentaire de l'évolution du camp indépendantiste : menacé d'isolement politique, privé de ses arguments antinucléaires depuis la fin des essais de Moruroa, le Tavini Huiraatira revient à une pratique d'opposition plus conventionnelle. Sur le plan local, il a vu, sans déplaisir, le député Emile Vernandou faire un pas dans sa direction. En conflit avec M. Flosse, l'ex-élu RPR a rejoint le groupe RCV de l'Assemblée territoriale. Sur le plan national, un « projet d'accord » a été élaboré entre les indépendantistes et le Parti socialiste. Le « pouvoir conservateur » du Tahiti, la formation polynésienne de Gaston Flosse, y est dénoncé et l'« émancipation » de la Polynésie évoquée sans détour. Cet accord pourrait valoir, sinon un projet direct en faveur de la liste conduite par François Hollande de la part du Tavini aux prochaines européennes, du moins une déclaration favorable aux listes issues de la majorité « plurielle ».

Ces engagements ne concernent toutefois que les partis. Sur le plan institutionnel, le gouvernement français s'en tient à une démarche prudente. Il laisse se développer le processus autonomiste voulu par M. Flosse qui, outre les liens privilégiés qu'il entretient avec Jacques Chirac, a toujours maintenu des rapports de confiance avec le secrétaire d'État à l'Outre-mer, Jean-Jack Queyranne. Et rien n'indique, par exemple, que Paris retienne la proposition de loi qui vient d'être déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale par M. Vernandou : ce texte vise à redécouper les quarante et une circonscriptions territoriales de Polynésie et ne manquerait pas de bousculer la majorité conduite par M. Flosse.

Claude Régent

Nouvelle-Calédonie : M. Jospin tente d'apaiser les craintes du FLNKS

COMMENT trouver la parade ? C'est peu dire que le gouvernement et sa majorité avaient été mécontents des corrections apportées par le Conseil constitutionnel à la loi organique sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie (Le Monde du 18 mars). Le rapporteur du texte à l'Assemblée nationale, René Dosière (PS, Aisne), avait ainsi jugé que la décision du Conseil était « grave » et « susceptible de remettre en cause le processus » mis en place par l'accord de Nouméa du 5 mai 1998. En effet, le Conseil avait jugé qu'il suffisait de dix ans de résidence en Nouvelle-Calédonie pour pouvoir participer aux élections provinciales. Dans l'esprit des négociateurs, et particulièrement dans celui des indépendantistes du FLNKS, il y avait une autre condition : être inscrit sur le tableau annexé des listes électorales tel qu'il avait été arrêté pour le référendum du 9 novembre 1998, faute de quoi l'équilibre démographique, déjà défavorable à la communauté mélanésienne, risquerait d'être encore fragilisé par l'arrivée de nouveaux immigrants en provenance de métropole ou de l'archipel voisin de Wallis-et-Futuna.

A l'occasion d'une visite en Guyane, le 18 mars, le secrétaire d'État à l'Outre-mer, Jean-Jack Queyranne, avait indiqué au Monde que « le gouvernement et les parlementaires sont tout à fait disposés à voir quels sont les moyens juridiques de revenir à l'esprit et à la lettre des accords de Nouméa ». Ce premier engagement n'a pas suffi. Divisé par des querelles internes, le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS, indépendantiste) n'a pas manqué de se saisir du rétablissement par le Conseil constitutionnel d'un corps électoral

dit « glissant » pour se ressourder et menacer de boycotter les élections provinciales prévues le 9 mai.

À la veille de la dernière convention du FLNKS, le premier ministre s'est lui-même efforcé de donner tous les apaisements nécessaires au président du Front, Roch Wamytan – ainsi qu'au président du RPCR, Jacques Lafleur – pour leur indiquer, dans un courrier daté du 2 avril, que le gouvernement travaillait sur un projet d'amendement qui pourrait être introduit lors de l'examen du projet de révision constitutionnelle relatif à la Polynésie française. Dans un entretien à RFO, mardi 6 avril, M. Queyranne a précisé que cet « amendement constitutionnel d'initiative parlementaire » était préparé par la commission des lois de l'Assemblée nationale. « Nous avons été trop souvent roulés dans la farine depuis cent cinquante ans pour nous contenter de cela », a répliqué, à Nouméa, M. Wamytan.

Aussi, le gouvernement travaille parallèlement sur le calendrier pour que le texte polynésien et son amendement néo-calédonien puissent au moins faire l'objet d'une première lecture à l'Assemblée nationale avant les élections du 9 mai. Mais, sur le plan juridique, l'affaire est délicate : si elle prend pour modèle l'accord de Nouméa et l'évolution statutaire de la Nouvelle-Calédonie, la révision constitutionnelle relative à la Polynésie ne porte aucunement sur une modification du corps électoral local. L'avantage, pour le gouvernement, est qu'il pourrait ainsi éviter un nouvel examen par le Conseil constitutionnel des dispositions sur le corps électoral calédonien.

Jean-Louis Saux

La seconde phase du plan social étudiant fixe un objectif de 500 000 boursiers en 2003

Claude Allègre a obtenu un supplément de 1 milliard de francs par an

Le ministère de l'éducation nationale a détaillé, mercredi 7 avril, les mesures de la seconde phase du plan social étudiant qui entreront en

application à la rentrée 1999. L'objectif est de parvenir, d'ici à 2003, à ce que 30 % des étudiants bénéficient d'une aide financière. Claude

Allègre a obtenu 1 milliard de francs supplémentaires par an pendant quatre ans afin d'étendre et de diversifier les aides attribuées.

LA SECONDE PHASE du plan social étudiant annoncé en juillet 1998 par Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale et de la recherche (Le Monde du 11 juillet 1998), devrait entrer en application lors de la prochaine rentrée universitaire. Après avoir augmenté le nombre et le montant des bourses, le gouvernement s'apprête à proposer de nouvelles mesures afin de parvenir, dans les quatre ans, au nombre de 30 % d'étudiants bénéficiaires d'aides sociales, soit un plus de 500 000, au lieu de 26 % actuellement.

Elle sera également confirmée en cas de réorientation dans un autre établissement. Un peu plus de 13 000 étudiants devraient être concernés par cette mesure autrement appelée « l'année Joker », promise en 1993 par le gouvernement d'Edouard Balladur.

Une bourse « à taux zéro » est par ailleurs instituée en faveur des étudiants dont les ressources parentales dépassent légèrement le plafond autorisé. Cette aide devrait excéder 11 500 étudiants des droits d'inscription universitaires (1 000 francs environ, soit 15,6 euros) et du paiement de la Sécurité sociale (1 050 francs, soit 16,4 euros).

Plus timidement en revanche, le gouvernement s'est engagé en faveur d'une allocation préconisée par l'UNEF-ID au profit d'étudiants revendiquant leur auto-

mie par rapport à leurs parents. Parmi eux, les services sociaux ont constaté une proportion non négligeable de jeunes en situation de grande précarité. Cette allocation pourrait aussi s'adresser à des étudiants plus âgés, d'environ 22 à 23 ans, contraints d'assumer une activité salariée pour subvenir à la poursuite de leur scolarité. Pour la rentrée 1999, 7 000 allocations de cette nature seraient attribuées par des commissions académiques en fonction de critères imposés par des situations financières d'urgence.

Dans le dispositif gouvernemental, le plafond maximal de ressources familiales sera, en 1999 comme en 1998, relevé de 6 % pour permettre à environ 7 500 étudiants de bénéficier d'une bourse de premier échelon. Enfin, deux cents nouvelles aides « au mérite » d'environ 40 000 francs (625 euros) ont été reconduites en faveur d'étudiants d'origine modeste qui s'engagent à préparer les concours de l'École nationale d'adminis-

tration ou de la magistrature. En choisissant de diversifier les mécanismes d'attribution des bourses sur critères sociaux, le gouvernement s'est bien gardé de mettre en chantier une vaste réforme pourtant revendiquée par les syndicats. Un rapport élaboré en 1996 avait ainsi relevé que le système actuel bénéficiait autant aux familles aisées qu'aux défavorisées, en excluant la frange des classes moyennes. La réduction de divers avantages fiscaux (abaissément du quotient familial et diminution de la prise en charge de la pension alimentaire) cumulée avec le relèvement des plafonds de ressources devrait, en partie, combler cet écart.

Enfin, le plan social retenu par le gouvernement prévoit la relance de la médecine préventive ainsi que la création de « commissions de sites » dont la première mission sera la mise en place de guichets uniques pour faciliter l'ensemble des démarches d'accueil des étudiants.

Michel Delberghe

Saab vs. Hercules

Un vol, autre route. Les deux sont des gros-porteurs. Hercules C130 est équipé de rails de fixation pour maintenir en place les charges lourdes et grandes pendant le vol. Les Cargo Trucks de la Saab 9-5 Estate, une exclusive Saab, font exactement la même chose sur la route. Le plancher coulissant optionnel facilite le chargement et le déchargement. Quatre turbomoteurs produisant l'énorme Hercules dans les airs. Un moteur équipé d'un turbocompresseur permet une conduite rapide et facile de la Saab 9-5 Estate. Maintenant devinez lequel est le plus aérodynamique ?

www.saab.com

هكذا من الأصل

Un rapport parlementaire estime injustifiée une aide permanente pour favoriser les 35 heures

L'étude privilégie une réforme des cotisations patronales

Alors que la présentation, par le gouvernement, de la seconde loi sur les 35 heures se rapproche, le débat sur la réforme des cotisations patronales

s'intensifie. Le rapport sur les dépenses publiques en faveur de l'emploi que devait présenter, mercredi 7 avril, le député socialiste Gérard Bapt,

dresse plusieurs pistes de réforme. Mais il s'oppose à l'instauration d'une aide pérenne pour encourager les entreprises à réduire leur temps de travail.

LA RÉFORME des cotisations sociales patronales, promise par le gouvernement, n'est pas « automatique liée aux 35 heures » pour le député Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne) qui devait présenter devant le Sénat, mercredi 7 avril, un épais rapport sur le « rôle des flux financiers pour les collectivités publiques et les entreprises en matière d'emploi ». Commandité par l'Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques, qui réunit les élus des deux Assemblées, le document va à l'encontre des solutions envisagées par Martine Aubry dans le cadre de la préparation de la seconde loi sur la réduction du temps de travail. L'aide pérenne que la ministre de l'emploi souhaite mettre en place pour prendre le relais de celle destinée à faciliter le passage aux 35 heures et fixée, jusqu'en juin, à 9 000 francs par an et par salarié, ne « se justifie pas », selon le rapport.

À partir de cette étude, qui passe en revue l'ensemble des aides publiques en faveur de l'emploi, M. Bapt a rédigé une note de synthèse. Ses conclusions s'appuient sur des études coordonnées par l'économiste Liam Hoang-Ngoc et confiées à deux unités du CNRS, le

Metis (Mutation espace travail industrie et stratégie) et le LEST (laboratoire d'économie et de sociologie du travail). La dernière page est explicite : « Le Metis estime que l'aide pérenne ne se justifie pas. Il considère qu'elle doit prendre fin avec les aides accordées dans le cadre de la première loi, au motif que les entreprises qui en bénéficient ont maintenant pu absorber le choc des 35 heures grâce à ces aides et aux gains de productivité qu'elles réalisent. » Mais c'est surtout le peu d'empressement des entre-

prises qui est en cause puisqu'elles « préfèrent visiblement attendre la seconde loi sans recourir à ces aides dont la contrepartie était un accroissement significatif d'emplois ». Les grands groupes, notamment, s'en passent. Par conséquent, le document insiste sur « l'insuffisance de l'aide pérenne ».

Pour encourager la création d'emplois, une réforme des cotisations sociales suffirait. Or, M. Aubry envisage toujours de combiner les deux, en réservant l'aide, sous forme d'allègement de charges, aux

entreprises qui auront effectivement réduit leur temps de travail et selon un certain niveau de salaires. « Au lieu d'aller surveiller l'entreprise pour savoir si elle a bien rempli ses obligations en matière d'emploi, on pourrait mettre en place un système qui favorise la masse salariale », souligne, pour sa part, M. Bapt.

Plusieurs pistes, « à coût global constant », insiste le député, ont été tracées. La première est basée sur un transfert partiel, et éventuellement progressif, de l'assiette des cotisations sur la valeur ajoutée. Ce scénario, envisagé par M. Aubry, aurait les faveurs de la CFDT. Une autre solution consisterait à transférer l'assiette sur l'excédent brut d'exploitation des entreprises. L'hypothèse séduit notamment le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) mais pénalise l'investissement et risque donc de favoriser l'évasion fiscale et les délocalisations. La troisième voie, regardée de près par la CGT, vise enfin à garder l'assiette des salaires en modulant le taux des cotisations patronales en fonction de la part des salaires dans la valeur ajoutée.

Isabelle Mandroux

La vie de château de Michel Giraud devant la justice

Le prévenu se dit victime d'un complot

LE TRAIN DE VIE et les obligations professionnelles et sociales de Michel Giraud nécessitent-ils l'emploi à plein temps, dans sa résidence privée, d'un couple de domestiques payés par le conseil régional d'Île-de-France quand il n'était le président ? Ou bien l'élu (RPR) a-t-il tiré illégalement profit de son titre et de l'argent public pour disposer gratuitement, dans son château de Morsang-sur-Seine (Seine-et-Marne), d'un gardien-jardinier et d'une employée de maison ?

La question fit l'objet, le 6 avril, d'un long débat à la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris devant laquelle M. Giraud comparait pour « prise illégale d'intérêts et complicité de faux et d'usage de faux ». Un débat pointilleux, au cours duquel le prévenu affichait une incompréhension totale devant ce qui lui était reproché. Car, disait-il, c'était dans « un souci d'économie des fonds publics », de « simplicité », de « légalité », et aussi « d'efficacité conviviale » qu'il s'était résolu à utiliser son château personnel comme lieu de séjour et de réception.

Le ministre de l'Intérieur de l'époque, Gaston Defferre, ajoutait-il, avait approuvé la « modestie » de ce dispositif dans lequel M. Giraud se contentait comme logement de fonction d'un petit pied-à-terre parisien et de la mise à disposition personnelle de deux agents. Un système particulièrement économique pour le contribuable, affirmait encore le président du conseil régional.

La n'était pas la question, comptait la présidente Martine Ract-Madoux. « Ce qu'on vous reproche, c'est d'avoir personnellement tiré profit de l'État », en faisant l'économie de l'entretien de votre résidence privée. Faux, s'insurgeait M. Giraud, assurant que le travail

du couple d'employés faisait l'objet d'un « calibrage » précis, se concentrant sur les nombreuses réceptions officielles et laissant à la famille du propriétaire (enfants et petits-enfants) la responsabilité des autres tâches, et notamment du jardinage.

« En fait, estimait l'ancien président, ce nouvel avatar ne devait pas être dissocié d'une série dont j'ai été victime, dans le cadre d'une entreprise de démolition personnelle. J'ai tout entendu depuis trois ans. Et je me dis que tout cela n'est pas innocent, ne peut être qu'inspiré... »

— Suggérez-vous un complot ? demanda la présidente.

— Oui, bien sûr. Mais je n'ai ni explication ni délation... »

UN SIMPLE « HABILLEMENT » ?

C'est alors que l'on en vint à examiner les circonstances dans lesquelles furent signés, en janvier 1995, deux avenants aux contrats des deux employés : le premier perdit son titre de jardinier pour ne rester que « gardien » de la résidence, la seconde dénombrant « employé de maison » mais se voyait affectée au logement de fonction parisien. Le signataire des avenants, Xavier de La Gorce, alors directeur général adjoint des services de la région, aujourd'hui accusé de faux, a dû s'expliquer : « Je voulais mettre le contrat en conformité avec le droit (...) car jamais Michel Giraud n'aurait accepté qu'on lui retire les deux personnes à son service. N'était-ce donc qu'un simple « habillement » ? » a demandé la juge. Comment le savoir, répondit M. de La Gorce en admettant n'avoir jamais osé demander à son patron : « Président-monsieur, le n'est pas rien ? »

Plaidoiries et réquisitoires le 19 avril.

Antoine Cojean

La nouvelle PAC en toile de fond du débat agricole

LES DÉPUTÉS devaient reprendre, mercredi 7 avril, l'examen du projet de loi d'orientation agricole, dans un contexte modifié par l'accord sur la nouvelle politique agricole commune, intervenu, vendredi 26 mars, au sommet européen de Berlin. Après l'échec de la commission mixte paritaire, jeudi 4 mars, le texte présenté par Jean Glavany, ministre de l'Agriculture, compte 150 articles au lieu de 64.

« L'accord de Berlin a changé la donne », estime François Sauvadet (UDF, Côte d'Or), qui posera la question préalable car « il faut reprendre ce texte du fond, sur la fiscalité ou les questions économiques et sociales et proposer un vrai projet d'avenir ». Or, pour lui, le gouvernement et la majorité veulent « revenir à la modeste la plus dure du texte initial, sans esprit d'ouverture ». L'opposition devait aussi demander le renvoi en commission et soulever l'exception d'irrecevabilité.

« CASUS BELLI »

Rapporteur du projet, François Patriat (PS, Côte d'Or) salue les « avancées » obtenues par le Sénat. « Mais sur des points essentiels, ni le gouvernement ni moi ne céderont », précise-t-il. Exemple : l'article 1 bis sur la représentativité des organisations syndicales est particulièrement conflictuel car il aboutit à faire siéger la Confédération paysanne dans tous les organismes gérant des fonds publics ou investis d'une mission de service public. La FNSEA et la CNJA, habitués depuis longtemps à une « co-gestion » à leur seul profit, ont fait savoir qu'il s'agissait, si l'article est adopté, d'un « casus belli ».

La majorité et le gouvernement veulent aussi supprimer l'article 6 d'origine, qui tentait de définir le périmètre des activités agricoles et para-agricoles (tourisme, travaux d'entretien), ce qui avait provoqué une levée de bouilliers des milieux de l'artisanat, qui craint une concurrence déloyale. À propos des contrats territoriaux d'exploitation, Jean Glavany prône une certaine souplesse afin d'y intégrer des aides aux agriculteurs ou aux producteurs de graines oléagineuses rois à mal par les orientations de la PAC. Enfin, la FNSEA veut la création d'un fonds de promotion de l'agriculture qui devrait être doté, selon elle, d'au moins 50 millions de francs dont une partie financée par les professionnels.

François Grosrichard

La CGC-métallurgie veut une nouvelle négociation

Le président de la Fédération CFE-CGC de la métallurgie, Jean-Pierre Chaffin, a souhaité, mardi 6 avril, ouvrir des négociations en tant que patronat de cette branche pour « améliorer » l'accord sur les 35 heures conclu le 28 juillet 1998. Très controversé, cet accord, dont la CGC, comme la CFDT et FO, fut signataire, généralise les « forfaits-cadres », c'est-à-dire la rémunération fixe de tout le temps de travail, heures supplémentaires comprises. Pour la CGC, ces forfaits annualisés doivent désormais être « détachés » du contingent des heures supplémentaires : « Pour le calcul du temps de travail des cadres, la seconde loi sur les 35 heures doit valider le recours à l'unité jour et non plus à celle des heures », a précisé M. Chaffin, favorable à la loi sur les 35 heures son « satisfait sur le plan qualitatif », car elle a « relancé la négociation », mais il a estimé que l'impact en termes d'emplois était « un peu décevant ».

« Transaction pénale » pour les usagers de drogues « douces »

BERNARD KOUCHNER propose depuis longtemps d'assouplir la loi du 31 décembre 1970 sur la consommation de drogues douces. Le secrétaire d'État à la Santé a fait la modification de l'article L. 628 du code de procédure pénale, qui prévoit des peines de deux mois à un an d'emprisonnement pour usage de stupéfiants, n'est pas à l'ordre du jour. Or voilà que le débat sur le projet de loi relatif aux « alternatives aux poursuites pénales », sans même en cause l'article L. 628, ouvre une « troisième voie » entre le classement sans suite et les poursuites pénales pour usage de stupéfiants.

INTERPRÉTÉ COMME UN « SIGNAL D'INCOULPÉE »

Mardi 6 avril, les députés ont discuté, en première lecture, du projet de loi d'Elisabeth Guigou, adopté en juin 1998 par le Sénat. Ce texte, qui vise à éviter les classements sans suite des délits, prévoit notamment la création d'une procédure alternative intitulée « composition pénale » : le procureur de la République pourrait proposer aux auteurs de certains délits et contraventions une « transaction » pour réparer les dommages : versement d'une amende, réalisation d'un travail non rémunéré au profit de la collectivité, etc.

Lors de l'examen du texte en commission des lois, en janvier, Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne) a fait adopter un amendement qui étend la composition pénale à l'usage de stupéfiants. « Ce délit ne fait l'objet, actuellement, d'aucune poursuite ; ou, au contraire, pour avoir fumé un joint, une personne se

trouve au tribunal correctionnel, au milieu des voyous ! », explique M. Gouzes, qui n'est pas, par ailleurs, partisan de la dépenalisation des drogues douces. L'amendement a été discrètement salué par M. Kouchner.

En séance, M. Guigou lui a réservé un accueil plus prudent. Cette mesure ne doit pas être perçue comme un « signal d'indulgence », a prévenu la ministre de la Justice, qui s'en est remise à la « sagesse » de l'Assemblée. « Je suis d'accord, c'est comme cela que ce sera interprété dans l'opinion publique ! », a répondu Thierry Mariani (RPR, Vaucluse). Selon M. Mariani, cet amendement donne un « second signal » inégalement : le 16 mars, lors de l'examen, en seconde lecture, du projet de loi de Jean-Claude Gaxotte sur la sécurité routière, l'Assemblée avait rejeté deux amendements de l'opposition visant à instaurer le dépistage de stupéfiants chez les conducteurs.

L'amendement de M. Gouzes a été adopté, mais les députés ont refusé d'étendre la composition pénale à la conduite en état d'ivresse, sévèrement sanctionnée dans le texte de M. Gaxotte. « Sortons-nous de l'idée que nous votons un texte laxiste ! », a plaidé, en vain, Louis Mermaz (PS), rapporteur de la commission des lois. Pour dissiper tout malentendu, les députés ont modifié le titre du texte, devenu projet de loi « renforçant l'efficacité de la procédure pénale ».

Clarisse Fabre

Les députés déplorent la limitation des pouvoirs de la CPI

BIEN QUE le conflit du Kosovo démontre la nécessité d'une juridiction internationale permanente, capable de juger à tout moment les auteurs de crimes contre l'humanité, de génocides ou de crimes de guerre, les députés n'étaient qu'une poignée, mardi 6 avril, dans l'hémicycle, pour examiner le projet de loi constitutionnelle autorisant le gouvernement à reconnaître le statut de la Cour pénale internationale (CPI) et déploré que la France ait, au moment de la négociation du traité créant la CPI, introduit une clause qui permet à chaque Etat signataire de récuser pendant sept ans la compétence de la Cour pour les crimes de guerre. François Goulard (DL, Morbihan) a jugé cette disposition « frustrante ». François Asensi (PCF, Seine-Saint-Denis) l'a trouvée « très discutable » ; elle revient, selon lui, à accorder une « immunité totale pour tous les crimes de guerre commis pendant cette période ». Arthur Paecht (UDF, Var) a affirmé qu'« à titre personnel », il y est « hostile ». Louis Mermaz (PS, Isère) a noté que « cette disposition

transitoire risque de ne pas l'être »

car elle « devra être réexaminée lors d'une conférence de révision du traité », dans sept ans. Or, a-t-il observé, « les crimes de guerre sont les plus fréquents ». Guy Hascourt (Verts, Nord) a indiqué que les Verts ont demandé au premier ministre que la France n'y ait pas recours.

Elisabeth Guigou a justifié cette clause en expliquant qu'elle « a permis d'obtenir un accord général sur le statut de la Cour ». Selon la ministre de la Justice, la définition des crimes de guerre est si large que « des plaintes manifestement infondées (...) pouvaient être assez facilement déposées contre des dirigeants de pays démocratiques, en visant des opérations menées dans le cadre du maintien de la paix ». Elle a affirmé que « si des citoyens français commettaient des crimes de guerre, ils seraient de toute façon traduits devant les tribunaux français ».

« UN LONG PROCESSUS »

Après son adoption en première lecture par l'Assemblée, cette révision constitutionnelle va devoir être adoptée dans les mêmes termes par le Sénat - qui l'examinera le 29 avril - avant d'être ensuite soumise au Parlement réuni en Congrès. Après quoi, les parlementaires devront adopter le projet de loi autorisant formellement la ratification par la France du traité signé à Rome le 18 juillet 1998. Il faudra enfin que soixante Etats procèdent

à des ratifications similaires pour que la CPI entre en fonctions. C'est donc « la première étape d'un long processus de construction du droit international » que les députés se sont félicités de franchir.

Rafaële Rivais

à 5 min de PARIS

LE 1er SUPERMARCHÉ

DE L'AUTOMOBILE

500 occasions récentes en stock permanent au meilleur prix

La vie de château de Michel Giraud devant la justice

Le prévenu se dit victime d'un complot

PARIS. Le 17 mars, un homme d'affaires, Michel Giraud, est arrêté par la justice. Il est accusé d'avoir organisé un complot pour prendre le contrôle de la BNP. Le prévenu se dit victime d'un complot. Il affirme que des personnes proches de la justice ont voulu l'incriminer dans une affaire qui n'est que le fruit de sa propre ambition. Il a été arrêté avec son épouse et son fils. Les autorités judiciaires ont saisi ses biens et ceux de sa famille. Il est actuellement en détention préventive. Ses avocats ont demandé sa libération, mais la justice a refusé. L'affaire fait beaucoup de bruit dans les milieux financiers et politiques. On s'interroge sur les motivations de la justice et sur les liens entre Giraud et certains hauts responsables de la BNP. L'enquête est en cours.

Michel Giraud est un homme d'affaires connu. Il a été directeur général de la BNP. Il a été accusé d'avoir organisé un complot pour prendre le contrôle de la BNP. Il a été arrêté avec son épouse et son fils. Les autorités judiciaires ont saisi ses biens et ceux de sa famille. Il est actuellement en détention préventive. Ses avocats ont demandé sa libération, mais la justice a refusé. L'affaire fait beaucoup de bruit dans les milieux financiers et politiques. On s'interroge sur les motivations de la justice et sur les liens entre Giraud et certains hauts responsables de la BNP. L'enquête est en cours.

PARIS. **SUPERMARCHÉ AUTOMOBILE**. 500 occasions, stock permanent, meilleur prix. 01 37 60 90.

RAPPROCHEMENT SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, BNP, PARIBAS

UNE

GRANDE BANQUE FRANÇAISE

QUI REFUSERAIT DE DEVENIR LA PREMIÈRE EN EUROPE SERAIT-ELLE TOUJOURS UNE

GRANDE BANQUE

La BNP propose que soient réunies, sur un pied d'égalité, trois grandes banques françaises pour créer un leader à l'échelle européenne. Il y a urgence. Dans la plupart des pays, d'autres grands groupes sont en train de naître. Faudrait-il que la France rate le coche et que son industrie bancaire soit affaiblie parce que ses banques n'auraient pas su se rassembler à temps ? Il est aujourd'hui possible de créer

la première banque européenne, avec une base de 4 800 agences en France, des marques prestigieuses en banque de particuliers et d'investissement, présente dans 90 pays. Chaque banque conservera ses marques et ses réseaux d'agences. C'est le meilleur choix pour l'avenir de notre pays et de nos entreprises, ainsi que pour l'emploi dans le secteur bancaire français.

Pour que vous puissiez exercer vos droits d'actionnaires en disposant de toutes les informations nécessaires, nous mettons à votre disposition ce numéro :

N° Vert 800 507 502
APPEL GRATUIT

Deux notes d'information visées par la CGG relatives aux offres publiques de la BNP sur la Société Générale et sur Paribas, ayant reçu respectivement les visés de la Commission des Opérations de Bourse N° 99-286 et N° 99-287 en date de 29 mars 1999, sont disponibles gratuitement auprès de la BNP.

BNP PARLONS D'AVENIR

هكذا من الأصل

Cantonnier de rivière, jardinier-animateur, éco-gardien ou esthéticienne de ville... La préservation du cadre de vie ressuscite d'anciens métiers ou en crée de nouveaux. Ce sont d'abord les associations, par le biais des emplois-jeunes, qui soutiennent ces activités d'utilité publique

Cent vingt familles maraîchères exploitent toujours, bon an mal an, 500 hectares de « légères », îlots de terres cultivables enserrés par les canaux qui jouent un rôle essentiel pour la survie du marais. milieu ex-

Le parc naturel régional ■ donc mis sur pied, il y a un an, une équipe permanente d'entretien ■ l'Aa. Le budget annuel de fonctionnement ■ l'opération s'élève ■ 1,6 million de francs (près 244 000 euros) avec la participation ■ dix communes concernées ■

La pérennisation ■ ces nouveaux métiers de l'environnement reste l'objectif principal et le point

« On a prévu, dans le cadre des emplois-jeunes, la création de plus de 10 000 emplois et nous sommes

Dans cette filière de protection et de gestion de l'environnement en milieu rural, la Fédération des parcs naturels régionaux de France aura créé 250 emplois-jeunes fin 1999. Le milieu urbain s'avère lui

De nombreuses initiatives individuelles sont entreprises ici et là. L'audace et la ténacité de leurs promoteurs sont à l'avenant. Les payannes. Ainsi, trois Angevins quinquagénaires, un peu sur la touche en raison de leur âge, ont décidé d'unir leur compétence, leur enthousiasme et... leurs économies pour réhabiliter les anciens « métiers du feu » : forgeron, charbon, maréchal-ferrant, souffleur de verre, doreur sur métaux, sans oublier les artisans du bois — tonnelier, ébéniste, marqueteur. Ils ont mis sur pied un projet de village artisanal itinérant : « Vulcaïn, les métiers d'autan », qui s'étend sur 15 000 m² et déplacera six camions à travers la France. Vingt artisans, rémunérés par « Vulcaïn », paraîtront un jour et lui apprendront leur savoir-faire. Jacques Bernard, sculpteur, à l'initiative de ce projet qui représente un investissement de 5 millions de francs (l'association attend les aides d'organismes bancaires et de collectivités locales), ne doute pas du succès. « On va créer d'un seul coup trente-sept emplois », dit-il. La caravane « Vulcaïn », qui doit démarquer en mai, recherchera le premier village où vivront bien l'agriculture...

Alt Habib

[illegible]

Des témoignages d'abord : M. Caidanguy a fait venir deux des 777 des 19^e et 20^e arrondissements, Michel Buté et Paul Aurelli, les deux adjoints au maire de Paris, Jean Tiberj, venant illustrer le « comportement totalitaire » des maires de gauche, Roger Madec et Michel Charzat. « Le portrait de Jacques Caidanguy figure même pas dans la liste des séances », a martelé du 19^e arrondissement, Michel Buté.

La caution politique ensuite : le nouveau règlement « inspiré de celui du Clichy-la-Garenne, commune de gauche des Hauts-de-Seine ». Des questions d'actualité y ont été possibles, mais limitées dans le temps, lequel est reparti en fonction de l'importance

tance des groupes municipaux. Magnanmie, M. Caldagès propose un aménagement de la formule, au nom d'une valeur dans l'air du temps : la parité. Désormais, les trois élus d'opposition (deux femmes, un homme) pourront poser chacun une question, alors que, depuis le début de la mandature, M. Le Garrec en a posé 114, contre 10 pour l'ensemble des trois adversaires.

« Reconnaissez-vous que je n'ai jamais usé à votre endroit d'un quelconque rapport de force », lance le ministre en direction de François Fabre, unique élu de gauche jusqu'en 1981. « Mais le rapport de force, justement, a changé », répond doucement celle-ci, en désignant d'un geste la victime d'une quelconque « pression machiste ».

« De quoi avez-vous peur ? Vous ne reprochez d'être en prise avec la gauche de l'arrondissement », rétorque M. Le Garrec. Le règlement adopté, « à l'unanimité », annonce machinalement M. Cالداؤغ, « que la gauche a voté contre. Rectification faite, il y a à l'unanimité de l'ordre du jour. Sur chaque dossier, M. Le Garrec, têtu, demande : « Pourquoi ça coûte cher ? » Question rituelle perçue par le maire comme un « sous-entendu venimeux ».

Pascale Sauvage

UNE PROPOSITION de loi de Georges Sarre, député (MDC) de Paris et maître du 13^e arrondissement, sur la création d'un « haut conseil de l'agglomération parisienne » sera examinée par l'Assemblée nationale le 11^{er} avril. Actuellement, Paris et les communes de sa proche périphérie n'ont aucune structure de coopération. Selon le projet de M. Sarre, il s'agit de mettre en place une instance élue de coopération intercommunale pour mettre fin aux inégalités entre Paris et les communes des trois départements de la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne). Le « haut conseil » disposerait de compétences en matière d'aménagement et de logement, de transports et d'environnement, ainsi que de développement économique. Cette instance serait financée par une dotation de l'Etat et par des recettes fiscales provenant d'une taxe professionnelle à taux unique.

هكذا من الأصل

n au travail

Le cadre de vie ressuscite et engendrerait
liement ces activités d'urbanisme que

patrimoine

Le cadre de vie ressuscite et engendrerait
liement ces activités d'urbanisme que

Le cadre de vie ressuscite et engendrerait
liement ces activités d'urbanisme que

Paris : règlement sur mesure
dans le 1^{er} arrondissement

Le cadre de vie ressuscite et engendrerait
liement ces activités d'urbanisme que

députés débattent au conseil de l'agglomération

Le cadre de vie ressuscite et engendrerait
liement ces activités d'urbanisme que

e ■ ■ ■ a i ■

LE MONDE - VENDREDI 16 AVRIL 1999 - VII

HORIZONS-ANALYSES

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 8 AVRIL 1999 / 13

L'eau, c'est la vie.



Vivendi, n°1 mondial de l'eau



N°1 mondial de l'eau à travers Générale des Eaux, Vivendi renforce et élargit encore cette position grâce au projet de rapprochement avec USFilter, n°1 américain du marché de l'eau.

هكذا من الأصل

HORIZONS

DOSSIER

Vukovar-Pristina : huit années de terreur

Massacres, expulsions, déplacements de populations : au nom de la « purification ethnique », les nationalistes serbes, de l'ex-Yugoslavie ont multiplié depuis 1991 les crimes contre les civils croates et bosniaques. Cette politique a fait des émules chez les Croates, à un moindre degré. Les estimations les plus fiables font état de deux cent mille morts et plus de trois millions de personnes déplacées

L'évaluation du bilan chiffré incontestable des morts qu'a provoquées la politique de « nettoyage ethnique » mise en œuvre à partir de 1991 dans l'ex-Yugoslavie - en Croatie d'abord, puis en Bosnie - a été de 200 000 morts. On dispose en revanche d'une masse considérable de documents décrivant les crimes commis au nom de cette politique qui, par définition, s'en prend aux civils.

L'objectif d'éliminer une catégorie ethnique de tout un territoire, les moyens sont les exactions et la terreur pour la faire fuir, ou les massacres purs et simples ; dans les deux cas, les victimes sont les civils.

C'est en Croatie, dans les régions où résidait une forte minorité serbe qui ne voulait pas vivre dans une Croatie indépendante de Belgrade, que cette politique a été, pour la première fois, mise en œuvre par l'armée fédérale yougoslave à dominante serbe, aidée par les milices. Les atrocités commises à Vukovar et Osijek, en Slavonie orientale, en marquèrent l'apogée à la fin de 1991. Le nettoyage ethnique allait ensuite être très systématiquement mis en place par les Serbes pendant trois ans et demi en Bosnie, d'abord dans la région de Prijedor (nord-ouest) et de Brčko (nord), puis dans de larges parties de tout le territoire bosniaque, jusqu'à l'attaque des enclaves musulmanes de Bosnie orientale et à la chute de Srebrenica en juillet 1995.

Entre-temps, la politique de « nettoyage ethnique » avait fait des émules chez les Croates. À partir du début de 1993 et pendant plus d'un an, les forces croates s'y adonnèrent en Bosnie centrale contre les musulmans. En Croatie, lors de la reconquête de la Krajina en août 1995, des méthodes similaires furent utilisées par l'armée croate contre des civils serbes ; il y eut deux semaines, des fuites émanant du Tribunal de La Haye annonçant que trois généraux de l'armée croate, qui avaient commandé ces opérations de l'été 1995 en Krajina, allaient être prochainement inculpés.

Mais ce qui ressort de tous les rapports officiels est que les actions criminelles n'ont pas été menées sur la même échelle par les Croates (et encore moins par les Bosniaques) et par les Serbes.

UNE ÉNORME DOCUMENTATION

Des documents officiels relatant les crimes commis ont assez vite été disponibles. Ils ont été

Les deux cent mille morts du « nettoyage ethnique »



1992, le journaliste Thomas Mordwiedt, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, publiait le premier de ses rapports sur la Bosnie, dans lequel il dénonçait « le nettoyage ethnique comme acte de guerre ». En mai 1994, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté les cinq résolutions qui imposaient la création d'une commission

d'experts dirigée par l'égyptien Cherif Bassiouni. Le rapport, portant sur la Croatie et la Bosnie, affirmait que « les actes de nettoyage ethnique n'ont pas été commis par des groupes isolés ou des individus isolés ».

Tout « conduisant à un dessein, une systématisation ainsi qu'une certaine planification et une coordination de la part des plus

hautes autorités (...). Ces actes illégaux sont fréquemment commis par leurs auteurs comme acte de « nettoyage ethnique », ainsi que d'autres, montrent l'existence d'un « plan de direction supérieure ». Le rapport précisait que l'armée fédérale était directement impliquée dans la mise en œuvre du « nettoyage ethnique » dans certaines régions.

Devant l'ampleur des exactions, le Conseil de sécurité décida début 1993 de créer un Tribunal ad hoc pour l'ex-Yugoslavie (le TPI). Les enquêtes qu'il a menées constituent un recensement très précis, bien que non exhaustif, des crimes commis en Croatie et en Bosnie. L'acte d'accusation dressé, par exemple, contre l'ancien maire de Vukovar, Stanislav Dokmanovic (qui s'est suicidé dans sa cellule de Scheveningen aux Pays-Bas en juillet 1998), décrit dans le détail certains aspects du siège de la ville, particulièrement l'épisode de l'exécution des malades de l'hôpital. L'acte d'accusation contre le général Tihomir Blaskic, l'un des officiers qui commandaient les forces croates de Bosnie, éclaire sur les exactions commises dans la vallée de la Lasva, en Bosnie centrale, notamment « l'assassinat de femmes, d'enfants et de vieillards par les troupes de Blaskic, parfois à moins de 300 mètres de son quartier général ».

La déposition, en juillet 1996, du jeune Drazen Erdemovic, seul inculpé à avoir plaidé coupable à ce jour, confirme les méthodes des forces serbes en Bosnie. Il a raconté notamment avoir tué en une journée, le 16 juillet 1995, plusieurs dizaines de musulmans (70 environ) faits prisonniers après la chute de l'enclave de Srebrenica. Des cas arrivèrent, on en faisait descendre les hommes, désarmés, les mains liées dans le dos, par groupes de dix qu'on amenait à 20 mètres devant les soldats serbes et qui étaient exécutés à l'arme automatique. Quinze à vingt autobus sont arrivés dans la journée, a raconté Erdemovic, entre 1 000 et 1 200 musulmans ont été liquidés ce jour-là à la ferme de Pilica, près de Srebrenica. Le TPI a enquêté sur le site de ce massacre et nombre d'autres charniers en Bosnie.

CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Ce ne sont que quelques exemples du travail effectué par le TPI. Le bilan qui aboutit à une condamnation globale de ce qui s'est passé en Bosnie est le premier acte d'accusation international contre Radovic Karadzic, chef politique des Serbes

de Bosnie pendant la guerre, contre Ratko Mladic qui commandait l'armée (le deuxième acte d'accusation contre les deux hommes porte exclusivement sur les événements de Srebrenica). Les deux hommes, en dépit de leurs politiques avec Milosevic sur la Bosnie, ont bénéficié, jusqu'en avril 1995, du soutien militaire de Belgrade.

Il s'agit de « génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre », notamment pour les crimes suivants :

Camps d'internement : le document, qui en donne une liste non limitative, indique que « des détenus ont à maintes reprises assisté et/ou fait l'objet d'actes inhumains, y compris les séquestrations, viols, blessures, vol, ainsi que d'autres formes d'atteinte à l'intégrité physique ». Beaucoup ont disparu.

Prise pour cibles de dirigeants politiques et d'intellectuels : le texte indique que des listes étaient tenues par le parti de Karadzic ; « sur la base de ces listes, des dirigeants musulmans et chrétiens bosniaques ont été arrêtés, internés, ont fait l'objet de violences physiques et de nombreux cas ont été exécutés ».

Déportations : « Des milliers de musulmans et de Croates bosniaques des régions de Vlasenica, Prijedor, Bosanski Samac, Dretaj et Foca ont été expulsés et déportés. De plus, des civils - y compris des femmes, des enfants et des personnes âgées - ont été enlevés, détenus dans des camps et utilisés dans le cadre d'échanges de prisonniers par les forces militaires et politiques serbes ».

Pillageage de rassemblements de civils : la liste, non exhaustive, des douze cas, dont le pillage d'un stade de football à Sarajevo lors d'un match (15 morts) et celui des maisons de nuit de Tuzla (11 morts).

Appropriation de biens, destructions : elles ont été, dit le texte, « sur une grande échelle, sans être justifiées par des raisons militaires ». Les personnes expulsées ou arrêtées dans des camps devaient signer des documents par lesquels ils abandonnaient la propriété de leurs biens aux autorités serbes. « Les maisons et entreprises industrielles et commerciales musulmanes et croates ont été systématiquement détruites dans des zones où les hostilités avaient cessé ou qui avaient été épargnées par les combats. Le but était de s'assurer que les habitants ne pourraient pas rentrer ». Les mosquées et églises catholiques ont été détruites « systématiquement et sur une grande échelle ».

Clément Tréan

* Voir les articles de Jean Heller sur l'ex-Yugoslavie de 1991 à 1995, notamment dans Des brasiers mal éteints, La Mairie Éditions, 384 pages, 1995 F.

Quelques noms dans une liste sinistre d'assassinats et de déportations

VUKOVAR

Symbole de la résistance croate, la ville tomba le 18 novembre 1991, après trois mois de siège, aux mains de l'armée serbo-fédérale appuyée par des milices serbes. La ville est détruite, les rues jonchées de cadavres. Outre les morts - entre 3 000 et 5 000 selon les sources -, 4 000 personnes ont été portées disparues. Le 19 novembre, 100 personnes - naufragés, personnel soignant, combattants - sont évacués de l'hôpital municipal par les Serbes. Les malades d'entre elles vont être transférés dans un camp à Vukovar et leurs corps ensevelis dans le charnier d'Ovcara.

PRIJEDOR, KERATERM, OMARSKA

C'est dans cette région nord que commence, au printemps 1992, la première grande vague de nettoyage ethnique en Bosnie. Le lendemain de la prise de Prijedor par les forces serbes, le 30 avril, les femmes, enfants et vieillards non serbes sont séparés des hommes de 16 à 60 ans, et envoyés dans un camp établi dans un village voisin, puis déportés vers les régions sous contrôle du gouvernement musulman bosniaque. Les hommes sont emmenés dans deux camps de prisonniers, celui de Keraterm et celui

d'Omaraka. Les témoignages des rescapés de ces camps (privation d'eau pendant plusieurs jours, qu'il fait 40 degrés, tortures, mutilations, viols, exécutions sommaires) sont rassemblés et nous racontent plusieurs épisodes d'insupportable du TPI.

SARAJEVO

Le siège de la ville commence le 2 mai 1992. Il va durer trois ans et demi, pendant lesquels les Sarajévins devront affronter la menace des chars et des tirs de snipers pour aller se procurer de l'eau, vivront sans chauffage, sans chauffage, survivront grâce au pont humanitaire. Trois ans et demi ponctués de massacres perpétrés par les forces serbes sur les collines alentour : 29 mai 1992, un tir de mortier tombe sur une file d'attente devant une boulangerie (6 morts) ; juin 1993, des chars tuent 15 personnes dans une foule assistant à un match de football ; puis huit personnes dans un groupe d'enfants à un enterrement dans un cimetière musulman ; puis sept enfants qui jouent dans une cour d'immeuble. Des enfants qui jouent dans le jardin le 22 janvier 1994 (six morts). Le 5 février, un obus tombe sur le marché de Markale, tuant 68 personnes et en bles-

sant 200. Le 27 avril 1995, le marché est le théâtre d'un massacre : 57 morts et 80 blessés.

FOCA

En avril 1992, la ville, dont la population est pour moitié musulmane, tombe aux mains des forces serbes de Bosnie, de groupes paramilitaires de Serbie et du Monténégro. Une campagne de terreur est lancée dans toute la région, pour faire fuir les non-Serbes. La prison de la ville est transformée en camp pour musulmans. Chaque jour, des centaines de rescapés, des prisonniers sont emmenés pour être torturés, la plupart ne reviennent pas. Dans l'ensemble sportif de la ville, sont rassemblés des femmes et des enfants, en vue de leur déportation. Ce local, de même qu'un établissement scolaire de la ville, va devenir l'un des plus grands centres de viol et de torture de la Bosnie. Foca est ensuite devenue un sanctuaire pour les criminels serbes recherchés par le TPI.

SREBRENICA

L'enclave musulmane de Bosnie orientale tombe aux mains des forces serbes dirigées par le général Mladic, le 11 juillet 1995. Elle va être le théâtre, quelques semaines avant la fin de la guerre en Bosnie,

de l'un de ses épisodes les plus barbares. Le 10 juillet, une partie de la population de la ville tente de s'enfuir à travers la zone serbe afin de gagner Tuzla, tandis que l'autre partie refuse de s'en remettre à la protection des « casques bleus ». Une marche de l'enfer commence pour les fuyards : traversée de champs de mines, attaques des forces serbes, séquestrations des enfants, exécution systématique des hommes faits prisonniers. Ceux qui s'en sont remis à la protection de l'ONU sont séparés : les femmes et les enfants sont déportés en zone bosniaque musulmane. Les hommes sont regroupés par groupes et jetés dans des autobus communs. Le nombre des disparus à Srebrenica est évalué entre 8 000 et 10 000 personnes.

KOSOVO

Les droits de la minorité d'origine albanaise (90 % de la population) y sont bafoués depuis dix ans dans les domaines (accès au système de santé, à l'enseignement, etc.). Les Albanais font l'objet d'une répression (détentions, jugements abusifs, mauvais traitements dans les prisons, etc.). La situation est aggravée par les exactions et les déplacements de population d'un mouvement

vers l'armée, l'UCK, il y a deux ans. Avant l'entreprise de déportation massive qui a débuté avec l'intervention de l'OTAN, il y avait eu trois temps forts dans la répression : en février-mars 1998, à Pété 1998, et au début de l'année 1999.

Fin février-début mars 1998, les forces de sécurité serbes lançaient une violente offensive dans la région de la Drenica, qui entraîna la fuite d'une partie des habitants. Passé l'assaut contre les villages de Cirez, Likoshan, Skendraj, Prekaj, on découvre des corps mutilés dans les maisons dévastées. Les rescapés font des récits hallucinés des atrocités dont ils ont été témoins et qui se soldent par une cinquantaine de morts.

Les offensives se poursuivent et s'intensifient à l'été. Le scénario est souvent le même : à l'approche des forces serbes, les civils s'enfuient ; leurs villages sont bombardés et les maisons systématiquement détruites pour qu'ils ne reviennent pas.

Après un retrait partiel et temporaire des forces serbes sous les pressions internationales, les offensives reprennent les semaines suivantes. Le 15 janvier, les images du massacre de Racak - les corps de 45 villageois en civil jetés dans un fossé - mobilisent la communauté internationale.

سكوا من الأصل

es de terre
orts
ie »



Trois millions de personnes déplacées

A PRÈS huit ans de conflit, 200 000 morts et le déplacement de plus de 3 millions de personnes, les nationalistes serbes, croates et musulmans de l'ex-Yougoslavie ont gagné la guerre. Du moins du point de vue qui paraît leur importer le plus : constituer par la « purification ethnique » des territoires « purs ». Les expulsions, déplacements et échanges de population des « territoires purs » ont été la conséquence de la guerre.

Paradoxalement, le bilan de la guerre en termes de « purification ethnique » des territoires n'a pas été officiellement dressé : il n'y a pas eu de recensement depuis 1991. Comme si les pouvoirs nationalistes de l'ex-Yougoslavie triomphaient en silence, que les organisations internationales chargées de déplaçés étaient la cause de la multi-ethnicité.

Avant la guerre, la Yougoslavie était l'Etat européen dont le « tissu » cohésion était le plus faible, l'unique Etat dont la population la plus nombreuse, les Serbes, n'était pas majoritaire (pas plus de 60 % de la population totale). Après huit ans de guerre et de nettoyage ethnique, le pays est éclaté : d'après les statistiques et estimations éparpillées, les populations aujourd'hui regroupées dans les territoires où une ethnique est majoritaire (plus de 50 % de la population), soit « homogène » (plus de 80 %) :

- La Slovaquie est homogène (avec plus de 90 % de Slovaques parmi 5,1 million d'habitants). Elle l'était avant la guerre.

- La Croatie est devenue homogène. Elle compte aujourd'hui plus de 90 % de Croates (5,1 millions contre 70 % de Croates et 12 % de Serbes avant guerre).

- En Bosnie, les populations étaient extrêmement imbriquées et aucune majoritaire, la guerre a découpé les territoires presque « ethniquement purs ». Les terres sous contrôle serbe comptent plus de 90 % de Serbes. Les terres sous contrôle croate plus de 90 % de Croates. Et les terres sous contrôle musulman plus de 90 % de Musulmans.

- En Serbie-Monténégro

(« petite Yougoslavie »), Serbes et Monténégrins sont majoritaires alors qu'ils n'étaient qu'une majorité relative (36 %) dans la « grande » Yougoslavie. Les événements du Kosovo conduisent à un départ d'une majorité d'Albanais, la Serbie-Monténégro deviendrait « à population homogène ».

- Seule la Macédoine (1,9 million d'habitants), si elle est épargnée par le conflit, ne serait pas « homogène », mais « majoritaire » avec 66,5 % de Macédoniens et près de 20 % d'Albanais.

LA CROATIE
La Croatie est devenue, après la Slovaquie, l'Etat le plus « homogène » de l'ex-Yougoslavie. Avant la guerre, la population de la Croatie était de près de 4,5 millions d'habitants. Elle comptait 4,7 millions. La composition a changé. Le nombre de Croates a été augmenté (de 3,3 à 3,8 millions) par les réfugiés venus de Bosnie. Le nombre de Serbes a diminué (270 000 à 350 000 départs). Les Serbes en Croatie, qui représentaient plus de 12 % de la population (580 000 personnes), ne seraient plus que 200 000 (10 %) selon les estimations, près de 6 %. La loi sur la représentation proportionnelle au Parlement que pour les minorités dépassant les 8 %.

La fuite des Serbes de Croatie. Elle a eu lieu, pour l'essentiel, en quatre temps en direction de la Yougoslavie (300 000 à 330 000) et de Bosnie serbe (30 000-35 000).

En 1991, la guerre d'indépendance, qui se termine par la reconnaissance du pays à la République serbe de Krajina, entraîne le départ de 100 000 à 130 000 Serbes de la Yougoslavie des déplacements de Croates (250 000 personnes) qui fuient les territoires sous contrôle croate.

Après la chute de Vukovar, 100 000 Croates fuient ainsi la Slavonie orientale.

1991-1995. On assiste à un lent dépeuplement de la population sous contrôle croate (20 000), mais aussi de la « République serbe de Krajina » (80 000).

Les Serbes croates lancent en août l'opération « Tempête » de reconquête de la Krajina. Elle provoque la fuite de l'essentiel de la population serbe (entre 100 000 à 130 000 personnes). La Krajina, sous contrôle croate, ne compterait plus, lors que 10 000 Serbes, des personnes âgées. Les Serbes partent pour la

Yougoslavie, mais 100 000 d'entre eux s'installent en Slavonie orientale, sous contrôle serbe.

Avant la restitution pacifique de la Slavonie orientale à la Croatie en 1998, environ un tiers des Serbes de la région (50 000 sur 150 000) la quittent pour la Yougoslavie. Depuis, entre 10 000 et 20 000 Croates sur les 100 000 restants par la guerre sont rentrés en Slavonie orientale. La population de cette région est encore majoritairement serbe. Mais les Serbes continuent à partir tandis que les déplacés serbes se réinstallent.

Le transfert de Croates de la Slavonie orientale, et surtout, de Bosnie

Comme tend à le montrer une nouvelle fois l'expulsion des Albanais du Kosovo par les Serbes, le « nettoyage ethnique » est sans doute le but de la guerre, et non la conséquence

Croatie. Ces déplacements, tout au long de la guerre, se font essentiellement lors de la prise de Bosnie. La Croatie accueille près de 200 000 Croates de Bosnie, chassés des territoires serbes essentiellement en 1992 et des zones bosniaques en 1993. La plupart des réfugiés (150 000) acquièrent la nationalité croate ; 30 000 personnes sont toujours considérées comme des réfugiés. La Croatie a donc renforcé sa « cohésion ethnique », récupéré des territoires et, de plus, contrôlé une partie de la population homogène en Bosnie (l'Herzégovine).

LA BOSNIE
Avant la guerre n'écloit en 1992, la Bosnie-Herzégovine comptait 4,3 millions d'habitants. Aujourd'hui, la population de la Bosnie serait d'un peu plus de 3,7 millions d'habitants. Soit une perte de plus de 600 000 personnes, que l'on peut décomposer ainsi : de 100 000 à 200 000 tués ; 220 000 Serbes de Bosnie réfugiés en Yougoslavie ; 120 000 Musulmans toujours ré-

fugiés hors des frontières ; 150 000 Croates réfugiés en Croatie.

Avant le conflit, les Musulmans (des Slaves islamisés) représentaient 43,7 % de la population (soit 1,7 million de personnes), les Serbes 31,4 % (1,37 million) et les Croates 17,3 % (750 000 habitants). Aucune population n'était majoritaire. Ce qui semble plus important : à l'exception de certaines régions, une majorité absolue ou relative se dégageait (voir carte). Avant la guerre, les territoires ethniquement « homogènes » auraient représenté 9 % de la superficie du pays : après, ils représenteraient 80 %.

La Bosnie est de facto divisée en territoires presque « ethniquement purs » : les Serbes en position hégémonique en République Srpska (plus de 90 %), les Musulmans en République bosniaque (plus de 90 %), les Croates en « Hercegovina » (plus de 90 %). Juridiquement, mais non dans les faits, les territoires bosniaques (plus de 90 %) unifiés en une « Fédération de Bosnie-Herzégovine ». Dans seulement deux cantons (sous contrôle bosniaque), les minorités dépassaient 10 % : à Tuzla (près de 13 %) et à Sarajevo (13 %).

Sur le territoire de la République Srpska (49 % de la Bosnie) vivraient entre 1 et 1,2 million de Serbes. Sur cette même portion de territoire, avant le conflit, les Serbes auraient été près de 1,5 million. Près de 350 000 Serbes. Venant des zones sous contrôle bosniaque ou croate, les auraient rejoints, principalement en 1992, victimes du « nettoyage » ou volontaires. D'autres ont fui lors de la perte de territoires. Ainsi, près de 50 000 Serbes ont quitté les faubourgs de Sarajevo rétrocedés aux Bosniaques après l'accord de Dayton, sous la pression de leurs autorités (« auto-nettoyage ethnique »).

Avant la guerre, sur l'actuel territoire des Serbes de Bosnie, les non-Serbes, Musulmans et Croates, auraient été un peu près 1 million. Ils seraient aujourd'hui entre 70 000 et 100 000, qui revient à estimer que 900 000 d'entre eux ont été chassés. Leur présence serait ainsi passée de 50 % de la population de ces territoires à 6 à 8 %. La République Srpska serait « pure » - serbe - dans une fourchette de 92 à 94 %.

LES MUSULMANS. Après la guerre, les Serbes mais aussi les Croates, les Musulmans

contrôleraient 32 % du territoire de la Bosnie une population de 1,7 million d'habitants, à plus de 90 % musulmans. La majorité des Musulmans qui ont fui les zones contrôlées par les Serbes ont fui les zones bosniaques l'ont fait au début de la guerre en 1992, avant le début des lignes de front, lors d'une campagne de terreurs (lire page 14). Les zones bosniaques ont été moins importantes. La « réduction des poches » musulmanes s'est traduite par les massacres (Srebrenica, 1995) ou l'échec (Bihac, Gorazde).

Loin de rétablir la situation d'avant-guerre, comme le voulaient les accords de paix de Dayton en 1995, le retour des réfugiés accentue au contraire l'homogénéisation. Dans leur écrasante majorité, les réfugiés ne retournent pas dans leur zone d'origine géographique (« retour minoritaire »), mais dans la zone contrôlée par leur ethnisme (« retour majoritaire »). Les retours des réfugiés en Europe, principalement des Musulmans, a ainsi gonflé la population musulmane de la Bosnie bosniaque. Fin 1998, près de 100 000 réfugiés bosniaques (majoritairement originaires des territoires devenus « serbes ») se sont réinstallés en Bosnie bosniaque. Selon le HCR, seuls 10 000 Musulmans et 1 000 Croates (âgés pour la plupart) se seraient réinstallés en territoire serbe.

LES CROATES. Ils contrôleraient une zone (la République d'Hercegovina, officiellement dissoute) qui représente 19,5 % de la superficie de la Bosnie, mais une population de 420 000 habitants, à plus de 90 % croate. La tentative croate de s'emparer des territoires sous contrôle bosniaque (guerre croato-musulmane de 1993) en Bosnie centrale s'est soldée par un exode bosniaque (60 000 personnes), une contre-offensive bosniaque, puis un exode croate vers le sud sous contrôle croate et la Croatie (140 000 personnes).

LA SERBIE-MONTÉNÉGRO
La Yougoslavie (256 000 km²) réduite à la Serbie et au Monténégro (102 000 km²). La population serait passée de 23,5 millions d'habitants (dont 38 % de Serbes et de Monténégrins) à 10,4 millions. Jusqu'à récemment épargnée par la guerre, la « petite Yougoslavie » a accueilli un demi-million de Serbes de Croatie (de 100 000 à 200 000) et de Bosnie (220 000). Elle demeure la République qui compte le plus de minorités ethniques, en raison de la présence

d'une forte minorité hongroise en Voïvodine et, surtout, d'une importante minorité d'Albanais, concentrés au Kosovo (où ils sont encore largement majoritaires).

LE KOSOVO
Avant le début de la guerre en 1996, le Kosovo comptait près de 2 millions d'habitants dont 90 % d'Albanais, une nette tendance des Serbes au départ et à la croissance de la population albanaise, à forte natalité. Depuis le début des affrontements, l'Armée de libération du Kosovo (UCK) jusqu'aux bombardements de l'OTAN, le conflit aurait fait, selon le HCR, près d'un demi-million de réfugiés ou de déplacés : 300 000 déplacés dont 250 000 à l'intérieur du Kosovo, 30 000 en Serbie et 25 000 au Monténégro ; 144 000 réfugiés hors de la République du Kosovo (100 000 en Europe, 18 500 en Albanie, 16 000 en Macédoine, 10 000 en Bosnie). Après douze jours de frappes aériennes de l'OTAN et, surtout, d'offensive serbe au Kosovo, près de 400 000 Albanais auraient fui le Kosovo. Qualifiant cet exode de « tremblement de terre démographique », des responsables de l'OTAN ont estimé qu'« à ce rythme » la province « serait entièrement vidée d'ici dix à vingt jours ».

Jean-Baptiste Naudin

* Sources : de la Yougoslavie, Paul Gardes, l'Institut Fayard. République yougoslave de 1991. sous contrôle de l'Union européenne. Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés : Organisation internationale des migrations ; gouvernements de la Yougoslavie. DEA de l'Institut cycle, Fronts, population en Croatie, de la Bosnie, de Zvonimir Frka-Petecic, l'université Paris-VIII. Balkans, après la bataille, sous la direction de Jacques Rupnik (CERI), éditions Complexe. Bosnie, anatomie d'un conflit, de Bougarel, éditions La Découverte. Les populations en Europe orientale, André Liebig, éditions Georg. International Crisis Group. Rapport Bosnia : return to mass relocation. L'Union européenne et la crise yougoslave, Jean-Antoine Giansily. Brasiers mal éteints, Yves Heller, Le Monde Éditions.

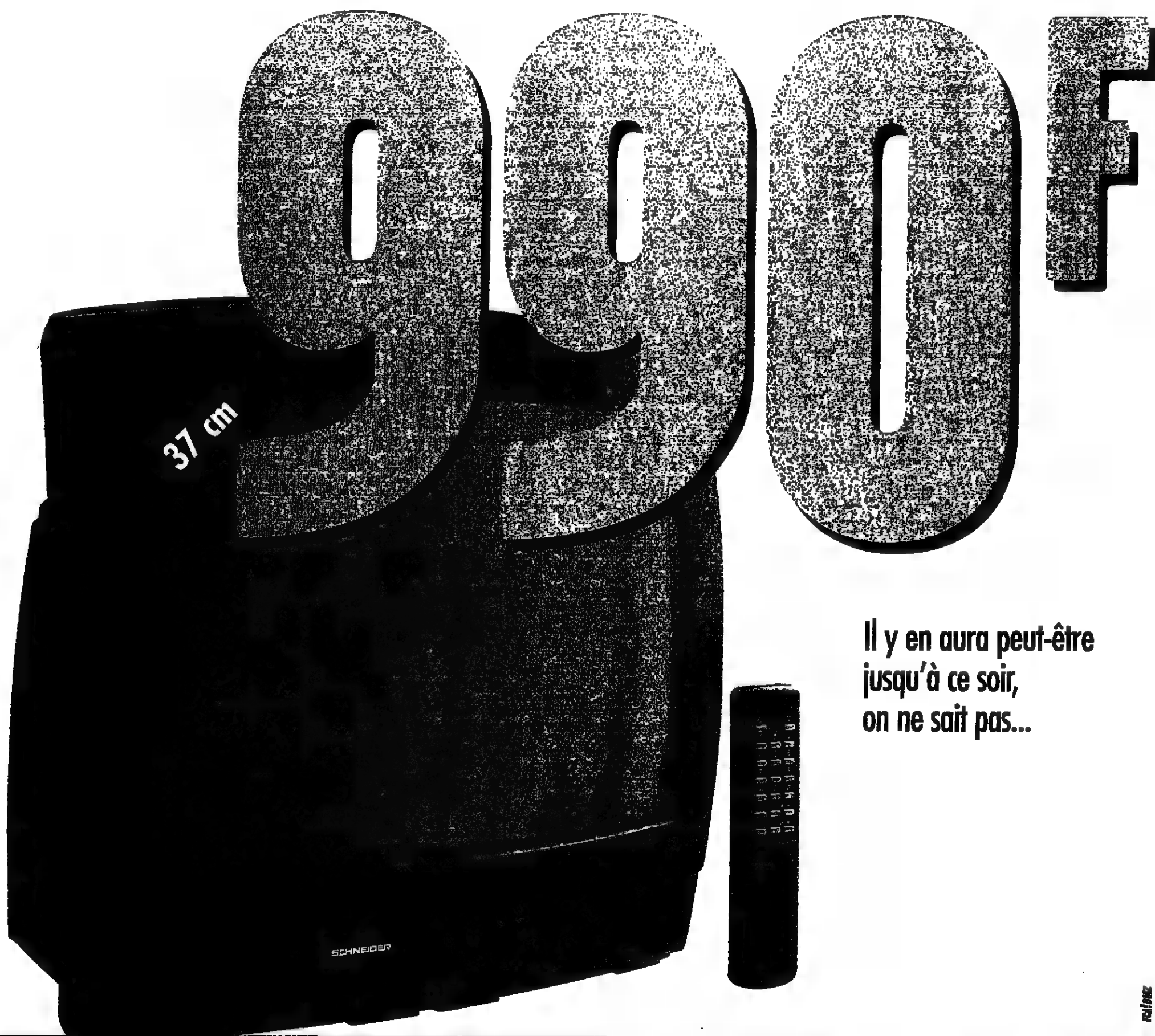
هكذا من الأصل

Politik qui n'ose pas
par Predrag Avramovic

Le monde / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII
HORIZONS-ANALYSES
(Publicité)
LE MONDE / JEUDI 8 AVRIL 1999 / 17

Jeudi 8 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR

10 000 téléviseurs
37 cm SCHNEIDER et pas un de plus.



Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...

Réf. 37 TB 1252
Pal/Secam.
Garantie 2 ans.

Avec Carrefour
je positive! 

A DEMAIN...

هكذا من الأصل

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. 206 fax
relations abonnés: 01-42-17-32-90
Internet: <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Profiteurs des faillites

Nul ne devrait être surpris par l'ampleur du scandale. Le rapport, paru par *Le Monde*, d'un état plus grand cabinet d'audit parisien sur les pratiques administratives démontre certes la force comment moins de cinq mille personnes profitent abusivement des quelque 50 000 milliards de bilan annuels. Ces dysfonctionnements de la justice commerciale sont connus depuis longtemps, trop longtemps.

Sans remonter jusqu'à Balzac qui déjà les dénonçait en son temps, le travail, remarquable, d'une commission d'enquête parlementaire, rendu public en juillet 1998, en avait démonté les mécanismes. A la même époque, un autre rapport de l'inspection des finances et des services judiciaires avait dénoncé la partialité des mises en cause, il leur sera difficile d'en faire de même. Une fois, l'acte d'accusation n'étant dressé ni par des élus ni par des fonctionnaires mais par une entreprise privée.

Ces auxiliaires de justice, administrateurs et liquidateurs judiciaires, bénéficient en fait d'un statut particulier de service public à droit privé, à l'image des notaires. La profession profite d'un monopole, mais n'a pas le compte à rendre qu'aux juges consulaires. Son système de rémunération, de plus, ne peut que l'inciter à faire traîner les procédures et à préférer une fermeture définitive des entreprises en difficulté à leur redressement. A ces dysfonctionnements légaux s'ajoutent trop d'affaires de

corruption pure et simple. Nul n'a jamais eu le courage de s'attaquer à ce mélange détonnant de libéralisme et d'étatisme qui constitue les inconvénients des deux systèmes. Le patronat ne souhaite pas la remise en cause d'un mécanisme dont certains des siens ont largement profité. Les gouvernements successifs n'ont jamais osé vraiment mettre de l'ordre dans ces professions réglementées. Robert Badinter, en 1984 et 1985, a bien fait adopter une réforme de la faillite, mais cet avocat a surtout pensé aux grandes entreprises en oubliant que le plus grand nombre des débits de bilan sont le fait de petits commerçants et de petits entrepreneurs. Et s'il a scindé l'ancienne profession de syndic pour distinguer les administrateurs, chargés de gérer les entreprises poursuivant leurs activités, des liquidateurs défendant les créanciers, il ne s'est guère préoccupé des conditions de la bonne application de sa réforme, laissant les deux branches cohabiter dans les mêmes organismes professionnels.

Persuadés de leurs impunités, ces mandataires de justice ont continué à gérer leurs petites affaires avec leurs amis juges des tribunaux de commerce, à même prendre exemple sur les notaires qui se sont ressaisis après la peur que leur avaient inspirée l'arrivée de la gauche au pouvoir. Une intervention législative est donc indispensable. Un projet de loi sur le fonctionnement de cette justice des affaires a été approuvé par les conseils des ministres du 14 octobre. Malgré la charge de travail du Parlement, sa discussion ne doit plus tarder. Cette réforme n'a que trop attendu.

Le Monde est édité par le SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication: Jean-Marie Colombani
Directeurs: Jean-Marie Colombani; Dominique Aloy; directeur général: Noël-Jean Bergeaud; directeur général adjoint: Jean-François Bouchet
Directeur de la rédaction: Michel Piquet
Directeurs adjoints de la rédaction: Thomas Frensch, Pierre Gargan, Jean-Pierre Lecomte
Directeur technique: Dominique Rognon
Secrétaire général de la rédaction: Alain Pouchet
Rédacteurs en chef: Alain Pouchet, Jean-François Bouchet (éditorial et juridique); Laurent Goussier (supplément et cahiers hebdomadaires); Michel Fournier (Détails); Eric Le Boucher (International); Patrick Jaccard (France); Francis Nouch (Société); Claire Blaudin (Environnement); Jacques Baud (Voyages/Art); Jeanne Savignat (Culture); Christian Mouchet (Secrétariat de rédaction); Rédacteur en chef technique: Boris Auzan
Médiam: Robert Beld
Directeur: Eric Piquet; directeur adjoint: Adrien Piquet
Directeur de la diffusion: Alain Rabat; directeur des ventes: Danièle Vassot; personnes responsables: Bernard Le Gendre
Conseil de surveillance: Alain Pouchet, président; Michel Noddeau, vice-président
Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1949); Jacques Pion (1949-1952); André Laurens (1952-1959); André Pouchet (1959-1991); Jacques Lecomte (1991-1994)
Le Monde est édité par le SA Le Monde
Droits de la société: chaque année à compter du 10 décembre 1994.
Capital social: 98 000 F. Actionnaires: Société civile des Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Investisseurs, Le Monde Investisseurs.
Le Monde Presse, Météo Presse, Le Monde Participation, Cécile Lecomte Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'immigration familiale

SISE en bordure de la plaine de l'Imagne, Riom, ville d'art et de belles rues, ville de Renaissance, voit depuis quelques jours l'arrivée de ses murs des personnes étrangères surprennent. Des familles entières, avec leurs bagages misérables, se rendent au centre qui leur est destiné à proximité de la ville: le camp Madeline, ancien champ de tir, qui a été transformé en camp de réfugiés. L'armée l'a cédé à l'Organisation internationale des réfugiés (OIR) qui connaît sous le nom de « plan culture-famille ».

Ce dernier marque une étape importante de la « culture » des personnes déplacées qui se réfugièrent en France, jusqu'à présent, l'immigration familiale venait, sans ces familles, les réfugiés qui

signaient un contrat de travail avant leur départ des camps allemands. Cette formule a donné des résultats assez fâcheux. Le nouvel accord a fait disparaître ces inconvénients. La France s'est engagée à venir mille familles en complet, avec un contrat de travail, mais la seule condition qu'elles soient placées à la campagne. L'arrivée d'immigration les héberge à leur arrivée dans des camps à Riom, Auxerre, Givet, Mulhouse et Rochefort. Les agriculteurs qui ont besoin de main-d'œuvre viennent en place prendre avec les familles en choisissant les réfugiés introduites, dont la plupart ont été trouvés à se placer dans les fermes françaises.

Henri Fesquet
(8 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique: **LEMONDE**
sur Minitel: 3437 code LMDOC
ou 08-36-29-04-54

Le Monde sur CD-ROM: **LEMONDE**
Index et microfilms du Monde: 01-42-17-23-33

Le Monde sur Comp: **GO LEMONDE**
Adresse Internet: <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province: 08-36-68-68-78

La croissance enviée de la France

LES ÉCONOMIES européennes divergeraient-elles? Comment expliquer l'avance de la croissance française sur la plupart de celles des pays européens, l'Allemagne et l'Italie notamment? Le paradoxe apparent est que la monnaie unique, au lieu d'accentuer la convergence des taux de croissance qui avait caractérisé la période de transition, semble permettre de nouvelles divergences. Les conjonctures entre les européens paraissent aujourd'hui davantage désynchronisées qu'elles ne le furent dans les premières années de la présente décennie, où l'ensemble des pays avaient convergé vers la médiocrité. La France est en bien meilleure posture que la plupart des autres grands pays européens. Son taux de croissance n'est dépassé que par celui de l'Espagne.

De nombreux facteurs ont été invoqués pour expliquer ce phénomène. La politique économique de la France aurait été, dans les deux dernières années, plus habile que celle des autres pays européens. Elle aurait su se faire moins restrictive et combiner aux exigences du pacte de stabilité - alpha et oméga des politiques européennes dans l'ère de la monnaie unique - des éléments hétérodoxes de relance de la demande. Même marginaux, ces éléments auraient suffi à faire la différence.

Les crises financières des pays émergents et le ralentissement du commerce mondial qui s'en est suivi ont, d'autre part, beaucoup moins pesé sur l'économie française, en raison d'une structure du commerce extérieur qui la rend moins vulnérable à cet effacement récent. L'Italie est beaucoup plus exposée aux turbulences de la région asiatique, l'Allemagne à celles de l'empire soviétique, etc.

Une troisième raison tiendrait à l'avance en France du secteur des

services, dont la part dans la production nationale serait la plus élevée, ce qui rendrait la croissance française beaucoup plus autonome par rapport aux vicissitudes que pourrait connaître l'industrie du fait de la crise mondiale. Enfin, les économies de nos deux grands voisins n'ont pas encore fini de digérer le passé récent: l'unification pour l'Allemagne, un effort d'ajustement budgétaire considérable pour l'Italie.

INDEX DE RESTRICTIVITÉ

Toutes ces raisons ont probablement joué un rôle, mais il ne me semble pas, comme on a trop tendance à le faire aujourd'hui, que l'on puisse en tirer des leçons pour l'avenir de long terme des pays de la zone euro. Le passé immédiat n'est généralement pas un bon élément de prédiction de l'avenir. On peut cependant, si on n'a pas la mémoire courte, tirer un enseignement robuste de ces évolutions. Il suffit de se souvenir que la convergence des taux de croissance entre les pays européens dans la première grande moitié des années 90, singulièrement entre la France et l'Allemagne, ne put être obtenue que par la médiation de politiques monétaires fort différentes en chacun de ces pays. La politique monétaire française, par exemple, fut beaucoup plus restrictive que celle allemande par la Bundesbank, comme l'atteste l'importante différence des taux d'intérêt réels entre les deux pays. Or les conjonctures du part à l'entrée du Rhin exigeaient une telle différence, car l'Allemagne connaissait un regain d'inflation alors qu'en France la désinflation se poursuivait.

Les politiques monétaires avaient été mieux adaptées aux évolutions conjoncturelles, il ne faut guère de doute que la croissance française aurait été plus élevée. Cet excès de restrictivité des politiques

monétaires dans tous les pays européens à l'exception de l'Allemagne a fait l'objet de nombreux débats. Il me paraît que ceux-ci sont conduits par un consensus: le niveau anormalement élevé des taux d'intérêt fut un déterminant de la croissance molle et de l'aggravation du chômage dans les pays européens à souveraineté monétaire limitée.

Une autre façon de dire les choses, plus pertinente pour le débat d'aujourd'hui, est que la convergence des taux de croissance caractéristique de la période fut artificielle. Ils auraient dû être assez différents, et ils l'auraient été spontanément si les politiques monétaires n'avaient pas aussi contraintes. Si, par exemple, les autorités monétaires des autres pays européens avaient suivi les mêmes règles de conduite que la Bundesbank - qui, elle, n'avait pas à se préoccuper du maintien de la parité intra-européenne du mark -, les taux de croissance auraient été bien plus élevés en chacun de ces pays.

Depuis disons mi-1997, l'atténuation puis la fin des divergences entre politiques monétaires nationales permettent - et surtout permettent - à l'avenir - aux différents pays de la zone euro de connaître des taux de croissance plus conformes à leurs fondamentaux. En particulier, les pays dont l'augmentation de la population est plus élevée qu'ailleurs devraient connaître des taux de croissance plus élevés. L'alignement vers le bas des taux de croissance en Europe, caractéristique de la période de transition, fut en partie la conséquence des désordres du système monétaire européen (SME), ou, si l'on préfère, du dogmatisme des politiques monétaires nationales qui ont conduit à ces désordres.

Cette époque appartient maintenant au passé, mais elle nous a légué

l'idée (fautive) selon laquelle l'avènement de la monnaie unique allait accentuer la convergence entre les taux de croissance des différents pays. Il se peut qu'en régime de monnaie unique, même si cela est aussi objet de débat, les conjonctures des différents pays acquièrent davantage de synchronie. Mais cela ne signifie en aucun cas que les taux de croissance aient été identiques. Ils ne le sont pas entre régions d'un même pays, car la croissance est un phénomène réel dont les principaux déterminants sont aussi réels: les rythmes d'évolution de la productivité et de la population active. La croissance devrait être d'autant plus forte que l'un et l'autre sont élevés. Par exemple, pour faire fûter d'une idée reçue, il est absurde d'imaginer que le chômage puisse mécaniquement disparaître en raison de la baisse attendue de la population active. Si rien d'autre n'est fait, cette baisse n'aurait pour conséquence que de ralentir le rythme de la croissance économique sans affecter le niveau du chômage.

Un développement harmonieux de l'Europe implique donc que les différences de croissance potentielle entre les pays, fondées sur les déterminants réels que je viens de souligner, puissent s'exprimer. Cela fut empêché par les dysfonctionnements monétaires de la période de transition vers la monnaie unique. Mais la création de l'euro, parce qu'elle supprime les différences de politique monétaire entre les pays, permet à nouveau l'expression de ces différences réelles. En un sens, la croissance de chaque pays y gagne en souveraineté, puisqu'elle peut désormais être davantage en harmonie avec les données nationales.

Jean-Paul Fitoussi
pour *Le Monde*

Juste cause

Suite de la première page

Dans la Yougoslavie fédérale - nous savons que ce n'est qu'un temps, un modèle pour une large part de l'Europe - européenne? - les Serbes, depuis l'arrivée au pouvoir de Milosevic, ont été successivement subordonnés de leur statut territorial, de leurs droits et d'éducation, et de leur statut social. Ils ont été menacés puis menacés de fuir ou de devenir des étrangers dans leur propre pays. Indépendamment de leur statut régional, ils ont été lourdement frappés par la « grande serbe », de huit années de terreur, de cette terreur lugubre de l'épuration ethnique, de ces 200 000 morts et de ces trois millions de personnes déplacées, de ces crimes et de ces déportations, de ces camps, de ces numéros, de Claire Thuan et Jean-Baptiste Naudet (lire pages 14 et 15), la seule situation faite aux Serbes était de nature à justifier que l'Europe dise, à l'expression bienvenue de Jacques Chirac: « Cela suffit! »

Avant de faire l'erreur de la force, le temps a pourtant été pris de la négociation. Mais celle-ci, M. Milosevic paraissait en difficulté, et la force aux conséquences plus sensibles du blocus économique, à une opposition qui semblait relever la tête, à une armée enfin qui adressait quelques signes d'impudence à l'égard des « Occidentaux ». Comme il y a 50 ans, au commencement du régime de Milosevic, par une aggravation délibérée de la situation que le leader serbe a cherché à préserver son pouvoir. En agissant tel un chef de bande, qui n'est capable de maintenir sa règle que par une urgence provoquée, tel aussi un criminel de guerre, cherchant à compromettre le plus grand nombre de Serbes, d'autres avant lui réussirent à compromettre tel ou tel peuple.

Face à ce scandale, il était et il reste juste de faire la guerre au régime de Milosevic. Pour porter un coup décisif, une politique qui risque de ruiner l'avenir européen, évoqué par le président Chirac, des Serbes eux-mêmes. Venu au pouvoir par la surenchère contre les Kosovars, il serait juste que Slobodan Milosevic soit contraint à le quitter du fait des crimes perpétrés au Kosovo.

Agir dans ce sens signifie-t-il que la France tourne le dos à ses intérêts, représentés dans la région par l'alliance avec la Serbie? Les liens historiques sont là, tissés dès la première guerre mondiale, avant même que les Serbes fassent preuve d'un courage enviable

face aux nazis. Mais la France ne peut être comptable des fautes des ultra-nationalistes. Et les Français les plus illustres, et les plus favorables aux Serbes, n'ont jamais été dupes: c'est Clemenceau qui avait obtenu de Pierre l'ère que soient jugés les auteurs commandités par les services secrets serbes du funeste attentat de Sarajevo; c'est encore Clemenceau qui coupa court au projet serbe d'expulser les Albanais du Kosovo. C'est surtout Milosevic qui, par le mythe de la grande Serbie, a inexorablement conduit à une petite Serbie. Comme tant d'autres illusionnistes du grand jeu ou de la grande cèle ont accouché de pays réduits à tous les sens du terme. Seule une Serbie débarrassée des outrances - le mot est faible - du régime Milosevic pourra gagner sa place dans le concert des nations démocratiques, voire civilisées.

Quant à la France moderne, elle n'a jamais voulu une grande Serbie, mais plus simplement la Yougoslavie. Au point de vue l'histoire récente est une défaite de la diplomatie française. Mais qui a détruit la Yougoslavie, ou ce qui pouvait subsister d'une authentique fédération, sinon Milosevic?

La nature des crimes commis, celle du régime de Milosevic, aurait rendu parfaitement compréhensible qu'on lui tendit un piège. Plutôt que de paraître tomber dans le sien: Non que l'on puisse considérer les frappes aériennes comme inévitablement inefficaces; ou qu'il faille se ranger au réflexe unique qui veut que, les Serbes les uns seraient mêlés à une opération, celle-ci s'en trouverait ipso facto polluée. Mais chacun voit bien qu'il eût été de beaucoup préférable de faire précéder les bombardements par un large déploiement de troupes au sol, ne serait-ce que pour rendre crédible leur éventuelle intervention, plutôt que d'exclure maladroitemment celle-ci a priori, comme le fit Hubert Védrine.

Bien sûr, l'incertitude est une arme. Nul ne songerait donc à reprocher aux alliés une part d'incertitude, si l'on était persuadé de la clarté des objectifs poursuivis. Or tout s'est passé comme si l'on était entré en guerre à reculons, comme si l'administration Clinton avait été surprise que la France puisse refuser de voir le Kosovo passer sous la tutelle de l'OTAN. Le film de ces jours, et le sort fait aux Kosovars, a pour le moins montré qu'il y a eu, chez les décideurs, et au premier chef chez les Américains, une certaine légèreté. Laquelle s'ajoute à un passif déjà lourd: de la critique absurde de Bill Clinton contre la politique de son prédécesseur George Bush, qui fit perdre le temps que mit le nouveau

président à se raviser, jusqu'au ralliement tardif du même Clinton au plan européen pour la Bosnie, en passant par les inutilités grossières du « mépris » Holbrooke à l'égard des « partenaires » européens, la liste des erreurs américaines n'est pas exhaustive. Elles furent toutes évitées.

Et l'on redécouvre aujourd'hui une diplomatie faible, et un président enfermé dans trop de considérations de politique intérieure, touchant à la fois aux intérêts de l'Amérique, mais aussi à ceux de l'Europe, de son vice-président Al Gore à la présidence présidentielle. Au reste, cette situation renvoie à un constat plus général: depuis dix ans, l'intensité et la qualité de la réflexion et de l'action ont quitté la sphère de la géopolitique pour rejoindre celle de la géoéconomie. En Europe, l'euro est là et M. Péc (celui qui devrait porter une politique commune) et de défense coordonnée avec celui de l'OTAN.

A tout le moins, il eût été des moyens de négociation plus forts, des moyens de dissuasion, au sol notamment, plus amples. Mais il va de soi qu'au point où nous en sommes, il faut un scénario à l'« Irakienne », qui verrait Milosevic rester maître d'une Serbie en ruine. Il faut souhaiter la victoire, rapide et totale que possible, des alliés. Et ce d'autant plus que les conséquences de cet épisode balkanique mettront en jeu beaucoup plus que nos relations avec les États-Unis, beaucoup plus que le sort du Kosovo.

En premier lieu se joue le premier conflit d'ampleur régionale en Europe depuis la Libération. L'OTAN est à la fois le pays de l'Est sa propre efficacité, et avec la future architecture de la sécurité en Europe. Elle se joue l'ébauche d'une ambition européenne: un outil propre de défense, coordonné avec celui de l'OTAN.

En second lieu, et à encore pour la première fois, l'Europe est une population à dominante musulmane, d'un islam « libéral » certes, mais tout l'islamisme n'est pas avec attention cette situation inédite, qui rompt avec l'idée simple de la ligne à partager du prochain millénaire séparerait inéluctablement l'islam. C'est nous rappelle que l'islam est une composante de l'Europe. En troisième lieu, et pour la première fois depuis la chute du Mur de Berlin, l'Union européenne elle-même est confrontée à la Russie. Une Russie que l'on croyait alignée, occupée par sa propre misère, et qui en fait a pris fait et cause pour la Serbie.

Notre siècle a commencé dans ces mêmes lieux, par un monde d'accord à décrire comme un suicide de nos vieilles nations. L'Europe a depuis, et surtout depuis 1957, tout fait pour échapper à ce vertige. C'est le même effort qui se prolonge aujourd'hui. Chacun est en droit d'espérer que ces jours inquiets et sanglants passent vite. Mais chacun peut aussi constater que ce ne sont ni les richesses du Kosovo, ni la volonté d'échapper de nouvelles armes qui ont déclenché ce combat, mais bel et bien la défense du droit à la vie, des droits de l'homme face à ceux, qu'il faut alors omnipotents, des États. Mais nous sommes entrés dans un monde nouveau où les souverainetés nationales ne sont plus ce qu'elles étaient, où émerge une « communauté internationale », où s'imposent des protectorats, toutes les formes qui peuvent conduire, pourquoi pas, à plus de « morale » à moins de nationalisme, à plus de solidarité et à moins d'exclusion, à plus de fraternité et à moins de haine.

Cette nouveauté-là n'a pas fait de bouleverser l'idée que nous nous faisons de l'Europe de demain.

J.M.C.

هكذا من الأصل

LE MONDE / JEUDI 8 AVRIL 1998

semble de l'année fiscale. ■ DE SON CÔTÉ, Nissan rationalise ses liens avec ses 250 sous-traitants, faisant voler en éclats le traditionnel modèle japonais du *keiretsu*.

Le quatrième constructeur nippon négocierait une coopération avec le numéro cinq de l'archipel, adossé au géant américain.
Dernier groupe automobile japonais en quête d'un partenaire, Mitsubishi a entamé son redressement

enregistré une baisse de 10,1 %, portant à 11,2 % la chute du marché automobile sur l'ensemble de l'année. ■ Les parafinanciers potentiels Mitsubishi Motors se sont montrés donc particulièrement prudent avant de convoier. Ford ■ plus que quiconque. Le numéro deux mondial, qui détient 33,4 %, Mazda, ■ eu du mal à redresser le cinquième constructeur japonais. Et il vient d'acquiescer les automobiles Volvo, qui lui ont coûté 6,45 milliards de dollars (6 milliards d'euros). Sans doute n'est-il pas très pressé de prendre des parts dans ce fabricant suédois. Mais il peut être tenté de développer les coopérations. D'autant que Volvo et Mitsubishi possèdent déjà, en Europe, une filiale commune, NedCar, qui produit des voitures particulières.

Le premier constructeur japonais d'automobiles, Toyota, a choisi le port belge de Zeebrugge pour importer des véhicules produits au Japon et exporter les Yaris, qui sortiront à partir de 2001 de son usine de construction à Omaing, près de Valenciennes (Nord). Les Japonais ont visité plusieurs ports. « Ici, Dunkerque, Anvers et Rotterdam », a déclaré Shigeaki Adachi, directeur général du bureau de représentation de Toyota à Valenciennes. « Dunkerque m'a beaucoup impressionné, mais Zeebrugge offre le meilleur service logistique », a conclu M. Adachi. Zeebrugge et Dunkerque ont tous deux une superficie d'environ 140 km d'annuaire. AFP.

Anne-Marie Rocco
(avec Bloomberg)

DES LIENS HISTORIQUES
 ■ le démantèlement du keiretsu
 ■ d'abord ■ résultat direct de l'effondrement de la demande ■
 ■ Masanori Ogasawara, chargé du secteur automobile ■ l'institut ■ recherche Daiwa. Les usines ■ Nissan ■ Japon et aux Etats-Unis tournent ■ 70 % de leurs capacités. Dans ce contexte, Nissan commande de moins ■ moins à ses fournisseurs. Pour Masanobu Yoshizawa, directeur général adjoint de la division achats de Nissan, ■ nous ■ train de dé-
 ■ les participations croisées qui ■ lient aux petits fournisseurs, dans lesquels ■ avons moins de 20 %. Quant aux vingt-huit fournisseurs principaux, que nous contrôlons, il ■ certain que ■ n'avons pas besoin d'avoir des actions dans ■. Quant ce ■ sont des pièces essentielles ■ vendus. Mais il faut bien voir que les liens capitalistiques avec les traitants ont une histoire. Dans ■ années 60, la demande était très

« L'un des premiers résultats de l'alliance avec Renault ■■■ d'ailleurs que ■■■ pourrons comparer ■■■ prix d'achat respectifs ■ acheter chez le fournisseur ■ moins cher », reconnaît M. Yoshizawa, chez Nissan.

Brice [illegible]

هكذا من الأصل

Impôts en Angleterre
18,5% du revenu

9 TELECOM enfin Le même

Pour plus d'informations : www.9telecom.fr

هكذا من الأصل

en
evenement

38 % du revenu

Un tarif pour l'Europe**

DEVRIEZ EN DEMANDER PLUS AUX TELECOMS.



TELECOM

مكثا من الأهل

La Société générale et Paribas durcissent leur opposition au projet de mariage avec la BNP

Les deux banques n'ont proposé aucune riposte boursière

Les conseils de la Société générale et de Paribas ont refusé massivement, mardi 6 avril, les offres publiques d'échange d'actions (OPE) déposées

par la BNP le 9 mars et ouvertes depuis le 31 mars. Ils ont infligé ainsi un revers à la banque dirigée par Michel Nègre et à son

principal soutien, l'assureur Axa. M. Nègre a indiqué, mercredi, sur l'antenne d'Europe 1, qu'il maintenait ses offres.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (SG) et Paribas viennent de lancer une manœuvre de bataille qui les oppose à la Banque nationale de Paris (BNP), infligeant un revers à la banque et à son principal soutien, l'assureur français Axa. Le conseil d'administration de la SG, qui s'est réuni mardi 6 avril pendant plus de trois heures au siège de la banque à la Défense, a décidé « à l'unanimité » l'exception d'une offre n'est dans l'intérêt ni de la Société générale ni de ses actionnaires et ni de ses collaborateurs », a-t-il communiqué au conseil, qui mandate le président de la banque, Daniel Bouton, « pour poursuivre le dialogue et le rapprochement entre la Société générale et la BNP ».

Le conseil de surveillance de Paribas, en position plus difficile, s'est montré presque unanime. En moins de deux heures, le même jour, les administrateurs ont déclaré considérer l'offre de la BNP comme « une offre qui n'est pas dans l'intérêt de l'entreprise », « à l'unanimité moins deux voix contre et deux abstentions ». Les deux voix « contre » ont été de M. Bédar et de Jean Gandois, l'ancien président du CNPF (devenu Medef). Tous deux ont également administré la BNP. M. Gandois s'est rangé du côté de la BNP bien qu'il n'ait pas pris part au conseil de la banque qui a lancé l'offre. M. Bédar, il était à l'étranger. Un troisième administrateur, M. Neuville, président de l'Association des actionnaires (ADAM), a voté comme la majorité, mais a tenu à faire savoir qu'elle

regrettait « l'absence d'engagement de la BNP sur la valeur des actions à offrir aux actionnaires, ainsi que son offre les expose à des risques ». En fait, il n'est pas intéressant, selon elle, pour les actionnaires de la BNP d'apporter leurs titres, à moins que l'offre ne soit immédiatement remboursée. Reflétant le scepticisme d'une partie des administrateurs face au projet de rapprochement avec la Société générale, deux administrateurs (FO et CFTD) ont voté de Paribas et celui de l'abstention. Le conseil a pris la même position lors du conseil qui a précédé l'opération SG-Paribas. A l'inverse, les administrateurs de la BNP, par la direction, ont tenu les dirigeants de leurs banques. Mardi, 1 840 cadres de la BNP ont publié un encart publicitaire dans *Les Echos*, intitulé « Le mariage de la BNP ».

Les administrateurs ont ressorti l'union sociale des intérêts de la BNP et de la SG, en dépit d'un manque de persuasion et de pression exercée par les actionnaires. Au sein du conseil, un pascal, un homme par les administrateurs de la BNP et par les pouvoirs publics auprès de certains administrateurs de la BNP. Jacques Calvet, l'ancien président de Peugeot et de la BNP, s'est finalement rangé du côté de la direction de la SG. Pierre Faure, le président de Sagem, « frère spirituel » de Jean-Louis Baffa, administrateur et fervent défenseur du projet BNP, a fait de même. Jean-Pierre Fourtou, de Rhône-Poulenc, administrateur de la SG, pourtant très proche du président d'Axa, l'union sacrée n'a pas non plus été rompue. En outre, Antoine Jeancourt-Gallignan, le président de AGF, l'assureur allemand Allianz.

Les administrateurs de la BNP ont été obtenus à l'issue d'une longue discussion. Les administrateurs de la Générale ont pris le temps d'entendre les arguments de M. Bédar en faveur de la constitution d'une très grande banque française, avant de décider d'indiquer dans leur communiqué : « Ce projet non concerté d'intégration simultanée de trois grandes banques présenterait des risques d'indiscipline majeure préjudiciables aux actionnaires ». Les administrateurs se sont ensuite concentrés sur les questions de parité boursière et d'intérêt financier des offres pour les actionnaires de la Générale : depuis quelques jours, le cours de l'action SG a rétrogradé et l'offre de la BNP n'est plus intéressante financièrement. Certes, la période à court terme de la BNP qui a tenté de profiter de la déprime du cours de l'action SG après la chute des marchés financiers de l'été et de l'automne 1998, a pris le risque de proposer une prime assez modérée, voire négative par rapport à certaines références, comme si elle engageait une opération amicale.

RENTABLE PLUS RAPIDEMENT. Jusque-là, le projet SG-Paribas n'avait été apprécié par la Bourse, c'est à cause de l'opération de la banque sur les activités de marchés de capitaux et de banque d'affaires que les investisseurs jugent trop risqués. Cet engagement s'est trouvé renforcé, dans un premier temps tout du moins, par le rapprochement SG-Paribas. Depuis, c'est la première conséquence tangible de l'opération de la BNP - la Société générale et Paribas ont revu leur projet industriel, réduisant drastiquement la part des activités risquées pour

attirer les analystes financiers. Leurs conseils en ont pris acte.

Pour le conseil de la BNP, les deux offres en présence, la détermination n'était pas évidente. Au vu des évolutions des cours de Bourse de la BNP ou de la SG, les deux sont financièrement intéressantes et sans doute pas très éloignées de la valeur réelle de Paribas. Laquelle choisir ? Il fallait faire un pari sur l'avenir de la restructuration des banques françaises pour décider. L'un des projets, SG-Paribas, s'annonçait rentable plus rapidement, l'autre, celui de la BNP, sera peut-être plus rentable, mais à une échéance plus éloignée. « L'offre faite par la BNP aux actionnaires de Paribas ne tient pas compte de ces incertitudes », a déclaré le conseil.

Pour l'instant, mise à part cette belle unanimité, les conseils n'ont proposé aucune riposte. « Il est trop tôt, l'affaire n'est pas terminée », a déclaré un banquier d'affaires SG et Paribas qui refusait d'observer le comportement des marchés qui peuvent changer l'écart entre les deux offres. Ils ont de même jusqu'à cinq jours avant la clôture de l'offre, qui n'est pas attendue avant la fin du mois de juin compte tenu des procédures juridiques en cours, pour prendre une décision.

Interrogé mercredi 7 avril par Jean-Pierre Lecoq sur Europe 1, Michel Nègre a indiqué qu'il maintenait sa double offre malgré le refus des conseils, persuadé qu'il va nous falloir dialoguer à un moment où il n'y a pas encore de réponse. Ce moment semble même de plus en plus improbable.

S. F.

Le suspense reste entier avant la réunion de la BCE

Pour nombre d'observateurs, la perspective d'une baisse des taux n'a jamais paru aussi forte depuis le lancement de la monnaie unique

FRANCKFORT

Trois semaines après leur dernière rencontre, les gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) se retrouvent, mardi 6 avril, à Francfort. Le rendez-vous est très attendu. Un nombre d'observateurs, la perspective d'une baisse des taux n'a jamais paru aussi forte depuis le lancement de la monnaie unique. En quelques semaines, l'environnement domestique et international a en effet changé. La guerre au Kosovo, la glissade prolongée de l'euro vis-à-vis du dollar, la reprise à la hausse des perspectives de croissance française, les inquiétudes sur la situation économique dans les pays à forte croissance (Irlande, Pays-Bas, Espagne, Finlande). « Le fond des choses est qu'il y a en ce moment en Europe deux paradoxes : il y a un très fort dynamisme de confiance des consommateurs, un moyen, dans l'Europe et un niveau de confiance des entrepreneurs qui est insuffisant », a déclaré mardi le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, dans un entretien accordé à l'AFP. Le paradoxe, c'est qu'il y a un dynamisme de confiance qui a fait marquer la croissance monétaire. La masse monétaire M3 a crû à un rythme de 5,2 % en février, au-dessus de l'objectif de 4,5 % fixé par la BCE.

Le maintien des taux serait également motivé par l'érosion de l'euro face au dollar américain, que le conflit au Kosovo confirme comme principale valeur refuge. « Nous sommes très éloignés du niveau auquel il est important que nous manifestions notre vigilance », a précisé, mardi, M. Trichet. Même si le taux de change ne figure pas parmi les objectifs prioritaires de la BCE, un affaiblissement prolongé de l'euro pourrait avoir des conséquences néfastes sur sa crédibilité. Soulignant son impact sur les exportations, un expert monétaire fait d'ailleurs valoir que « l'effacement raisonnable de l'euro vaut une bonne baisse des taux » pour estimer probable un statu quo.

Philippe Ricard

Le bénéfice du Crédit lyonnais souffre des pertes d'une filiale

LE CANARD ENCHAÎNÉ du mercredi 7 avril révèle qu'une filiale du Crédit lyonnais, la banque Trad, spécialisée notamment dans le financement des activités pétrolières, a enregistré des pertes considérables en 1998 sur les résultats de la banque publique. Le groupe dirigé par Jean Peyrelevade a été contraint de passer plus de 800 millions de francs (122 millions d'euros) de provisions sur des opérations réalisées par la banque Trad, amputant d'autant le bénéfice 1998 du Crédit lyonnais, ramené à 1,1 milliard de francs (167,7 millions d'euros). L'hebdomadaire satirique, la commission bancaire aurait exigé que le Lyonnais couvre le trou de sa filiale.

Les bonus des dirigeants d'Intel revus à la baisse

LES BONUS VERSÉS aux principaux dirigeants d'Intel, le numéro un mondial des micro-processeurs, ont été réduits significativement en 1998, suite à l'offensive menée par leurs concurrents AMD et Cyrix à la baisse du résultat net de 6,9 à 6,1 milliards de dollars (de 6,4 à 5,65 milliards d'euros). Conséquence, Andrew Grove, le président d'Intel, ne percevra plus que 1,9 million de dollars (1,76 million d'euros) de bonus, contre 2,7 millions de dollars (2,5 millions d'euros) un an plus tôt, pour un salaire de base de 490 000 dollars (450 000 euros). Craig Barrett, le directeur général, devra « se contenter » de 1,7 million de dollars (1,57 million d'euros), contre 2,1 millions de dollars (1,9 million d'euros) en 1997, pour un salaire de base de 454 000 dollars (420 000 euros).

INTERNATIONAL : VAL D'EUROPE

C'est pas par hasard que Bourdais, associé à un confrère, s'est retenu en 1998 par EURODISNEY SCA pour participer à la conception du Parc International d'Entreprises du Val d'Europe. Ce projet apporte en effet une nouvelle conception de Parc tertiaire en termes de conditions de travail, de productivité et d'esthétique globale. Bourdais assure également la commercialisation de ce site tertiaire qui s'étend sur plus de 160 hectares.

28 papiers Informatiques Chez Duriez

Papier pour imprimantes jet d'encre et laser • 20 x 240 gr • Couché glacé • Papier d'art • Toile de lin • Papier film • Transparent • Autocollant • Waterproof • Papier photo • Exquelles • Transfert tee-shirt • Consommables informatiques.

Duriez, 112 bd St-Germain - 75006 Paris

Le combat solitaire de Claude Bédar

CLAUDE BÉDAR va avoir du mal à s'imposer dans la nuit du 6 au 7 avril (Le Monde du 7 avril), éminence grise du patronat français et fondateur de l'influente Association française des entreprises privées (AFEP), à laquelle appartient le président d'Axa. Le souhaite-t-il vraiment ? S'il affirme haut et fort que sa seule motivation est de faire prospérer son entreprise, le patron d'Axa aime tirer la langue. C'est un homme d'influence et d'intelligence, certes, mais il est trop pour les ententes, rétorque son entourage.

Cela ne l'a pas empêché de défendre avec ferveur le projet de la BNP et de plaider activement pour une restructuration bancaire, un projet qui dépasse le champ strict de l'intérêt de son entreprise. Seulement, M. Bédar a été mis en minorité au conseil de la Société générale. Il a fallu le laisser pour l'offre de la BNP. Au conseil de Paribas, auquel il siège aussi, M. Bédar s'est également distingué, appuyé par Jean Gandois. Selon certains observateurs, son dernier mandat avant tout sa vis-à-vis d'Ernest-Antoine Seillière, son successeur à la pré-

sidence du Medef (ex-CNPF), ou encore de Denis Kessler, vice-président du Medef et président de la Fédération française des sociétés d'assurances, deux opposés au projet de la BNP.

Lors du conseil de Paribas, M. Bédar a soumis au conseil une proposition demandant que Michel Pébereau, président de la BNP, puisse venir présenter lui-même son projet ou qu'un expert indépendant - l'occurrence le professeur Vlieland, conseil de la BNP - soit mandaté. Ces deux propositions ont été rejetées à l'unanimité moins une voix, celle de M. Bédar, et une abstention, celle de M. Gandois. « Au-delà des questions d'hommes, ce qui gêne M. Bédar, c'est que les administrateurs refusent de discuter de l'offre de la BNP et de l'impact uniquement dans le cadre du management et pas nécessairement dans celui de tous les actionnaires », indique-t-on dans l'entourage du président d'Axa, qui cherche à faire de M. Bédar un chantage du gouvernement d'entreprise.

C'est pourtant précisément sur ce terrain que l'attaquent ses adversaires. Ils ont aussi au conseil d'administration de la BNP en la

personne de Jacques Friedmann. Il en est le premier président. Depuis qu'il a approuvé fin janvier le projet de rapprochement SG-Paribas, il est également administrateur de la Société générale. Il a été vivement critiqué pour sa présence aux conseils de la Générale et de Paribas. Critiques qu'il réfute : il ne fait que défendre l'intérêt des actionnaires de ces deux banques. Le marché, c'est lui et bien son ami mutualiste, protection anti-OPA, qui lui a permis son ascension fulgurante, à coups d'acquisitions. Claude Bédar est un homme d'opportunités, confie un de ses proches.

En tout cas, il sortira gagnant, au moins sur le plan financier, ces opérations, qu'elle qu'en soit l'issue. Le cours de Bourse d'Axa a progressé de près de 10 % depuis l'annonce de l'opération BNP et ses participations financières ont également gagné du terrain. Claude Bédar a toujours dit qu'il envisageait de laisser les rênes d'Axa en juillet 2000, lorsqu'il aura soixante-cinq ans, mais il n'a pas son dernier mot.

Sophie Fay et Pascale Santel

La délicate indépendance des analystes financiers

MARDI 6 MARS, l'analyste financier chargé des valeurs bancaires à la banque américaine Morgan Stanley, Dean Witter, reçoit un avis négatif sur l'action Société générale. La diffusion au moment même où la BNP a son raid sur SG-Paribas. La Société générale a adjoint quelques jours plus tard les conseils de Morgan Stanley en tant que banquier-conseil. L'analyste n'a pas pu justifier par une étude approfondie les raisons de son opinion défavorable. Pour ne pas être soupçonnée de partialité, les dirigeants de Morgan Stanley lui ont demandé de ne plus émettre jusqu'à nouvel ordre de recommandation sur la Société générale, comme c'est d'ailleurs l'usage chez les autres banques-conseils de ce type. L'opération de la BNP ne présente pas une exception, elle permet même de mettre en lumière les relations complexes, parfois ambiguës, qu'entretiennent les analystes financiers et les sociétés

qu'ils sont chargés d'évaluer. Alors, pour éviter tout conflit d'intérêt, la BNP, Paribas et la Société générale multiplient les entrevues avec les analystes pour leur démontrer la pertinence de leurs projets respectifs. Car ce sont eux qui, émettant des recommandations, influencent les actionnaires dans leur décision. « Nous sommes véritablement chouchoutés par les banques », indique un analyste. « La première fois que j'ai vu M. Bédar, j'ai même pu obtenir un long entretien avec le président de la BNP ».

MURAILLES DE CHIFFRE. S'ils ont accès à une information plus détaillée de la part des sociétés pour se faire une opinion sur les différents projets, ce n'est pas pour autant qu'ils peuvent tous et toujours exprimer leur point de vue librement. Certains analystes travaillant dans les établissements actionnaires des banques parties prenantes au projet « SBP » ont ainsi été encouragés à ne pas afficher un point de vue trop marqué.

Les services murailles de Chine, supposées séparer la façon étanche, afin d'assurer leur indépendance, les différents établissements financiers, ont du mal à résister.

Et, parfois, les entreprises elles-mêmes n'hésitent pas à user de leur pouvoir pour influencer l'opinion des analystes financiers. En janvier 1993, Michel avait choisi de réduire son volume d'affaires avec l'Etat après que son analyste ait annoncé la chute de l'action de l'Etat. Sans aller jusqu'à prendre de telles mesures de rétorsion, les entreprises n'hésitent pas à demander des explications sur les recommandations des analystes, lorsque celles-ci leur sont défavorables. Ainsi Chassagnol, analyste chez Meeschaert-Rousselle, a été récemment convoqué par France Télévision pour justifier un avis négatif sur l'action.

Faire fi de ces influences, les analystes financiers doivent donc jongler avec le jeu d'échecs de leur métier.

de façon objective et la nécessité de conserver de bonnes relations avec la société. Avant la diffusion d'une étude détaillée, ils n'hésitent pas à la soumettre aux dirigeants de l'entreprise concernée, officiellement dans le but de valider leurs anticipations de résultats. « En tant qu'entreprise ne peut modifier son opinion, et cette pratique peut nous permettre d'obtenir des informations supplémentaires, signale un analyste. Ainsi, nous faisons parfois volontairement les traits de notre étude, pour que la société réagisse en tenant nos propos ou en les validant ».

Les analystes financiers sont d'autant plus influencés par les médias que les entreprises qui leur font des avis négatifs ont pris conscience de l'impact de leur politique de communication financière sur leur coté de financement par appel au marché et sur la réaction de leurs actionnaires », ajoute un analyste.

Cécile Prud'homme

هكذا من الأصل

se reste entier
nion de la BCE
servateurs, la perspective
n'a jamais paru aussi forte
de la monnaie unique

Le reste de la page est occupé par des colonnes de texte très petites et partiellement coupées, appartenant à d'autres articles.

Credit lyonnais
es d'une filiale

Urgents
à baisse

INTERNATIONAL
VAL D'EUROPE

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 8 AVRIL 1999

Les chaînes françaises ont tiré les leçons de la guerre du Golfe

Pour traiter le conflit au Kosovo, TF 1, France 2 et France 3 ne font plus appel à des militaires comme conseillers et évitent les émissions spéciales. Les journaux télévisés ont allongé leur durée et réalisent, dans leur ensemble, de forts scores d'audience, la Une en étant la première bénéficiaire

DEPUIS le début du conflit au Kosovo, les chaînes françaises ont coté l'information-spectacle tant pratiquée à l'époque de l'opération « Desert Storm » pour lui préférer une manière de rigueur et de sobriété. Ainsi, TF 1 est consciente des obligations que lui confère son statut de chaîne la plus regardée des téléspectateurs. « Nous avons mené une réflexion sur la guerre du Golfe, précise M. Namias, directeur de l'information de la Une. Aujourd'hui, nos travaux sont très différents. »

Changement le plus visible par rapport à l'affrontement dans les sables : les plateaux ont disparu. L'heure n'est plus aux « généraux » à l'antenne avec un état-major à l'appui. « Ce sont

« les généraux qui pourraient parler sont très très du terrain ». Seul le général Philippe Morillon, général de corps d'armée et ancien patron de la Forpro en Bosnie, trouve grâce à ses yeux. Et encore ! TF 1 lui demanderait d'expliquer comment il a des explications sur la stratégie future. »

France 2 a fait le même choix. Selon Pierre-Henri Arnstam, directeur général délégué chargé de la rédaction, l'émission des militaires « Les leçons de la guerre du Golfe ». A l'époque, ajoute M. Arnstam, « le téléspectateur avait l'impression que les plateaux des chaînes étaient envahis par l'armée ». A l'écran, les gradés se font dans une directive, Alain Richard, ministre de la défense, a demandé aux généraux d'activer de ne

pas se tenir sur les plateaux de télévision. Seuls quelques militaires à la retraite ont été sollicités des médias.

Les rédactions veulent éviter les tentatives de déstabilisation

Comme son confrère de TF 1, Jean-Claude Dassié, directeur de l'information de LCI, chaîne d'information en continu, admet lui aussi que « des leçons ont été tirées de la guerre du Golfe ». Pour le premier conflit, « il y avait beaucoup d'images. Aujourd'hui, c'est l'in-

verse. Il y a peu d'images et elles sont sous contrôle ». Selon lui, les manques sont nombreux. Ainsi les chaînes n'ont qu'une « idée très nette de la réalité des dégâts causés par les frappes de l'OTAN ». De même, M. Dassié alimenterait les « conséquences des bombardements sur la vie quotidienne des Belgradois ». Enfin, le conflit au Kosovo est l'inverse de celle de la guerre du Golfe.

Malgré ces restrictions, le spectaculaire, l'information est aussi moins répétitive. TF 1 comme France 2 ont décidé de la consacrer dans les heures de rendez-vous des chaînes. « La politique des flashes spéciaux répétés n'est plus la même aujourd'hui », pointe le directeur général de France 2. Pour la Une, ce choix correspond à une volonté de « sanctuarisation de l'information ». Selon M. Namias, « le journal télévisé est le lieu privilégié de l'information ». La Une ne doit pas programmer d'émission « spéciale ». A la place des flashes, les chaînes ont allongé la durée des journaux. Ceux de TF 1 ont gagné un quart d'heure, tant

de temps mis à profit par la chaîne publique pour enquêter sur la provenance et la véracité du document. Demanche plus récemment encore, sur la même question, TF 1 : la Une a diffusé le dimanche soir « un sujet depuis Londres, sans images », signale M. Namias. Il s'agit d'éviter à tout prix les « images permanentes de destructions » de tous les côtés, serbe, kosovar et OTAN. Selon

« heures » de TF 1 rassemble « près onze millions de téléspectateurs », précise le directeur de l'information. Au premier trimestre 1999, les téléspectateurs en moyenne 10,1 millions à suivre quotidiennement les journaux de TF 1. Dans le même temps, la part d'audience de la chaîne privée a bondi. Elle est à 41,8 % le 1^{er} janvier 1999.

Jean-Paul Galli, reporter TV à Belgrade

C'est le seul journaliste français à la télévision encore présent à Belgrade. Depuis le début du conflit au Kosovo, Jean-Claude Galli envoie ses commentaires et ses images pour les journaux de TF 1, LCI. Ce free-lance n'en est pas à son coup d'essai. Avant de gagner la capitale de la Yougoslavie, Jean-Claude Galli a couvert le conflit bosniaque depuis Pale, chef des Serbes de Bosnie. A bientôt trente-cinq ans, « la Yougoslavie » est son deuxième journalisme.

La guerre au Kosovo ne l'a pas pris de court : « Je suis sur ce conflit depuis deux mois et demi, moitié côté serbe, moitié côté albanais », précise-t-il. A TF 1 comme à LCI, ses reportages et commentaires « ne posent aucun problème ». Il se dit « totalement libre de [ses] propos. Les images sont vérifiées » par les autorités locales. LCI, « il est obligé d'employer une équipe de vérification locale et d'indiquer le lieu puis de présenter son reportage avant diffusion ».

tui, « c'est le fait que les guerres, sur chacun a appris l'importance des images ».

Pour couvrir le conflit, TF 1 a dépêché trente-cinq journalistes et techniciens, France 2 en emploie une quarantaine. Après plus de deux semaines de guerre, la tâche des équipes s'impose. Selon M. Namias, « TF 1 a pris une mesure pour un conflit qui risque de durer ». D'après lui, « la vie de la rédaction est organisée autour de cette affaire ».

Dans les chaînes, c'est déjà l'heure des premiers bilans. Le succès conforte l'audience de la Une. Depuis le début de la guerre,

elle est passée à 44,7 % depuis le début de la guerre, précise M. Namias.

En revanche, France 3 n'a pas gagné de terrain par rapport à TF 1. La chaîne publique a vu sa part de téléspectateurs en sa part de marché est passée de 23,3 % au début de l'année à 24,2 %. Pour M. Arnstam, « le conflit n'a pas modifié les équilibres » entre France 2 et TF 1. Selon lui, « globalement, les journaux de TF 1, France 2 et France 3 bénéficient d'un surcroît de téléspectateurs ». Avec une prime pour TF 1.

Guy Duthell

TROIS QUESTIONS À... CHRIS CRAMER

1 Pour vous qui êtes président de CNN International, quelles sont les différences fondamentales, en termes télévisuels, qui caractérisent le conflit au Kosovo avec la guerre en Irak de 1991 ?

Il y a trois différences importantes. Tout d'abord, nous diffusons nous-mêmes les images au Kosovo, grâce à quatre liaisons satellitaires. Nous ne sommes pas, non plus, les seuls à couvrir ce conflit : beaucoup d'autres chaînes sont présentes. Ensuite, les télévisions occidentales, nous-mêmes malvus à Belgrade, où nous avons encore cinq ou six journalistes et pas de situation de pénurie d'images, ce

que nous avions connu en Irak. Là, il y a, au contraire, une réelle pénurie d'images.

A Bagdad, nous étions censurés, ce qui n'est pas le cas, en ce moment tout du moins, à Belgrade et au Kosovo, même si la situation peut changer. Enfin, en Irak, nous étions en face d'un seul dictateur. Là, il y a une multitude de factions politiques.

2 L'événement d'Internet a-t-il considérablement modifié le rôle de votre chaîne de télévision d'information en continu ?

En 1991, Internet n'était effectivement pas développé. Là, les chaînes de CNN ont été visitées, au début du conflit, par plus de trente millions d'internautes en une seule journée. Internet apporte une masse d'informations sur le conflit et permet aux popu-

laires d'envoyer des messages : on en reçoit beaucoup de Belgrade. Les internautes sur le Net ne sont pas toujours politiques ; elles permettent aussi d'échapper au quotidien.

3 Pourquoi avez-vous choisi la parole au commandant Arkan, tristement célèbre par les exactions de sa milice, les « tigres », et récemment inculpé de crimes de guerre ?

Nous étions la première télévision à l'interviewer. Mais cela s'est fait, précisément, le jour où le Tribunal pénal international de La Haye a annoncé qu'il était inculpé pour crimes de guerre lors du conflit de l'ex-Yougoslavie, d'abord à Vukovar, en Croatie, puis lors de la guerre au Bosnie.

Propos recueillis par
Nicole Vulser



Comment fait David pour être aussi relax pendant qu'on lui saisit son mobilier ?

C'est simple, il ne le sait pas.

David a rejoint son service privé. Il est relaxé, car il a rejoint SFR pour profiter de la meilleure offre de services. Avec SFR, il peut profiter de la meilleure offre de services. SFR est une marque de Sogefi.

SFR inventa le premier portable avec 2 numéros.

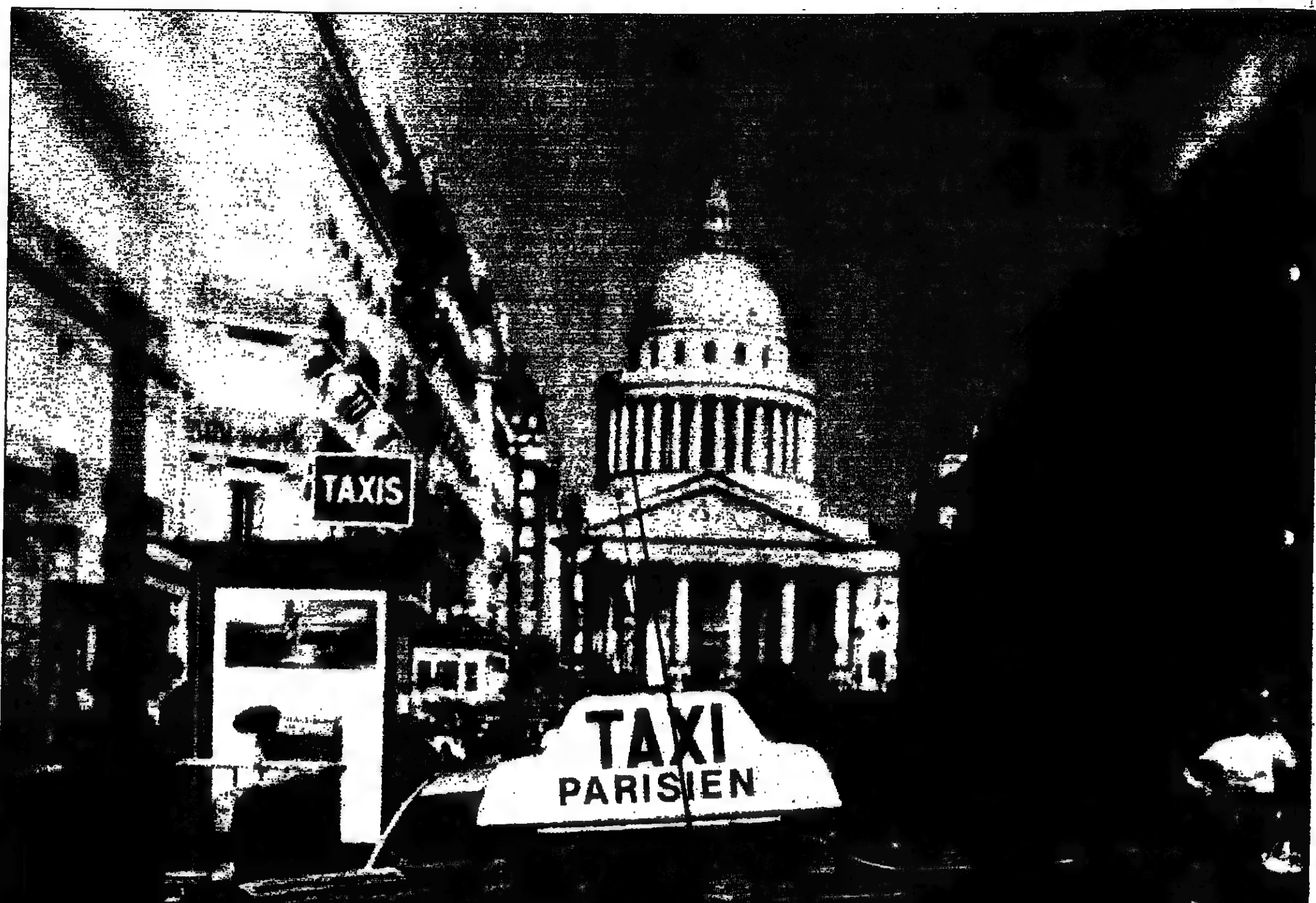
LE PACK SFR

Nouveau

Pack SFR Les Uns... Les Autres.

SFR est une marque de Sogefi

هكذا من الأهل



Vous n'avez que quelques minutes pour sauver votre couple.

هكذا من الأصل

Et pour sûr, si vous voulez éviter la rupture, vous devez prendre un taxi immédiatement. Car pendant ce temps, votre femme attend encore et encore. Entrez dans le E-services. Vous envoyez un signal depuis votre agenda électronique. Le système GPS indique votre position. Instantanément, votre demande électronique est traitée, et transmise à différents services de transport. Ceux-ci vous soumettent plusieurs solutions en fonction de leurs tarifs et de la distance à parcourir. On vous propose donc un taxi (dans 5 minutes) ou une voiture avec chauffeur (dans 10 minutes). Vous choisissez la rapidité (en homme avisé). Comme vous avez un peu de temps devant vous, puisque vous n'avez plus à courir désespérément après un taxi, vous entrez chez un fleuriste (en homme très avisé). Lorsque vous en ressortez, votre véhicule est arrivé. Imaginez un peu ! Bientôt vous aurez la possibilité de vous abonner à un nombre incalculable de services basés sur Internet. Des services électroniques. Un nouveau chapitre de l'histoire d'Internet est sur le point d'être écrit. Le marché des services va se métamorphoser. Et il ne s'agira plus de ce que vous faites sur Internet, mais de ce qu'Internet fera pour vous. www.france.hp.com

Le prochain E. E-services

 HEWLETT
PACKARD

هكذا من الأصل

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **BP AMOCO** : la compagnie pétrolière britannique a annoncé mardi 6 avril l'acquisition après de l'américain Enron de Solaris ; le groupe fusionnera BP Solar, sa filiale d'énergie solaire, avec Solaris pour créer BP Solaris, première entreprise mondiale dans la génération d'énergie solaire avec 20 % du marché.

● **SUZUKI** : selon la chaîne de télévision japonaise NHK, le constructeur automobile japonais a acheté 0,7 % du capital de son actionnaire américain General Motors (GM) pour un montant de 35 millions d'euros.

● **MONUMENT OIL** : la compagnie britannique d'exploration et de production pétrolière a confirmé mardi avoir reçu plusieurs approches « qui pourraient ou ne pourraient pas déboucher sur une... » Selon diverses rumeurs, Lasmo ou Enterprise Oil seraient intéressées.

● **CREY VALLEY** : la filiale de Total, spécialisée dans les résines, a racheté les activités du groupe coréen Dae Sang dans le domaine des résines de structure.

● **DELL** : le numéro un de la directe d'ordinateurs a pris mardi une participation minoritaire dans le capital de Red Hat, principal fournisseur du système d'exploitation libre Linux. L'allemand SAR, Compaq, IBM, Novell et Oracle ont déjà des participations dans Red Hat.

● **GROUPE ARNAULT** : la holding qui cotte LVMH, l'empire de luxe de l'homme d'affaires français Bernard Arnault, a conforté son assise sur le groupe Bouygues, dont il détient désormais 6,3 % du capital.

● **GILLETTE** : le fabricant de rasoirs avait annoncé, lundi 5 avril, que la croissance de ses ventes et son résultat net au premier trimestre 1999 seraient inférieurs aux attentes des analystes. Mardi 6 avril, le titre a chuté de 12 %.

● **MCI WORLDWIDE** : l'opérateur de téléphonie longue distance aurait entamé des discussions en vue de l'acquisition d'une partie du capital de Nextel. Cette société de téléphonie mobile dispose de 2,96 millions d'abonnés. La substitution progressive du téléphone fixe par le mobile pourrait forcer MCI WorldCom à entrer sur le marché des mobiles.

SERVICES

● **AÉROPORTS** : le Conseil international des aéroports (ACI), basé en Géorgie aux États-Unis, a élu, en 1999, le premier aéroport du monde de 73,5 millions d'utilisateurs. Il détrône ainsi celui de Chicago qui n'a accueilli que 72,4 millions. L'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle arrive en 11^e position.

● **AIR FRANCE** : la compagnie nationale a l'intention nationale de la recherche (INSERM) ont signé mardi une convention de partenariat pour étudier les maladies liées au vieillissement. Air France s'engage à aider les chercheurs à atteindre leurs objectifs en leur permettant de rendre avec leur famille des consultations.

● **DEUTSCHE BAHN** : la compagnie allemande de chemins de fer devrait vendre bientôt ses 25 % dans le capital du voyageur allemand Touristik Union International (TUI), a estimé mardi 6 avril un responsable de l'industrie du voyage. L'Office des cartels.

FINANCE

● **MARCHÉ DES CAPITAUX** : Elf Aquitaine a émis un emprunt de 250 millions de francs suisses au coupon de 2,25 %, échéant le 14 mai.

● **BOURSE** : le ministre français de l'économie Dominique Strauss-Kahn a signé mardi 6 avril un arrêté reconnaissant légalement la Bourse suisse. Ce geste officiel était nécessaire à la mise en œuvre de l'accord de coopération annoncé le 28 janvier entre la Suisse helvétique et la France. La Bourse de Milan, qui a rejoint ce partenariat le 11 mars, est déjà reconnue par la loi française et l'interconnexion des systèmes des trois Bourses devrait être opérationnelle au second semestre.

RESULTATS

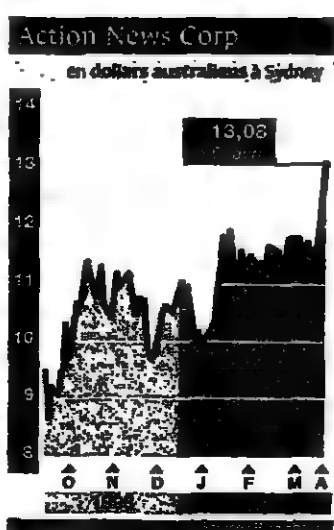
● **STAR AIRLINES** : la compagnie aérienne charter française, filiale du voyageur Look Voyages, a réalisé un résultat net 1997-1998 en hausse de 23 %, à 5,145 millions de francs (0,78 millions d'euros) contre 4,178 millions de francs un an plus tôt, a annoncé mercredi son PDG Cédric Pastour.

VALEUR DU JOUR

Liberty Media et News Corp. renforcent leurs liens

L'ACTIONNARIAT de News Corp., le groupe de communication du magnat australo-américain Rupert Murdoch, a changé. Aux commandes de la famille Murdoch, qui détient toujours la plus importante part du capital (près de 60 %), il deuxième actionnaire désormais le groupe américain de télécommunications ATT. Il a acquis mardi 6 avril 8 % de News Corp. Il s'agit d'une opération croisée : Liberty Media a racheté Rupert Murdoch ses intérêts dans la télévision par câble aux États-Unis dans le cadre d'une transaction globale de 2,1 milliards de dollars (1,96 milliard d'euros). Le tycoon se renforce dans le câble en achetant à Liberty Media 10 % de leur commune Fox/Liberty Networks, qui comprend la chaîne de sports Fox Sports Net, requise par 10 millions de foyers américains, et la chaîne de divertissement FX.

Dans cette opération, Liberty va acquérir, pour 1,425 milliard de dollars (1,33 milliard d'euros), 51,8 millions de parts des dépôts américains (ADR) de News Corp. Liberty s'est engagé à ne pas les vendre pendant 18 mois. News Corp. a aussi annoncé le rachat de 56,2 millions d'ADR détenus depuis 1995 par WorldCom, dont 28,1 millions seront vendus à Liberty Media pour

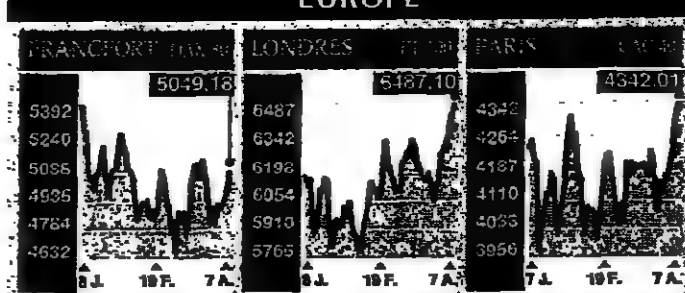


700 millions de dollars (654,2 millions d'euros). La Bourse de Sydney, à 11,79 %, l'action News Corp., à 11,79 %, a fait gagner 7,64 euros.

« Nous avons depuis notre premier partenariat avec News Corp. en 1995, nous sommes devenus une véritable communauté d'intérêts », a expliqué John Malone. « Son action est significativement sous-évaluée et c'est ce qui a fait un grand potentiel de croissance pour News Corp. et Liberty », a-t-il ajouté. Pour Rupert Murdoch, cela permettra à News Corp. de poursuivre ses efforts de croissance et de profiter de la croissance de Liberty Media.

Nicole Valsler

EUROPE



Indice	Paris	Londres	Francfort
Indice CAC 40	4342,01	4187,10	5187,10
Indice FTSE 100	4187,10	4187,10	5187,10
Indice DAX	5187,10	4187,10	4187,10
Indice Nikkei	13072,3	11614,37	11614,37
Indice Hang Seng	11614,37	11614,37	11614,37
Indice HSI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SMI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice TSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice KOSPI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SHSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SZSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice BSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice TSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice KOSPI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SHSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SZSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice BSE	11614,37	11614,37	11614,37

AMÉRIQUES



Indice	New York	Francfort
Indice Dow Jones	9963,49	5187,10
Indice S&P 500	9963,49	5187,10
Indice NASDAQ	2563,17	5187,10
Indice DAX	5187,10	5187,10
Indice Nikkei	13072,3	11614,37
Indice Hang Seng	11614,37	11614,37
Indice HSI	11614,37	11614,37
Indice SMI	11614,37	11614,37
Indice TSE	11614,37	11614,37
Indice KOSPI	11614,37	11614,37
Indice SSE	11614,37	11614,37
Indice SHSE	11614,37	11614,37
Indice SZSE	11614,37	11614,37
Indice BSE	11614,37	11614,37
Indice TSE	11614,37	11614,37
Indice KOSPI	11614,37	11614,37
Indice SSE	11614,37	11614,37
Indice SHSE	11614,37	11614,37
Indice SZSE	11614,37	11614,37
Indice BSE	11614,37	11614,37

ASIE - PACIFIQUE



Indice	Tokyo	Hong Kong	Shanghai
Indice Nikkei	13072,3	11614,37	11614,37
Indice Hang Seng	11614,37	11614,37	11614,37
Indice HSI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SMI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice TSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice KOSPI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SHSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SZSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice BSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice TSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice KOSPI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SHSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SZSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice BSE	11614,37	11614,37	11614,37

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LE MARCHÉ parisien accentuait légèrement ses gains, à 0,84 %, à 4342,01 points, en clôture mardi 6 avril. Mardi, il avait connu une hausse consécutive, l'indice CAC 40 terminant au-dessus des 4300 points pour la première fois depuis le 1^{er} février, à 4304,48 points, soit une hausse de 1,76 %.

FRANCFORT

MERCREDI 7 avril, l'indice DAX de la Bourse allemande remontait en milieu de journée de 0,69 %, à 5049,67 points, après avoir ouvert en baisse à 5041,01. Mardi, la Bourse de Francfort avait progressé de 2,46 %, l'indice vedette DAX finissant la séance au-dessus des 5000 points, à 5022,27 points, dans le sillage de Wall Street.

LONDRES

LA BOURSE de Londres a continué en forte hausse mardi 6 avril, après avoir inscrit un nouveau record en séance, soutenue par la belle performance de Wall Street, la veille, et dans l'attente d'une baisse des taux à l'approche britannique. L'indice Footsie 100 a terminé à 4187,10 points, soit un gain de 1,34 %.

JAPON

LA BOURSE de Tokyo a enregistré une nouvelle progression, mercredi 7 avril, à la faveur d'achats d'investisseurs étrangers. L'indice Nikkei a clôturé en hausse de 0,45 %, à

NEW YORK

L'INDICE VEDETTE de la Bourse de New York, le Dow Jones, a continué mardi 6 avril en baisse de 0,44 %, à 9963,49 points, limitant légèrement ses pertes à 43,84 points avec l'annonce du cessez-le-feu unilatéral déclaré par la Yougoslavie. En fin de journée, le Dow Jones a abandonné plus de 50 points, souffrant de prises de bénéfices après avoir battu des records la veille. Le bilan est plus contrasté pour les autres indices de la Bourse américaine. L'indice Nasdaq a légèrement progressé de 0,16 %, à 2563,17 points, tandis que le Standard and Poor's 500 a fini la séance sur une note négative, perdant 0,27 %, à 1317,73 points.

TAUX

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE français était bien orienté en début de séance mercredi 7 avril. Le taux de rendement de l'État à 10 ans, qui évolue à l'inverse du prix, s'inscrit juste en dessous du seuil des 4 %, à 3,997 %.

MONNAIES

LE DOLLAR remontait légèrement face au yen et face à l'euro, mercredi 7 avril en début de séance, après avoir légèrement chuté la veille. La devise américaine se négociait mercredi matin à 120,94 yens et l'euro s'échangeait à 1,0798 dollar. Le billet vert était rapidement repoussé mardi sous le seuil des 121 yens suite à l'annonce du cessez-le-feu unilatéral par Belgrade.

ÉCONOMIE

Baisse de la facture énergétique de la France en 1998

LA FACTURE énergétique de la France a baissé de 29 % en 1998 à 9,3 milliards d'euros, à la suite de la chute des prix du pétrole, a annoncé mardi 6 avril le secrétaire d'État au budget, Christian Tarrès. Le prix annuel moyen du brut importé en France a baissé de 32 %, à 6-t-11 précité. Les importations d'énergie ont baissé de 22,8 % par rapport à 1997 à 14,86 milliards d'euros, et les exportations à 5,55 milliards d'euros.

La part du nucléaire dans la production d'électricité a représenté 76 %, contre 11 % pour l'électricité thermique classique et 13 % pour l'électricité d'origine hydraulique.

L'OMC donne tort à l'Europe dans la guerre de la banane

L'ORGANISATION mondiale du commerce (OMC) a confirmé le règlement de l'Union européenne sur les importations de bananes était contraire aux règles commerciales internationales, ont annoncé mardi 6 avril les représentants américains au commerce. Une commission d'arbitrage de l'OMC a estimé que les restrictions placées à l'importation de bananes par l'Union européenne, 191,4 millions de dollars par an aux entreprises américaines, ont préjudicié ces services.

Forts de cette décision, les États-Unis vont imposer des droits de douane plus élevés sur plusieurs produits européens, dont le montant sera équivalent au préjudice subi par ces entreprises. Ces augmentations auront lieu par le biais de la suspension de concessions tarifaires, a-t-on ajouté de même source.

● **BRÉSIL** : l'économie brésilienne « donne des signes positifs mais il est encore trop tôt pour dessiner la ceinture et respirer », a déclaré, mardi à Brasilia, Pedro Parente dans son discours d'investiture à la tête du nouveau ministère de l'économie et de la gestion.

● **L'État brésilien** du Minas Gerais continuera de refuser de payer ses dettes à l'État central, comme il le fait depuis la déclaration d'un moratoire le 6 janvier, a déclaré mardi le vice-gouverneur de l'État.

● **La dévaluation du real**, la devise brésilienne, de près de 40 %

depuis la mi-janvier a fait doubler le nombre de touristes étrangers, pour la plupart argentins, au cours des trois premiers mois de l'année, a-t-on appris mardi de source officielle.

● **ÉTATS-UNIS** : Edwin Truman, sous-secrétaire américain au Trésor pour les affaires internationales, a de nouveau pressé mardi l'Europe et le Japon de promouvoir leur croissance par la demande intérieure et vivement critiqué la politique européenne de l'emploi. L'indice composite des principaux indicateurs économiques des États-Unis, établi par la Conférence Board, a progressé de 0,2 % en février pour s'établir à 107,1 points, a annoncé mardi l'Institut privé de conjoncture de New York. Il s'agit de la cinquième progression mensuelle consécutive de ce baromètre préfigurant l'évolution de la conjoncture dans les six à neuf prochains mois.

● **MAROC** : l'agence de notation financière Moody's s'est déclarée optimiste, mardi, sur les perspectives économiques du Maroc et a souligné la solidité de la note plafond Baa1 attribuée à son endettement à long terme en devises.

● **ROYAUME-UNI** : la confiance dans le secteur des services aux professionnels et aux particuliers a nettement augmenté depuis novembre, selon la dernière enquête publiée mardi par la Confédération de l'industrie britannique et le cabinet d'audit Deloitte.

● **AUTRICHE** : le taux de chômage s'est établi en mars à 4,3 % de la population active, en diminution de 0,1 % par rapport à février, a indiqué mardi le ministère des affaires sociales.

● **KAZAKHSTAN** : la monnaie kazakh, le tengge, que les pouvoirs publics avaient décidé de laisser flotter lundi, s'est écroulée mardi sur le marché des changes à 150 tengges pour un dollar, perdant en une seule séance 33 % de sa valeur.

● **RUSSIE** : les recettes du budget russe se sont élevées à 33,5 milliards de roubles en mars (1,24 milliard d'euros), soit 11,6 % de moins que ce qui était prévu dans le budget 1999, indique mardi un communiqué du ministère des finances.

Indice	Paris	Londres	Francfort
Indice CAC 40	4342,01	4187,10	5187,10
Indice FTSE 100	4187,10	4187,10	5187,10
Indice DAX	5187,10	4187,10	4187,10
Indice Nikkei	13072,3	11614,37	11614,37
Indice Hang Seng	11614,37	11614,37	11614,37
Indice HSI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SMI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice TSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice KOSPI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SHSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SZSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice BSE	11614,37	11614,37	11614,37

Indice	New York	Francfort
Indice Dow Jones	9963,49	5187,10
Indice S&P 500	9963,49	5187,10
Indice NASDAQ	2563,17	5187,10
Indice DAX	5187,10	5187,10
Indice Nikkei	13072,3	11614,37
Indice Hang Seng	11614,37	11614,37
Indice HSI	11614,37	11614,37
Indice SMI	11614,37	11614,37
Indice TSE	11614,37	11614,37
Indice KOSPI	11614,37	11614,37
Indice SSE	11614,37	11614,37
Indice SHSE	11614,37	11614,37
Indice SZSE	11614,37	11614,37
Indice BSE	11614,37	11614,37

Indice	Tokyo	Hong Kong	Shanghai
Indice Nikkei	13072,3	11614,37	11614,37
Indice Hang Seng	11614,37	11614,37	11614,37
Indice HSI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SMI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice TSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice KOSPI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SHSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SZSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice BSE	11614,37	11614,37	11614,37

Indice	Paris	Londres	Francfort
Indice CAC 40	4342,01	4187,10	5187,10
Indice FTSE 100	4187,10	4187,10	5187,10
Indice DAX	5187,10	4187,10	4187,10
Indice Nikkei	13072,3	11614,37	11614,37
Indice Hang Seng	11614,37	11614,37	11614,37
Indice HSI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SMI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice TSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice KOSPI	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SHSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice SZSE	11614,37	11614,37	11614,37
Indice BSE	11614,37	11614,37	11614,37

Indice	New York	Francfort
Indice Dow Jones	9963,49	5187,10
Indice S&P 500	9963,49	5187,10
Indice NASDAQ	2563,17	5187,10
Indice DAX	5187,10	5187,10
Indice Nikkei	13072,3	11614,37
Indice Hang Seng	11614,37	11614,37
Indice HSI	11614,37	11614,37
Indice SMI	11614,37	11614,37
Indice TSE	11614,37	11614,37
Indice KOSPI	11614,37	11614,37
Indice SSE	11614,37	11614,37
Indice SHSE	11614,37	11614,37
Indice SZSE	11614,37	11614,37
Indice BSE	11614,37	11614,37

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web de « Le Monde » : www.lemonde.fr/bourse

مكتبة من الأصول

● Les titres des opérateurs de téléphone portable en Grande-Bretagne ■■■ ont bien orientés, mardi 6 avril, après la progression du nombre de nouveaux abonnés. **Vodafone** ■■ a gagné 2,03 %, à 1206 pence. **Orange** a progressé de 3,8 %, à 188 pence. **BT** a bondi de 5,25 %, à 111 pence.

■ **menesmann** ■ progressé, mardi, de 4,67 %, à 100 euros. La plus importante compagnie de téléphone portable va acquérir la branche téléphonique ■■■■ de **Veba** pour renforcer ses opérations en téléphonie. **WME** s'est apprécié de 1,56 %, à 42,25 euros.

■ **Veba** de 3,72 %, à 50,45 euros.

■ **Monument Oil** ■■ a clôturé mardi sur un gain de 11,7 %, à 47,75 pence. La compagnie britannique de recherche et d'extraction pétrolière apparaît être une cible potentielle pour une OPA.

● **OMV** a gagné mardi 6 %, à 86,6 euros. Le principal producteur de pétrole ■■ de ■■ en Autriche ne devrait pas trop souffrir de la réduction du prix de l'essence décidée ■■ la pression du ministère de l'Économie.

● **Thyssen Krupp** s'est apprécié mardi de 6,53 %, à 19,4 euros. Le premier sidérurgiste allemand a bénéficié d'informations parues dans un quotidien danois, selon lesquelles Blohm ■ Voss, une des filiales de construction navale, devrait remporter un important contrat.

[illegible]

BANQUES							
ABBAY NATIONAL		19,31	+2,71	GUL	BE	174,5	+0,40
ALFA ROMEO	ML	19,26	+7,81	MACGRAW	SE	8,30	
ALPHEUS CRUISE		1,18	-1,36	INCHCAPE PLC	GB	68	-0,52
AMERICAN	GR	68,70		INVESTOR +	SE	2,15	
ARGENTARIA R		22,1	-0,90	INVESTOR -	SE	47,27	-0,13
B PINTO MAYAOR	PT	10,53		INVAERHEI +	NO	16,80	-0,72
BANK ESSI R	PT	16,81		LUCIFER	SE	10,38	+0,43
BANK AUSTRIA AG	AT	26,06	+0,10	MYTHUNOS HOLD	GR	13,29	
BANQUE OF AM	NO	19,50	+1,07	NORSK HYDRO	NO	87,21	-2,27
BANK OF CAN	CA	20,9		OKSILION-BUEHL	CH	137,25	-1,81
BANKINTER R	BE	23,8	-1,87	ORIGU +	NO	14,28	
BARCLAYS PLC	GB	206,6	+8,85	OSLO	NO	135,00	+0,97
BANK OF AM	DE	5,15	-0,19	OSLO INVESTMENT	PT	38,4	
BKA REDIUM	IT	8,4	-0,19	VERBA AG	DE	51	+1,39
				D 5 3 5 10 M 1 0 0 M P		237,44	-0,4

[illegible][illegible][illegible]

CELLULOSE		FIBRE		CONSUMPTION		WOLLE	
SE	8,7	1,41					
FR	21,14	+3,30					
SE	174	—		ACCOR RM	FR	1,54	—
SE	9,47	+3,57		AUTALIA	IT	0,21	—
DE	30	—		AUTON AIRLIN	FR	0,7	—
FR	—	—		BANG S	GB	0,03	—
FR	—	-2,26		BARRATT DEV PLC	GB	4,30	—
FR	14,72	+0,30		BEAZER	GB	1,70	—
AT	17	—		BELT GROUP	IT	—	—
AT	25	—		BERKELEY	GB	1,10	—
DE	100,82	+0,44		BRITISH AIRWAYS	GB	0,70	—
DE	—	—		BRITISH AIRWAYS	IT	1,80	—
SE	12,18	+0,47		BUCKLE RM	FR	0,18	—
SE	18,00	+0,91		BUCKLE RM	FR	0,96	—
FR	142,9	+0,83		COATS VITELIA	GB	-2,27	—
SE	—	—		COMPASS GRP	GB	0,86	—
SE	36,55	+0,85		CONCORD	GB	4,48	—
DE	30	+1,27		ELECTROLUX - B	SE	0,54	—
GB	—	+2,82		EMI GROUP	SE	10,82	-1,10
					FR	7,25	—

STOXX 658

sur un an

303

sur 5 jours

206,27

207,06

207,06

206,27

15 AVRIL

6 OCT.

7 AOUT

[illegible][illegible]

ROGUE HOLDING			+1.12	USLUKCORP-3		24.13	-1.33
ROGUE HOLDING G	CH	11557.72	+0.86	ATYCEA ENTR SA		7.68	
SAUER INC	FR			ABA	33	10.16	-0.46
SCHERING AG	DE	146	+1.39	RBA GROUP PLC	G	6.51	-2.35
SUMITOMO	JP	18.70	-0.32		N/D	13.44	-1.32
ZENECA GROUP	G	43.79		BONHEUP	AG	28.40	
OIL & GAS PRISM				CELESTIS	US	35.15	-0.23
		339.12		CMG	G	35.18	-0.06
				COASCON GROUP II	G	5.07	-1.41
ENERGIE				DAMBERS-A	DK	6997.52	+1.56
AKER MARITIME	NO	8.44	-0.20	DAMBERS-B	DK	7282.66	
BG	GB	7.50	-0.28	DAMBERS SVEND	DK	1924.00	-0.82
BP AMOCO	GB	15.00	+0.49	DELTA PLC	G	2.00	-0.71
BURBANK CASTROL	GB	13.48	-1.62	DEL TENDONY NO	N/D	9.58	-2.55
CEPSA	ES	31.80	-0.61	ELECTROCOMPONEN	G	6.88	-0.42
				EQUANT HW	DE	76	-1.35

(Continued)

<http://www.lemonde.fr>

La Bourse au quotidien :
l'actualité des entreprises
les cotations en direct
les informations financières

ELECTRAPPA	EFH	107.8	-0.00	FRANLINES	FI	27.7	----
ELF AQUATINE /	FR	1.00	+1.83	FR	GA	2.21	+1.98
ELF	EF	0.57	-0.17	FR	GR	16.17	+0.75
ENTERPRISE OIL	ES	5.40	-0.82	FUCHSWAGEN WAGEN	AT	38	----
FOLSEN ENERGY	NO	0.00	-2.30	GLN	GR	0.00	+0.84
LASMO	GB	0.00	+5.17	GLYNWOOD INTL PL	CS	0.00	+3.19
OMV AC	AT	0.00	+5.04	HAJOS	GR	0.40	----
PETROFINA SA BR	RE	513	-0.89	HEIDELBERGER CR	DE	0.00	+1.09
PETROLEUM GEO-S	NO	0.00	-0.00	HELLAS CAN SA P	GR	19.50	----
PRIMAQA / RM	FR	0.00	-2.18	IFIL	IT	3.00	----
PROSAR	FR	7.80	-1.15	IMI PLC	GB	0.00	+1.98
REPSOL	ES	0.00	-0.00	ISS INTL SERV-S	DE	0.00	----
REPSOL ENERGY CO	NL	48.90	-3.71	JOEBENHAYN LUFT	FR	00.01	----
REPSOL	NL	0.00	-2.41	JOHNEDDILLOYD	FR	20.30	-0.40
SARDEP	IT	0.00	-0.60	KONE B	FI	00	----
SHELL TRENDA	GB	9.70	-0.50				
SMEWC - AC	122	0.00	0.00				

[illegible][illegible][illegible][illegible]

STAKEP	FI	300,3	-1,42	TRENT	CS	12,41	-0,15
SWISS RE N	CV	304,4	+0,56	LOEN BALU	CF	179,0	+0,17
STERN	PT	27,0	-	SIDMART	SE	28,20	-0,68
GUANDIA KOESAE	SE	19,83	-0,69	STADLER	CS	17,81	+0,94
STORSCAND	KO	6,90	-0,68	THAMATE	SE	13,74	-0,74
SWISS LIFE	CM	693,10	-0,51	TRACTIER	SE	146,6	+0,17
TOPDARTMAG	SK	17,17	-	UNIL-EL-FIN-OS	BZ	16,26	-0,21
TPV-C-BALITCA	SK	26,43	-5,08	UNITED UTILITE	CS	10,82	-1,79
ZURICH ASSUR N	CM	81,91	-0,51	VIAC	CS	492	-
INSD P		356,12	-0,80	VINDENRO	FF	234,3	+0,28
				STOCK PLUMP P		321,76	-

		8.09	-0.92
SAK II GROUP	CE		
FR *			-0.81
CARLTON	OS	9.17	-0.32
ELSYSEP	SL *		-4.35
HAWA ADVERTIS	PR *	176.1	-0.73
LACAPPELLE SCA N	PR *	4.4	
MEDIAST	7 *	8.46	-0.95
PEARSON		19.49	-4.77
RSEB INTERNATIO	OS	9.50	-3.36
STERS LTD	GB	6.52	-0.52
SCHUBERT	OS	11.40	-0.59
TELESTW		4.81	-3.04
TFI	FP *	7.73	+0.58
UNION I	GB	0.70	+1.02
SL	SL	175.5	-1.82
WPP	SL	7.94	-1.31

EURO NOUVEAU MARCHÉ

12 h 30

Cours
en Euros

Vinr.
actifs

AMSTERDAM

		24.86	-1
AIRSPRAY			-2.30
ANTONOV		0.80	
OTAC		11.8	
			-2.27

STOCK		CHG	LAST	PERF
CONSUMPTION				
AMLD	NL	1.12		
ASDA	GB	0.58		
AUSTRIA MEDICAL	AT	18.33		
BAUDERDORF AG	DE	63.4		
BIC FRM	FR	67.0	+0.76	
BIGI	GB	30.8	+3.71	
CASINO GP FRM	FR	7.45	-2.00	
ENI UNITS + V	CH	35.6	-1.83	
ESPT	FR	149.09	-0.33	
FIAT	IT	315	...	
FRANZ MAIZL	BE	84.5	+0.58	
INTECH INTL IS	FR	301.8	-0.40	
ISCS COLUPLY	BE	629.5	-0.06	
PYRES	GB	3.18	+2.07	
REIS	BE	26.5	-0.37	
GOODYS	GB	23.48	...	
TOBACC	GB	9.84	+0.78	
ENTERTAINMENT				
MTT NV	US	14.50	...	
INNOCONCEPTS	US	20	+1.78	
NEGRADIGRAMS HOLD	FR	27.8	-2.27	
POLYDISC	US	18.5	-2.43	
PROLON	FR	11.5	-1.14	
RING ROSA	IT	6.7	...	
RCN NV	US	0.63	...	
UCC NV	US	12.65	-3.60	
BRUXELLES				
ENVIPO HLD CT	US	2.2	...	
HARDEN REGIUM AC	US	21.0	...	
4 HLD	US	4.94	...	
INTL BRACRATYMS	US	16.8	+1.21	
LINK	US	11	...	
PLANAR	US	2.45	-2	
SYNERCIA	US	8.2	...	
FRANCO				

[illegible][illegible]

+		9,13	+ 3,18		
GETRONICS	NL	34,06	+ 0,74		
CN GREAT	DK	30,85	+ 1,77		
	GR	54,67			
EL	NL	70	+ 0,40		
II	NO	8,70	+ 3,57		
MISYS		9,26	+ 1,70		
	MO	1,92	+ 4,58		
NETCOM		33,20	+ 1,24		
A	FI	151,2	- 0,75		
K	FI	151	- 0,86		
		7,77	- 0,57		
OCE	NL	25,15	+ 3,07		
ORNETT	IT	2,9	+ 1,05		
ROVICE	IT	4,14	+ 2,94		
SAGEM	FR	408,9	+ 1,82		
SAP AG	DE	257	+ 1,38		
	DE	382	+ 0,52		
	GB	19,45			
AC	DE	62,8	+ 4,31		

★ CODES PAYS ZONE EURO

PR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
 IT : Italie - PT : Portugal - IRL : Irlande
 LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
 FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - N : Norvège - DK : Danemark
 GB : Grande-Bretagne - SE : Suède.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

	Cours en euros	Var. veille
AMSTERDAM		
ASPRAY	24,86	-1
ATONOV	0,86	-2,39
AC	11,8	-
5	8,0	-2,27
TT NV	14,86	...
CONCEPTS	20	+1,76
GRAPHICS HOLD	17,8	-2,47
DOY	8,2	-8,33
QUON	87	-1,14
ING POSA	8,7	-
ING NV WT	0,63	-
ING NV	12,65	-3,80

BRUXELLES 10-11-68

REDM BELGIUM ABC	21,6	...
FLD	4,24	..
FL BRACHYTHES. B	12,8	+1,21
UK B	11	
PLANAR	2,45	-2
NERCIA	0,2	...

1 AG IN MEMPHIS	116
TITRON	185
CANON ELECTRIC CO.	90

BIOTECH 27-D	83.3	+0.84
BIOTECH 27-D	18.3	..
BIOTECH 27-D	59.01	-1.32
BIOTECH 27-D	17	-1.16
BIOTECH 27-D	160.8	..
BIOTECH 27-D	292	-1.35
BIOTECH 27-D	221	..
BIOTECH 27-D	130	..
BIOTECH 27-D	346	+1.47
BIOTECH 27-D	92	-7.48
BIOTECH 27-D	804	-1.55
BIOTECH 27-D	28.2	-1.18
BIOTECH 27-D	18.4	+3.27
BIOTECH 27-D	148	..
BIOTECH 27-D	108	..
BIOTECH 27-D	819	-8.37
BIOTECH 27-D	180	+6.74
BIOTECH 27-D	178	-2.94
BIOTECH 27-D	87.2	-1.09
BIOTECH 27-D	188	-2.33

EMILY & SE	10.7
210	
39	

[illegible][illegible]

CODES PAYS ZONE EURO
 : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
 : Italie - PT : Portugal - ■ : Irlande
 : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
 : Finlande - BE : Belgique.

DES PAYS HORS ZONE EURO
 : Suisse - ■ : Norvège - DK : Danemark
 : Grande-Bretagne - ■ : ■ : SE : Suède.

<http://www.lemonde.fr>

La Bourse au quotidien :
l'actualité des entreprises
les cotations en direct
les informations financières...

هكذا من الأصل

VALEURS FRANÇAISES

● L'action Carrefour a reculé de 0,22 % la veille par une hausse de 1,54 %. La veille, le cours avait annoncé que les ventes du premier trimestre avaient augmenté de 19 %, à 8,48 milliards d'euros.

● Le titre Société Générale a reculé de 0,22 % dans la matinée de mercredi. Le conseil d'administration de la banque a rejeté la veille l'offre de la BNP.

● L'action Paribas a gagné 0,19 % à l'ouverture de la séance du 7 avril. La veille, son conseil de surveillance a également rejeté l'offre de la BNP mais deux administrateurs ont voté dans le sens opposé et deux autres se sont abstenus.

● Le titre BNP a débuté la séance de mercredi par une baisse de 1,26 %. Michel Pébereau, le président de la BNP a déclaré qu'il voulait maintenir les offres sur le marché générale et Paribas malgré leurs rejets par les conseils des deux banques visées.

● L'action Bouygues a progressé de 1,47 % la matinée de mercredi. La veille, le groupe Arnaud a déclaré qu'il avait renforcé sa participation dans le capital de Bouygues pour atteindre 6,5 %.

● Le titre Lafarge a reculé de 0,05 % au début de la séance de mercredi. Le groupe français a annoncé avoir racheté le fabricant américain de matériaux Corcon Construction Corp pour un montant non dévoilé.

MERCREDI 7 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 28

France	Précédent	Cours	Différence	Précédent	Cours	Différence
BNP (P)	180	179,50	-0,28	EUROFUTUR	1,35	1,35
CLAYTON (P)	148,50	148,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
RENAULT (P)	411,50	411,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
SAINT-GOBAIN (P)	181,50	181,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
THOMSON SA (P)	148	148	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
ACCOR	898,00	898,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
ACE	60,40	60,40	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
AIR FRANCE (P)	15,80	15,80	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
AIR LIQUID	140,50	140,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
ALCANTARA	102	102	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
ALSTOM	37,80	37,80	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
ALTRAN TECHNIQUE	240,40	240,40	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
ATOS	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
AVIA	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
BAU INVESTIS	122,50	122,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
BAZAL HOTELS	36,20	36,20	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35
BERTRAND PAULIE	55,50	55,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35

MARCHÉ

MERCREDI 7 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Différence	Valeurs	Précédent	Cours	Différence
ADAPTECH (P)	148,50	148,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALCANTARA	102	102	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALSTOM	37,80	37,80	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALTRAN TECHNIQUE	240,40	240,40	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ATOS	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
AVIA	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAU INVESTIS	122,50	122,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAZAL HOTELS	36,20	36,20	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BERTRAND PAULIE	55,50	55,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00

BOUYGUES	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BREITLAND	55,50	55,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00

MERCREDI 7 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Différence	Valeurs	Précédent	Cours	Différence
ADAPTECH (P)	148,50	148,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALCANTARA	102	102	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALSTOM	37,80	37,80	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALTRAN TECHNIQUE	240,40	240,40	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ATOS	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
AVIA	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAU INVESTIS	122,50	122,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAZAL HOTELS	36,20	36,20	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BERTRAND PAULIE	55,50	55,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00

BOUYGUES	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BREITLAND	55,50	55,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BUNYON	180,00	180,00	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00

MERCREDI 7 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Différence	Valeurs	Précédent	Cours	Différence
ADAPTECH (P)	148,50	148,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALCANTARA	102	102	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALSTOM	37,80	37,80	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALTRAN TECHNIQUE	240,40	240,40	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ATOS	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
AVIA	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAU INVESTIS	122,50	122,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAZAL HOTELS	36,20	36,20	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BERTRAND PAULIE	55,50	55,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00

MERCREDI 7 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Différence	Valeurs	Précédent	Cours	Différence
ADAPTECH (P)	148,50	148,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALCANTARA	102	102	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALSTOM	37,80	37,80	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALTRAN TECHNIQUE	240,40	240,40	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ATOS	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
AVIA	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAU INVESTIS	122,50	122,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAZAL HOTELS	36,20	36,20	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BERTRAND PAULIE	55,50	55,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00

MERCREDI 7 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Différence	Valeurs	Précédent	Cours	Différence
ADAPTECH (P)	148,50	148,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALCANTARA	102	102	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALSTOM	37,80	37,80	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALTRAN TECHNIQUE	240,40	240,40	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ATOS	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
AVIA	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAU INVESTIS	122,50	122,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAZAL HOTELS	36,20	36,20	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BERTRAND PAULIE	55,50	55,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00

MERCREDI 7 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Différence	Valeurs	Précédent	Cours	Différence
ADAPTECH (P)	148,50	148,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALCANTARA	102	102	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALSTOM	37,80	37,80	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALTRAN TECHNIQUE	240,40	240,40	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ATOS	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
AVIA	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAU INVESTIS	122,50	122,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAZAL HOTELS	36,20	36,20	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BERTRAND PAULIE	55,50	55,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00

MERCREDI 7 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Différence	Valeurs	Précédent	Cours	Différence
ADAPTECH (P)	148,50	148,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALCANTARA	102	102	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALSTOM	37,80	37,80	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALTRAN TECHNIQUE	240,40	240,40	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ATOS	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
AVIA	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAU INVESTIS	122,50	122,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAZAL HOTELS	36,20	36,20	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BERTRAND PAULIE	55,50	55,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00

MERCREDI 7 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Différence	Valeurs	Précédent	Cours	Différence
ADAPTECH (P)	148,50	148,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALCANTARA	102	102	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALSTOM	37,80	37,80	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALTRAN TECHNIQUE	240,40	240,40	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ATOS	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
AVIA	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAU INVESTIS	122,50	122,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAZAL HOTELS	36,20	36,20	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BERTRAND PAULIE	55,50	55,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00

MERCREDI 7 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Différence	Valeurs	Précédent	Cours	Différence
ADAPTECH (P)	148,50	148,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALCANTARA	102	102	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALSTOM	37,80	37,80	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ALTRAN TECHNIQUE	240,40	240,40	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
ATOS	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
AVIA	128,50	128,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAU INVESTIS	122,50	122,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BAZAL HOTELS	36,20	36,20	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00
BERTRAND PAULIE	55,50	55,50	0,00	EUROFUTUR	1,35	1,35	0,00

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 8 AVRIL 1999

SPORTS L'Olympique de Marseille a été tenu en échec (0-0), mardi 6 avril, au Stade-Vélodrome par le FC Bologne lors de la demi-finale aller de la Coupe de l'UEFA. Malgré

le soutien de ses 10 000 supporters, l'OM n'a pas réussi à ébranler la défense renforcée d'une équipe italienne remarquablement organisée. ● LE MATCH RETOUR, le

20 avril, s'annonce délicat pour les Marseillais, qui devront prendre des risques afin de marquer au moins un but à Bologne, alors même que leur secteur offensif est

sur la sellette. ● DEUXIÈME DU CHAMPIONNAT, un point de retard sur Bordeaux, le club phare risque de perdre tous les points cette année. ● DANS LA

SECONDE DEMI-FINALE, Parme, l'autre club italien encore en lice, a réussi également un très bon résultat à l'extérieur en battant (1-3) l'Atlético Madrid.

L'OM est resté impuissant face à la forteresse du FC Bologne

Dans un Stade-Vélodrome trop confiant, le club de football marseillais a raté sa demi-finale aller de Coupe de l'UEFA. Ses adversaires, en remettant au goût du jour les traditions défensives italiennes, ont préservé le match nul (0-0) et toutes leurs chances de qualification

MARSEILLE

Un envoyé spécial

Ce ne sera pas un exploit d'être

de retour : nous aurions pu

jouer à huis clos.

Sanglé dans

un costume

bleu marine,

Roland Courbis

a résumé

d'une phrase

définitive la

frustration qui

gagne les

supporteurs

de l'OM à la

Coupe de l'UEFA,

disputée

avril. Les joueurs

du FC Bologne,

qui ont tenu

pendant quatre-

vingt minutes

à l'offensive

inachevée de

l'Olympique

de Marseille,

se sont privés

du plaisir

d'écouter les

projets

de l'entraîneur

français. Après

un

passage éclair

à la salle de

press, les

Marseillais ont

été

à l'aéroport de

Marseille. « Ils

ont été

heureux,

mais je ne suis

pas sûr qu'ils se

créeront autant

d'occasions sur

leur terrain

chez nous »,

ironise

Courbis, qui

est retenu pour

maîtriser son

dépit.

Pour la cinquième

demi-finale

européenne de

son histoire,

l'année de son

cinquantième

anniversaire,

l'OM comptait

renouer avec

le succès du

passé. Rien n'y

manqua, si ce

n'est pas la

ferveur du

public unique

de France, même

si les

passions de sa

passion relèvent

FOOTBALL

Le dispositif

de l'OM n'avait

rien de

surprenant : en

pointe, le

Stéphanois

Kenneth Anderson,

surnommé « la

girafe » par

Laurent

Blanc, et, autour

de ce géant

(1,93 m),

Giuseppe

Signori et

Davide

Fontolan, les

« les lutins »

(toujours

sous le

signe de

Laurent

Blanc). En

outre, en

ballet de

représentation

sur les

dimanches,

les

figures

ont pour

première

mission

de

défendre

la

porte.

Le dispositif

de l'OM n'avait

rien de

surprenant : en

pointe, le

Stéphanois

Kenneth Anderson,

surnommé « la

girafe » par

Laurent

Blanc, et, autour

de ce géant

(1,93 m),

Giuseppe

Signori et

Davide

Fontolan, les

« les lutins »

(toujours

sous le

signe de

Laurent

Blanc). En

outre, en

ballet de

représentation

sur les

dimanches,

les

figures

ont pour

première

mission

de

défendre

la

porte.

L'OM veut renforcer son secteur offensif

Bien que l'entraîneur, Roland Courbis, aligne le plus souvent trois

attaquants (Fabrizio Ravanelli, Florian Maurice et Christophe Dugarry), soutenus par un meneur de jeu (Robert Pires), l'OM a mar-

qué neuf buts de moins que les Girondins de Bordeaux en cham-

pionnat (49, contre 58). Pour remédier à cette carence, le secteur

offensif de l'effectif sera renforcé cet été. Le président-médecin de

l'OM, Robert Louis-Dreyfus, ayant annoncé son intention d'en finir

avec les investissements sur fonds personnels, il va d'abord falloir se

séparer d'Aboubakar « Titi » Camara (Liverpool) le convoité et peut-

être de Fabrizio Ravanelli. Florian Maurice, jugé inconstant malgré

ses 12 buts, devrait rester, à défaut d'une solution.

M. Louis-Dreyfus est intéressé par le nouvel avant-centre de

l'équipe de France, Nicolas Anelka, et a proposé une indemnité de

transfert de 100 millions de francs (15,25 millions d'euros). Mais le

club londonien d'Arsenal a affirmé, par l'intermédiaire de son en-

traîneur français, Arsène Wenger, qu'il n'était pas vendeur.

de l'adversaire idéal. Les joueurs

marseillais ont

plébiscité au

moment des

vœux précédant le

match nul, un

adversaire qui

ne leur a pas

fait peur. Ils

ont même

apprécié le

fait que l'OM

ait pu se

créer autant

d'occasions

sur leur ter-

rain. « C'est

une bonne

chance »,

ironise

Courbis, qui

est retenu pour

maîtriser son

dépit.

Pour la cinquième

demi-finale

européenne de

son histoire,

l'année de son

cinquantième

anniversaire,

l'OM comptait

renouer avec

le succès du

passé. Rien n'y

manqua, si ce

n'est pas la

ferveur du

public unique

de France, même

si les

passions de sa

passion relèvent

de sa

passion relèvent

de sa

passion relèvent

de sa

passion relèvent

de sa

passion relèvent

de sa

passion relèvent

de sa

passion relèvent

de sa

passion relèvent

de sa

passion relèvent

Mazzone, étiqueté « Guy Ruffin

italien », partage avec son

coéquipier bourguignon le rôle de

leader et, d'avantage encore, l'art

d'embourber l'adversaire. « Nous

avons pour la soirée à défendre,

ce n'est pas la

question de

la défense.

« Nous avons

pour la soirée

à défendre,

ce n'est pas

la question

de la

défense.

« Nous avons

pour la

soirée à

défendre,

ce n'est pas

la question

de la

défense.

« Nous avons

pour la

soirée à

défendre,

ce n'est pas

la question

de la

défense.

« Nous avons

pour la

soirée à

défendre,

ce n'est pas

la question

de la

défense.

« Nous avons

pour la

soirée à

défendre,

ce n'est pas

la question

de la

défense.

« Nous avons

pour la

soirée à

défendre,

ce n'est pas

la question

de la

défense.

« Nous avons

pour la

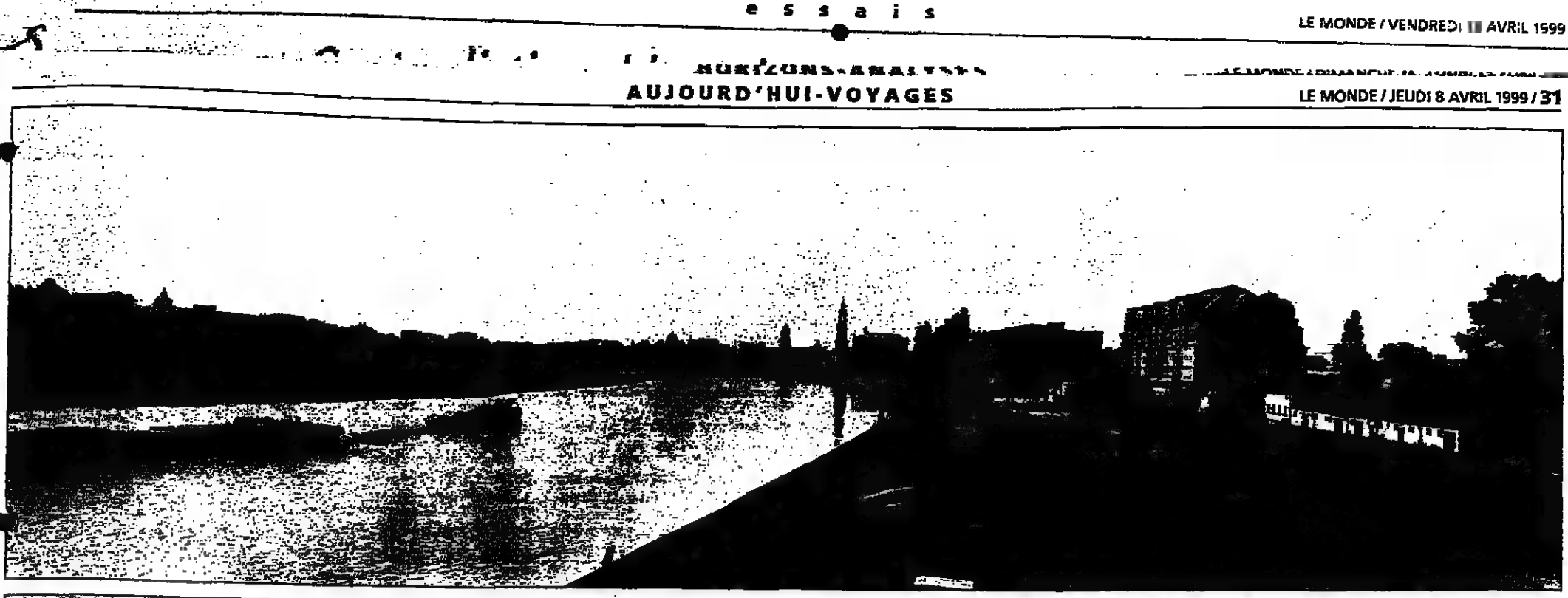
soirée à

défendre,

ce n'est pas



La terrasse du Zwinger et le sommet du pont Marie, le pont Auguste et la perspective sur les tours.



Les rives herbeuses de l'Elbe vues du pont Marie. Dans le lointain, le pont Auguste et la perspective sur les tours.

La vue célèbre que Bernardo Bellotto, dit Canaletto le Jeune, a peinte en 1754. On reconnaît le clocher de la Hofkirche, l'église de la Cour, et la dôme monumental de la Frauenkirche, qui sera achevée en 2006.

sicisme français et du baroque de Pöppelmann, le premier fermé, le second ouvert vers l'extérieur. Deux siècles plus tard, l'architecte de l'Opéra, Schinkel, donna l'espace baroque d'une ville qui abrite aujourd'hui la première collection de peintures des maîtres anciens. Une collection unique au monde.

Les fêtes qu'il donna au Zwinger pour le mariage de son fils Marie-Joséphine d'Autriche, fille de l'empereur germanique, déployèrent aux yeux de l'Europe la gloire et la dignité de sa cour d'électeur de Saxe et roi de Po-

logne, régnant de la Baltique à la mer Noire. Le territoire le plus grand après la Russie. C'est dans cet héritage que vient l'histoire Volkswagen.

Deux siècles plus tard, ce fut l'honneur. Dans la nuit du 13 au 14 février 1945, l'aviation alliée lâcha ses bombes : 100 000 morts, plus peut-être - du fait de la présence massive de réfugiés au front de l'Est - on ignore le chiffre réel -, une partie de la ville baroque anéantie. Les femmes ont pleuré leurs morts et se sont mises aussitôt à trier les pierres (une sculpture, La Déblayeuse, leur

rend hommage devant l'édifice de la ville) pour relever le Zwinger, emblématique entre tous. De 1977 à 1985, on fut l'Opéra, la Hofkirche, le château à partir de 1990, et, depuis 1993, la Frauenkirche, l'église Notre-Dame, dont on avait récupéré les pierres, toujours avec l'idée de reconstruire.

Aujourd'hui, « les erreurs capitales » remplacent les erreurs. A l'inventaire socialiste, le « palais de la culture » en forme de blockhaus. Le faire sauter relève d'une décision politique. On l'église Sainte-Sophie, un petit bijou de l'architecture de Silberman sur lequel paraît avoir joué, dynamisée en toute liberté.

Ce qui fait de la ville de Dresde, « Ce qui fait de la ville de Dresde », c'est que les bombardements n'ont pas fait, Honneger s'en est chargé. A la charge des capitalistes, les immeubles les bureaux en béton, celui d'un groupe privé élève, sur 27 étages de hauteur, le toit du Zwinger.

COMME A BERLIN

Au total, près de 1 milliard de deutschmarks (500 millions d'euros) investis en moins de cinq ans. Rien de comparable en Allemagne hormis Berlin. Certes, les maisons sont restaurées, le centre-ville rasé, mais le fossé entre l'est et l'ouest se creuse. « On n'est pas à Berlin », disent les Dresdois. Et un d'entre eux : « Après la réunification, ici, ce fut le Far West ». Restent ces monuments fameux et leurs valeurs admirables mises à l'écart avant le début des travaux, certaines parfaitement restaurées, par la main d'œuvre des troupes soviétiques. La ville garde encore l'essentiel de la grande bibliothèque de Saxe, restaurée dès le XVI^e siècle. Les négociations pour la restitution de ces richesses viennent au point mort.

Il reste cette ville émue, la seule en Europe dont le fleuve ne soit pas canalisé, avec de grands prés descendant jusqu'à l'Elbe. Quand la cité d'Auguste le Fort s'étend, on a préservé

la parure des collines, une perspective des fleuves, statues, colonnes fraîchement restaurées d'or, brillant au soleil. Les pierres noircies. Certes, on ne peut nier les barres d'immeubles blancs du centre-ville mais l'Europe libre n'a pas toujours fait mieux.

Ces rues sont plus qu'un décor de théâtre car la reconstruction est en épaisseur et, d'une année sur l'autre, on constate la progression des travaux.

En 1991, on avait envisagé de relever la Frauenkirche, chef-d'œuvre baroque. Depuis l'époque de la RDA, chaque 1^{er} février, pour l'anniversaire du bombardement, une foule imposante se rassemblait en silence devant les ruines, une bougie à la main. L'édifice était actuellement jusqu'à la base de la coupole, les comités recueillant les fonds dans le monde entier en symbole de réconciliation. En 2006, pour le 800^e anniversaire de la fondation de Dresde, la croix allemande par les Anglais, devrait être élevée sur la lanterne du dôme. La reconstruction du centre-ville, peint au XVIII^e par Bernardo Bellotto, dit Canaletto le Jeune, sera alors achevée et Dresde aura retrouvé son vrai visage.

Carnet de route

■ Repères. Capitale de l'Etat libre de Saxe, Dresde compte 471 000 habitants pour 324 km², soit 14 % d'espaces verts. Saison d'été à octobre, week-ends de l'automne (mars à mai). Festival de musique du 21 mai au 6 juin.

■ Voyage. Vols Paris-Dresde à partir de 112 F (306 F) avec Lufthansa (tél. : 0802-020-030). Sur place, la Dresden Card : 3 jours (150 F, 23€), les musées d'art et transports publics gratuits.

■ Adresses. Trois hôtels bourgeois, le Kempinski Taschenbergpalais, somptueux, à côté du Zwinger, le Radisson SAS-Gewandhaus, plus latine (forfait 3 jours à partir de 3 240 F, 495 €), mais compris, au 01-48-86-97-04, Bülow Residenz (restaurant étoilé). Déjeuner au bord de l'Elbe : Schillergarten au Villa Marie. Pubs dans Neustadt.

■ Forfaits. Transferts (tél. : 01-53-24-34-00) : 3 jours à Dresde (hôtels ci-dessus), 100 F inclus, à partir de 1 100 F.

(454 F) par personne et réservations pour la musique, du 21 mai au 6 juin. Sinon, téléphoner au 00-49-351-4866-317.

■ Villages. Superbes musées (Zwinger, Albertinum, Bibliothèque de Saxe), châteaux (Pillnitz, Meissen, Moritzburg, saxonnes, croisières en bateau à vapeur sur l'Elbe bordée de 10 km de piste cyclable). Le samedi à 14 heures, Vespers à la Kreuzkirche, le capella du même orchestre.

■ Guides. Allemagne du Nord, de Rodolphe Vaisman (Arthaud), 1995, excellent pour le fond. Egalement Gallimard. Sur place, M^{me} Karin Pöblich, un guide aux synthèses remarquables (tél. : 00-49-351-25-71-000).

■ Renseignements. Office national allemand du tourisme, 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 01-40-20-01-88. Association Frauenkirche, tél. : 01-43-87-11-21.

ARTS ET VIE

Voyages culturels

vous emmène
au festival de musique
de la Haute-Provence
aux grandes fêtes
traditionnelles napoléoniennes

ET PUBLIE DÈS JUIN SON "ALBUM 2000"

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

12

☐

☐

Souhaite recevoir
La brochure Eté-Automne 99
L'Album des Réveillons
voyages et séjours de l'An 2000 (parution juin)

La Toscane

portes ouvertes

Pendant deux week-ends (les 17 et 18 avril, puis les 24 et 25 avril), la Toscane va ouvrir gratuitement au public une cinquantaine de sites qui, en temps normal, sont inaccessibles : jardins, musées, théâtres, sites archéologiques, villas privées. Cette initiative, baptisée « Visite de printemps », permettra notamment de découvrir le palais de la famille Pucci, à Florence, les jardins de la villa de Trivulzio, à Calenzano, le palais Pucci, à Lucques, l'archevêché de Pise, la villa La Magliana, à Quarrata (résidence du grand-duc François de Médicis), le château de la famille Gherardesca, à Castagneto Carducci, ou encore le parc archéologique (écopoles étrusques) de Piombino. L'occasion de voir des sentiers battus et de découvrir la richesse du patrimoine artistique et architectural de la Toscane.

M. B. R.

* Renseignements communiqués au 00-390-45-240433 (de 9 heures à 13 heures) ou via Internet
www.regionetoscana.it/ita/uffici/cult/ar38/index.htm

LES TRAVERSÉES

À PAQUES, LE CIEL EST ILLUMINÉ ENCORE, QU'IL VAUT MIEUX CHOISIR NOS FERRIES

Vacances de Pâques en Grande-Bretagne

SEJOUR	A/R 3 JOURS	A/R 5 JOURS
2 pers. hébergés en B&B de qualité avec English breakfast, région grand Londres A/R Ferry en voiture offre valable jusqu'au 30/06/99	1 véhicule - 2 passagers offre valable jusqu'au 30/06/99	1 véhicule - 2 passagers tarif standard valable 30/06/99 A partir de
569^f	670^f	1100^f

SEAFRANCE
SEALINK

DES TRAVERSÉES
QUI VALENT LE VOYAGE

هكذا من الأصل

Midi-Pyrénées fidélise ses amis

TOULOUSE
■ **correspondant régional**
Difficile de « vendre » une région où il n'y a pas la mer. Avec 13 millions de séjours, Midi-Pyrénées n'en est pas moins la troisième région touristique française, après l'Île-de-France et Rhône-Alpes. Pas question, pour autant, de s'endormir sur ses lauriers. Elle propose donc une formule originale, davantage tournée vers la fidélisation que vers la conquête de nouveaux visiteurs : le **Carte des amis de Midi-Pyrénées**.

Pour 10 F par an, les membres de la carte reçoivent des informations personnalisées (idées de séjour ou de découverte), d'offres et de services spécifiques et recevront, deux fois par an, le magazine *Correspondant*, qui valorise le patrimoine local, les traditions de découverte et les principaux rendez-vous. S'y ajoutent une collection de « guides de voyages » (consignes aux touristes majeurs) et une autre intitulée *Jeunes* proposant des week-ends, séjours et escapades.

Objectif visé : développer l'image d'une région de vacances accueillante, privilégiant la relation affective entre le touriste de passage et un espace riche de son histoire, de ses traditions, de sa culture, de son environnement naturel et de la qualité de la vie quotidienne. D'ores et déjà, près de 400 personnes ont adhéré au Cercle des amis.

Jean-Paul Buisson

* Renseignements au 0800-220-202 (n° vert).

Vacances sur mesure pour les juniors

Sport, écologie, aventure... : un nouveau style pour les colonies de vacances

AGÈS DE 11 À 17 ANS, ils aiment le foot, le rap, la techno et raffolent des marques. Nés une souris dans la main, ils regardent moins la télé qu'on ne le pense, apprécient plus les livres qu'on ne le croit et sont aussi exigeants qu'on le dit. Mais s'ils sont 8,5 millions à fréquenter écoles primaires, collèges et lycées et à disposer ainsi de 130 jours de vacances par an, ils ne sont qu'un petit million à partir à l'aventure ces jours heureux dans le cadre des « colonies » nouvelles vagues.

Un résultat plutôt décevant compte tenu des efforts accomplis, depuis une quinzaine d'années, par les divers acteurs œuvrant dans ce secteur et qui, pour répondre aux souhaits exprimés par leurs jeunes clients, multiplient, en France et à l'étranger, les propositions de séjours associant détente, convivialité, pratique du sport et invitation à l'aventure. Centres rénovés, palette séduisante d'activités variées, les brochures publiées pour le printemps et pour l'été reflètent bien les modes et les tendances de la planète junior.

GRANDES DES SPORTS

Un sport, les juniors ne dédaignent pas. Poney, VTT, voile, kayak, canyoning, tennis, plongée, golf, roller, skate, surf, body-board, pilotage, accrobranche : rien ne leur échappe et ils bougent ne semble avoir échappé à la vigilance des spécialistes. Une fois son choix effectué, reste à déterminer le registre sur lequel on entend pratiquer son activité préférée.

Les plus passionnés se tournent vers des spécialistes qui, à l'image de SJE (tel. : 01-45-48-70-70), proposent aux 7/17 ans des formules intensives pour pratiquer le basket ou

le football mais aussi la danse ou la gymnastique rythmique et sportive, le tennis, le judo, le karaté, les camps « multi-sports » ou « multi-camps » (camps d'été), au Québec ou aux États-Unis. Comptez 6 000 F (915 €) pour deux semaines dans un camp de basket, à Vichy, et 11 524 F (1 724 €) pour deux semaines dans un summer camp chez nos cousins d'outre-Atlantique.

Dans la même veine, l'ACTJ (Association des centres de tennis pour jeunes, tel. : 01-44-75-92-50) organise les stages de tennis les plus performants du marché ainsi que des séjours de haut niveau dans les domaines du foot, du basket, de la danse ou du golf. Et ce à des tarifs tournant autour de 2 500 F (381 €) la semaine.

Quant aux petits mousses qui entendent s'initier sérieusement au monde de la voile, ils trouveront forcément la formule qui leur convient auprès de l'Association des jeunes de la voile (tel. : 01-53-58-30-70) qui programme, depuis quarante ans, des stages et raids nautiques dans le cadre de six centres situés le long des côtes françaises.

Difficile, enfin, de ne pas jeter un oeil sur la production de l'UICPA (tel. : 0-800-820-830) dont les équipements et le savoir-faire, adaptés depuis quelques années aux juniors, sont présentés dans une brochure très complète où figurent quelques séjours très pointus, à l'instar d'un stage de pilotage de vitesse à Val-Cenis (2 770 F, 422 €, la semaine, pour les 12/17 ans) ou de semaines de glisse (sur la voile, surf, body-board...) au large de l'Atlantique, pour les 10/12 ans (2 500 F (381 €) la

semaine). La pratique d'activités sportives est également proposée dans le cadre de séjours à la tonalité plus aventureuse. En France, par exemple, des raids en montagne, mêlant escalade, spéléologie, VTT et équitation, sont proposés par plusieurs spécialistes dont Vacances pour tous (tel. : 01-43-58-55-66) qui les propose au départ de plusieurs centres pyrénéens. Tout aussi tonique mais, cette fois, en bordure de l'océan, le raid exceptionnel proposé par Oléa (tel. : 0-800-308-808) à Saint-Front, par exemple, n'hésite pas à organiser des expéditions sportives dans le bassin méditerranéen, en Scandinavie et en Amérique du Nord. Chans notament les deux semaines de plongée proposées à Tabarka, en Tunisie, pour 7 000 F (1 067 €), par le spécialiste du genre qu'est Sans Frontières (tel. : 04-79-51-27-06) ou encore les 21 jours de canyoning et de randonnée programmés dans la Sierra de Guara, en Espagne, pour 7 400 F (1 128 €).

À l'étranger, quelques spécialistes (l'UICPA, Vacances pour tous, Sans Frontières, par exemple) n'hésitent pas à organiser des expéditions sportives dans le bassin méditerranéen, en Scandinavie et en Amérique du Nord. Chans notament les deux semaines de plongée proposées à Tabarka, en Tunisie, pour 7 000 F (1 067 €), par le spécialiste du genre qu'est Sans Frontières (tel. : 04-79-51-27-06) ou encore les 21 jours de canyoning et de randonnée programmés dans la Sierra de Guara, en Espagne, pour 7 400 F (1 128 €).

LES ÉCOLES EN MER
Aventure toujours, mais tonique mais plus ludique, avec les camps à thème. Destinés aux plus jeunes, ils livrent ces derniers à jouer aux indiens, aux trappeurs, aux cavaliers ou aux chevaliers dans le cadre de jeux de rôle. Comptez environ 5 000 F (762 €) pour 15 jours avec Cap au Sud (tel. : 04-72-53-65-00).

Nombreux sont également les passionnés de nature en quête de séjours très champêtres voire un tantinet spiritistes. Parmi les dis-

cernés les plus en vogue, on relève l'engouement croissant pour la pêche, largement programmée, notamment par l'UFCV (tel. : 01-42-96-07-57). Deux autres divertissements vieux comme le monde connaissent aujourd'hui une seconde jeunesse et un succès certain auprès des jeunes : l'accrobranche qui invite les plus agiles à grimper des jours heureux dans les arbres (5 000 F environ, 762 €, pour 13 jours) avec Temps Jeunes (tel. : 04-72-661-661) et l'orpallage qui les invite à aller à la recherche de pierres précieuses au fil de nos rivières : comptez 3 200 F (488 €) pour une semaine de jours, avec La Grange Jeunes (tel. : 01-48-10-65-85).

EN FAMILLE
Aux parents qui tiendraient à faire partager leur goût du voyage à leur progéniture, signalons, pour terminer, les voyages en famille proposés par deux spécialistes de la randonnée et des circuits hors des sentiers battus : Terres d'Aventure (tel. : 01-53-73-77-67) et Explor'at (tel. : 01-53-45-85-85). Le premier invite les 5/17 ans à randonner dans les Cévennes, les Hautes-Alpes, les Alpes Maritimes, en Corse, en Espagne (Aragon), en Turquie (avec croisière côtière), aux Açores, en Islande, au Maroc, au Kenya et à Bali. Le second propose un choix de circuits adaptés aux 6/16 ans (Mercantour, Cévennes, Aragon, Turquie, Grèce, Maroc, Kenya, Tanzanie, Zimbabwe, Namibie) ainsi que des séjours dans un ranch, au Wyoming (8 jours, 7 200 F, 1 098 €). Les prix varient en fonction de la destination (de 2 500 F, 381 €, à 15 500 F, 2 058 €) mais aussi de l'âge des enfants.

Josette Sicot

DÉPÊCHES

SALON DE LA RANDONNÉE

En dix ans, le nombre de randonneurs a été multiplié par trois pour dépasser les 31 millions. Du 9 au 11 avril, porte de Versailles, à Paris, le Salon de la randonnée et des sports nature permettra de trouver la rando de son choix, en France ou à l'étranger, qu'elle soit pédestre, équestre, en VTT ou en roulotte. Sur place, 460 exposants. De 10 h 30 à 19 heures une nocturne, le 11 avril, jusqu'à 21 heures. Entrée : 5 F (6 €), gratuite pour les moins de 12 ans.

PLANTES RARES. A Sérignan-du-Comtat (Vaucluse), localité

liste Jean-Henri Fabre, les passionnés de botanique et les jardiniers soucieux d'environnement ont rendez-vous, le 18 avril, pour une exposition-vente de spécimens rares, conférences, des sorties botaniques et des ateliers pour les enfants. Renseignements au 04-90-70-04-57.

Bonjour l'Allemagne

Recevez gratuitement notre nouveau guide et découvrez notre sélection d'hôtels à prix malins.

Office National Allemand du Tourisme
9, boulevard de la Madeleine 75001 Paris
Tél : 01 40 20 17 04
Minitel : 3615 AllemagneTour

A tous prix

1 490 F (228 €) : un week-end pastoral dans l'Etiennais (9 666 habitants, près de 20 000 brebis) du 13 au 16 mai (Ascension). Au menu : découverte du milieu montagnard, randonnées en alpages, rencontres avec les bergers et les troupeaux, veillées, projections de films. Le prix comprend l'hébergement, l'hébergement en gîte et la pension complète. A ajouter, l'assurance rapatriement. Trains directs de Paris et Marseille (tel. : 04-92-51-50-30). Forfaits similaires les 5 et 6 juin (à partir de 690 F, 104 €, par personne) et en juillet pour partager pendant 6 jours la vie pastorale des Hautes-Alpes : 2 530 F (389 €).

1 540 F (234 €) : le circuit d'une semaine en train d'Alsace (Voyages (tel. : 0800-812-000) avec des guides locaux pour parcourir de réelles usages au 17 août. Prix par personne en chambre double en hôtels « 3 étoiles ». Départs de Paris du 30 mai au 20 juin et du 3 au 24 octobre. Un tour complet de pays avec une nuit dans un gîte et une visite d'un village d'Alsace. Une réduction de 1 000 F (152 €) par personne est accordée aux seniors d'un même week-end. Renseignements dans la brochure « Alsace » du voyageur. Également en promotion, séjours (Alsace, Maroc, Sicile, Grèce, Indes, République dominicaine, Bali, week-ends (Maurice) ou Barcelone, circuits (Indes, Canada, Kenya) et croisières (Norvège avec le Norway, Egypte, Cambodge).

1 800 F (270 €) : une escapade poétique à l'Alsace, au Grand Nord, par une température intérieure d'environ -10° (-20° à l'extérieur) dans un chalet dans un sac de couchage, sur un lit de glace couvert de neige de haute montagne. L'hôtel de glace, école du réchauffement de glace de fondation, en Suède, comporte 6 hébergements, par des tunnels à un étage central. Ce séjour de 3 jours, au départ de Paris, comprend également les séjours de l'Alsace-Capitaine-Kangas (Sud de l'Alsace, une nuit dans l'Alsace de la ville, les petits déjeuners transferts. La nuit supplémentaire en gîte, 500 F environ (76 €). Par personne en chambre double, valable jusqu'au 31 août. Renseignements auprès de Belmont Voyages au 01-48-01-57-77.

SOLEIL D'ÉTÉ

CHINE
Circuit Chine Classique
15 jours
en pension complète et selon programme à Hong Kong
12 990 F

Croisière sur le Yang Zi Jiang
17 jours
en pension complète et selon programme à Hong Kong
16 390 F

USA
Fantastic California
Circuit accompagnée
13 jours
en pension complète
13 990 F

À ce prix là, Kuoni vous en donne plus.

01 43 27 01 20 / 01 45 49 41 41
36 15 KUONI (2,23 F/mn)
et agences de voyages

Directours
DIRECTOURS SUR INTERNET
Ce sont 100 000 VOLS SECS à tarifs réduits en ACCÈS DIRECT avec CONFIRMATION en LIGNE.

Aux meilleurs prix du marché. Sur site plus Web et Minitel, vous pouvez obtenir prix et dates, effectuer. Et si vous ne trouvez pas ce que vous souhaitez en conseil, téléphonez au 01 45 62 62 62 ou de province au 06 91 63 75 40

Minitel 3615 Directours (2,23 F/mn)
Téléphone : 01 45 62 62 62
Site Internet : www.directours.fr
Plus agiles aux spécialistes, capables de trouver quand la machine « colle ».

50, av. des Champs-Élysées, PARIS 8
Membre STAV - Garantie APS

ISLANDE
SAFARI DES NEIGES

à partir de **5405 FF**

3 transferts + hébergement
3 nuits + demi-pension
+ motoneige + excursions

KEBLANDAR
9, bd des Capucines
75001 Paris
Tél. 01 44 51 11 11
http://www.keblandar.fr

Prix sacrifiés pour plus de
2000 VOYAGES DE DERNIÈRE MINUTE !!!

3617 airévasion
3617 écovoyage
3617 infomer

30 DÉCOUVERTE
PRÉSENTIEL DU VOYAGE
AVEC
30 DÉCOUVERTE

Tél. : 01 44 32 09 30
Internet : d'abonnement
01 43 00 00 00
15 rue Sequoy 75004 Paris

3617 VAC 2000
LE SOLEIL EN DÉGRIFTE
30% Vol, séjours & week-ends
JUSQU'À 40% DE RÉDUCTION !
LE SITE
2000

595F 695F
AIRHELIADES
01 50 03 83 85
3615 HELIADES

AUBERGE
LA CLÉ DES CHAMPS
**NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
2430 VILLERANCHÉ-DE-PÉRIORD
05 53 28 95 94 - Fax : 05 53 28 42 98
www.cle-des-champs.com

ANY WAY
Fêtez les
beaux jours !

Vols A/R

NEW YORK	1380F
SINGAPOUR	2940F
BANGKOK	2940F
CANCUN	2900F
VENISE	1320F
ATHÈNES	1320F
DUBLIN	550F

Appelez vite au
803 000 008

NOUVEAU
Réservez et achetez vos
billets d'avion en ligne sur
<http://www.anyway.fr>
et **3615 ANYWAY**
Cliquez, vous décollez !

terres d'aventure
LE VOYAGE À PIED

Le catalogue Terres d'Aventure 99 vous attend. 99 pages de voyages à pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'Aventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. 01 53 73 77 67. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com.

Clio l'agence spécialiste du voyage culturel

Visitez les grandes expositions européennes : le Greco à Madrid, Van Dyck à Anvers, Rembrandt à La Haye, les Mayas à Venise. Vous voyagez en petits groupes, accompagnés par des conférenciers historiques de l'art.

34 rue du Hameau 75015 PARIS
Tél. 01 53 16 82 82 - Fax : 01 53 68 82 60 - 11 975 95 0468

3617 VAC 2000
Renseignements publient : 01 43 27 01 20

SOLEIL DES ÎLES
appelé Linda vert
01 80 36 51 91

سكزا من الأمل

AUJOURD'HUI

compagné d'averses et d'orages. Sur les autres régions il est plus ou moins dégagé, mais le ventral de la perturbation s'atténue très fort, avec des rafales jusqu'à 10 ou 120 km/h. Il fera de 15 à 20 degrés.

compagné d'averses et d'orages. Sur les autres régions il est plus ou moins dégagé, mais le ventral de la perturbation s'atténue très fort, avec des rafales jusqu'à 10 ou 120 km/h. Il fera de 15 à 20 degrés.

E	AMSTERDAM	610	S	MADRID	610	S
F	ATHENS	778	N	MOSCOW	914	C
F	BELFAST	412	C	MUNICH	393	C
F	BERLIN	393	C	PALM SPRING	516	C
F4	BERNE	516	C	PARIS	516	C
F	BIRMINGHAM	516	C	SEVILLE	516	C
C	BIRMINGHAM	516	C	STOCKHOLM	516	C
F13	BIRMINGHAM	516	C	VALPARAISO	516	C
F4	BIRMINGHAM	516	C			
F	BIRMINGHAM	516	C			
P	BIRMINGHAM	516	C			
P	BIRMINGHAM	516	C			
P	BIRMINGHAM	516	C			

E	AMSTERDAM	610	S	MADRID	610	S
F	ATHENS	778	N	MOSCOW	914	C
F	BELFAST	412	C	MUNICH	393	C
F	BERLIN	393	C	PALM SPRING	516	C
F4	BERNE	516	C	PARIS	516	C
F	BIRMINGHAM	516	C	SEVILLE	516	C
C	BIRMINGHAM	516	C	STOCKHOLM	516	C
F13	BIRMINGHAM	516	C	VALPARAISO	516	C
F4	BIRMINGHAM	516	C			
F	BIRMINGHAM	516	C			
P	BIRMINGHAM	516	C			
P	BIRMINGHAM	516	C			
P	BIRMINGHAM	516	C			



■ **TURQUIE.** Le gouvernement turc s'apprête à lancer une campagne de promotion visant à encourager ■■■ des touristes étrangers en dépit des menaces proférées en ■■■ dernier par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) après l'incarcération de ■■■ leader, Abdullah Öcalan. Simultanément, ■■■ jusqu'à ■■■ fin juin, ■■■ d'aéroport ■■■ les visiteurs seront réduites à ■■■ tandis que le prix du carburant destiné à ces appareils sera diminué ■■■ moitié.

■ **CANADA.** Air Canada a ■■■ gagnée « meilleure compagnie aérienne au monde pour les voyages intérieurs » par le magazine *Air Transport World*, « meilleur transporteur aérien pour voyager au Canada » par la clientèle ■■■ de la revue ■■■ *Traveler* et « meilleur transporteur d'Amérique du Nord pour ■■■ services long ■■■ court-courriers » par l'Official Airline ■■■ (OAG).

Que mille fleurs s'épanouissent aux fenêtres

plantes doivent être **_____**
_____ attrapent plus facilement
_____ dont **_____** pratiquement
indemnes dans la terre
ferme.

Autant éliminer d'office, sauf si
l'on est vraiment aguerri, clématites
et rosiers, pivions et
agrumes, pour se concentrer sur
des plantes solides, attrayantes le
plus longtemps possible : l'année,
ou, puisqu'il s'agit de simples
jardinières posées sur un rebord
de fenêtre, choisir **_____** plantes qui
_____ changées chaque saison
sans **_____** d'âme. Prendre garde à
ne pas trop les **_____** lors
de plantation. Elles combleront **_____**

vo de jardinières vendues toutes plantées ■ jardinerie et en dépit du bon sens - associant parfois plantes d'intérieur, conifères, géraniums ■ pensées !

Lompech

BRIDGE **PROBLÈME N° 1839**

Philippe Dupuis
SOLUTION DU N° 99082
HORIZONTALEMENT
I. Désillusions. - II. Emotion.
III. Edams. - IV. Océan.
V. GIE. Tsé. Es. - VI. Réformisme. - VII. Fée. To.
Cor. - VIII. Plat. Surpât. - IX. Hic.
Lab. Mine. - X. Recrutements.

VERTICALEMENT
1. Démographe. - 2. Emacré. Lit.
- 3. Son. Effacé. - 4. Item. Oet
(ôte). - 5. Litère. In. - 6. Lote.

[illegible]

Sou. - 7. Une. Tirube. - 8. Essor. -
9. Ibidem. PME. - 10. Olga. Ecrin. -
11. Neume. Oint. - 12. Essartés.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La
raison de l'administration.
ISSN 0365-2037

 Imprimé de Monde
12, rue M. Gaudouy
94852 Ivry cedex



PRINTED IN FRANCE

Réponse :
Il faut terminer dans cette situation où le flanc ne fait aucun atout :

♠V3♠87 ♡A10♣RD ♣D86♣
 ♠D9R97

Nord joue le Roi de Trèfle, sur le
 quel Est défausse le Valet de Carreau
 (sinon il n'y a **rien** plus de
 bimon). Sud jette la Dame de Pique
 et Nord rejoue la Dame de
 qu'Est **est obligé** de couper: 1) s'
 avec le 6 de Cœur, Sud suit
 coup avec le 7, puis il tire le Roi de
 de Cœur; 2) s'il coupe avec le

de Cœur, Sud surcoupe
puis l'impasse au Valet.
Pour arriver à cette position, il
nécessaire que Nord coupe deux
Pique et Sud coupe Trèfle.

♠ 10 9 6 3
♥ R V 9 3
♦ A 7 3

♠ D754
♥ 5
♦ V94
♣ DV1043

♠ A5
N
O
S
E

♠ V82
♥ 62
♦ R875
♣ 9762

♠ AR
♥ AD10874
♦ 1062
♣ R8

Les [] peuvent []
suivantes si Ouest [] donneur :
[] Nord Est Sud

	Nord	Est	Sud
pas	1 ♠	2 ♠	2 ♠
pas	3 ♠	3 ♠	3 ♠
pas	4 ♠	4 ♠	4 ♠
pas	5 ♠	6 ♠	6 ♠

Comment Sud a-t-il gagné, contre la défense, PETIT CHELEM COEUR, atouts 2-1 ?

Les Coeurs **♥♥** agréés comme couleur d'atout, l'enchère de « 3 Piques » était un cue-bid qui montrait l'As ; « 4 Piques » était le deuxième cue-bid, qui promettait en principe, **♠** Roi. L'annonce de « 5 Carreaux » garantissait l'As du Sud décida **♥♥** de tenter l'escalade.

Philippe Brugnot

Président-directeur général : Dominique Allou
Directeur général : Stéphane Corré
21bis, rue Lavoisier - 75008 Paris - BP 218
75226 PARIS CEDEX ■
Tél : 01.42.17.39.26

UNE INVISIBLE SÉCURITÉ
Quand un contrat **■** dépendre d'une impasse, **■** doit **■** toujours chercher s'il y a un moyen de

Philippe Brugnion

LE MONDE / JEUDI 8 AVRIL 1994

CINÉMA La Semaine du cinéma français, présentée à New York du 12 au 19 mars, a pratiquement fait salle comble à chaque séance, soutenue par le critique du *New York Times*.

Cet intérêt, réel - même s'il est dû au succès déjà ancien de la nouvelle vague -, ne doit cependant faire illusion : si quelques grands journaux de New York et de Los Angeles ac-

cordent une place importante aux films français, ceux-ci sont en réalité vus par peu d'Américains. Les versions originales sous-titrées ne représentent que 0,7 % des films distri-

bués aux Etats-Unis. ● LES FESTIVALS sont la sauvegarde du cinéma français, comme ■ Seattle, tandis que dans le Wisconsin ou le Mississippi les journalistes édulcorent leurs cri-

tiques pour ne pas rebuter les spectateurs. ■ JIM HOBBERMAN, critique au *Village Voice*, explique comment l'industrie cinématographique a court-circuité sa profession.

Les hebdomadaires new-yorkais ■ The Village Voice ■ et « New York Free Press », comme le ■ New York Times ■ et le ■ Los Angeles Times », accordent aux films français une place incommensurable à leur part de marché, infime en raison d'une distribution limitée aux grandes villes

NEW YORK
envoyé spécial

Certaines accarognes de journaux peignent les trompeuses, même celles du *New York Times*. A l'occasion de la *Weekend du cinéma français* organisée par l'Unitaire à New York au Lincoln Center du 11 au 13 mars, on pouvait lire dans la plume de Stephen Holden : « On peut-on trouver des films entre des personnages qui pensent et qui jouent, des films qui donnent une idée de la vie, le sentiment de l'ici maintenant ? (...) Le cinéma français, qui, contrairement à aucun autre, a une sensibilité des films de l'Empire des sens. » Lancée par un tel article, la semaine du cinéma français (où sont présentés deux films de la *Romance* de l'Emile, le Cécile Kahn, *Rouge*, de Catherine Breillat, *Così, così*, qui m'aient prendront le train. Le Cécile Kahn, *Dieu seul me voit*, de Bruno Podalydès, le Cécile Kahn, *Eve*, de Catherine Conil, *Sombre*, de Philippe Grandjeu) pratiquement toutes les salles comme à chaque séance, ont consacré l'intérêt pour le cinéma français d'un public américain et la curiosité toujours réelle de la partie la plus cinéophile de la critique américaine.

La place accordée aux deux grands hebdomadaires politiques et culturels de New York, *The Village Voice* et le *New York Free Press*, dans le *Comment*, est plus importante que celle de cinéma États-Unis, et dans le *New York Times* et le *Los Angeles Times* est non plus importante que sa part de marché du cinéma européen (en 1998, à 1,8 %) mais elle occupe un espace comparable à celui du hollywoodien. Je suis moi-même surpris du nombre de portraits de portraits français nous publiés, explique Abbie Nolan, qui dirige les pages cinéma du *Le Lincoln Center* organisé en rétrospectives. André Téchiné et Assayas. A cela s'ajoutent trois grosses manifestations à New York : le *New York Film*

Festival, la Semaine ■ **cinéma français** ■ New Directors New Films. Je crois aussi que le cinéma français ■ plus ■ qu'il y a quelques années. » L'explication d'Howard Feinstein, critique indépendant, ■ plus ■ terre : ■ Le cinéma français ■ parce que, hors ■ cinéma américain, il n'y a aucune ■ industrie cinématographique. »

■ [Les lecteurs] sont forcément déçus, car la plupart des films encensés par le "New York Times" ne trouvent jamais de distributeur ■

Cet espace dévolu au cinéma français est en grande partie à l'héritage de la nouvelle vague, qui obsède beaucoup de critiques. Selon Stephen Holden, « le cinéma français sort de son ornière bourgeoise et nous ramène à nos cendres avec une nouvelle vague ».

Une longue nuit à New York Times, publiés le 22 novembre 1998, voyait dans les vie scabreuse, d'Arthur Desplechin, Irma yep d'Olivier Assayas, La révé des anges, d'Éric Zonia, et Seul contre tous, de Gaspar Noé - quatre films pourtant bien différents - « l'apparition d'une vague ou d'une nouvelle vague big ». Pour Andrew Sarris, l'un des piliers de la critique cinématographique américaine 60-70, comme l'était Pauline Kael, critique du New Yorker, le cinéma français était caractérisé « de ne plus porter d'étiquette » - forte que celle de la nouvelle vague ».

Pendant longtemps, les critiques américains n'ont vu que les films le



mus de ce mouvement. Tout le cinéma français ~~marque~~ immédiatement après cette période est largement passé inaperçu. On ne connaît de Jean ~~Marcel~~ que *La Maman et la Putain*; Maurice Pialat reste pratiquement inconnu; ~~le~~ Gogh a tenu ~~l'écran~~ deux semaines; le dernier film d'~~Alain Resnais~~ *Les Amants* en Amérique est sorti (1981).

d'André Téchiné, puis d'Irma Vep, de Thomas Assayas, et de La Fémé seule. Benoît Jacquot, la critique américaine discerne les individualités et ne s'en tient pas seulement à la ressemblance d'un plus hypothétique. « A 35 ans, près de 10 ans, le New York Times nous parle d'une nouvelle vogue », explique Godfrey Chesbire, critique du New York Free Press.

Tout le monde la cherche mais per-
ne la trouve. Cela me fait penser
aux boîtes de Corn Flakes
constamment relookées et frappées de
la mention "Nouveau ! enrichi !"
existe toujours des naïfs pour y croire
ils sont forcément déçus, car il
plus part des films censurés par le New
York Times ne trouvent jamais de dis-
tributeur. Pour beaucoup de critiques,
cinéma français est chic, il serait
temps qu'il se débarrasse de son
étiquette réductrice, car il existe en
France des réalisateurs talentueux,
Claire Denis ou Arnaud Desplechin
par exemple. »

Si l'on n'en [] encore à parler
■ renaissance, le cinéma français
connaît un réel regain d'intérêt aux
États-Unis qui peut, ■ France,
surprendre lorsqu'on ■ yeux rivés
sur ■ parts ■ marché vieillards
du cinéma national et le faible
nombre de ■ sur ■ quel-
que 130 longs métrages produits
chaque année. ■ Les évolutions du ci-
néma français ■ plus faciles à ap-
préhender que celles du cinéma tal-
ienais ou iranien, qui, pour la
majorité des gens, viennent de nulle
part, explique ■ Jones, rédacteur
à Film Comment ■ correspondant
à New York des Cahiers du cinéma. Il y
a un effet de mode. Il y a eu, on pou-
vait écrire que le cinéma français
n'était rien, appuyé par l'avance sur
recettes... Tout d'un coup, ■ parle de
renaissance. Cela n'empêche pas des
différences d'approche. L'école de
choir, de Benoît Jacquot, qui vient de
sortir ici, connaît, ■ son échelle, un
plus grand succès qu'en France. Le
film fonctionne autour d'Isabelle Hup-
pert, ■ Flamingo Road, ■ Mi-
chael Curtis, qui ■ construit autour
de Joan Crawford. Or les Américains
sent, plus que ■ Français, habitués
voir des films construits ■ d'une
actrice.

La situation n'est pourtant pas aussi idyllique que celle décrite par le *New York Times*. Les critiques s'intéressant au cinéma étranger sont une minorité dans une profession en pleine crise : à

perdu tout poids ■ la carrière des films (surtout les films étrangers qui s'adressent à un public très ciblé, et elle est désignée en anglais des études qui mûrissent un genre des studios, comme de presse qu'au dernier moment de manière ■ à assurer que les papiers ne sortent qu'après leur... campagnes ■ promotion. Stephen Holden, ■ critique du *New York Times*, le reconnaît : « L'industrie du cinéma a trouvé le moyen de court-circuiter les critiques... A cela s'ajoute un autre phénomène lié à une érosion très nette du nombre de salles distribuant des films sous-titrés. Il y a vingt ans, 7 % des films distribués aux États-Unis étaient sous-titrés ; ce chiffre ■ tombe à 0,7 %. » Nous sommes actuellement au plus bas pour ce qui est de l'impact du cinéma français sur le public américain », affirme Kenneth Turan, critique du *Los Angeles Times*.

Ce chiffre minuscule s'explique par un phénomène très récent : la montée en puissance de filiales de grands studios comme Miramax, Fine Line, October ou Gramercy. Spécialisées, au début des années 90, dans la distribution de films étrangers, ■■■■ particulier français, elles ■ sont depuis reconverties dans la production. ■ Ces filiales font désormais pression sur les petites salles pour qu'elles distribuent leur film en priorité, selon Godfrey Chesbire, ce qui constitue autant d'écrans en moins pour les films français. Cette pratique, qui ■ situe à la limite de la légalité, complètement change ■ la culture du cinéma. ■ France-Inis.

Désormais, le cinéma français découvre essentiellement par l'entremise des festivals — ils sont multipliés — dernières années aux Etats-Unis — et il est relayé par des critiques de plus en plus isolés. Quelles que soient ses qualités, il ne s'adresse qu'à une minorité de privilégiés qui, en France, peuvent prendre la mesure de ce qu'est le cinéma hors de leurs frontières.

S. 200

correspondance

La première [] pour [] critiques [] cinéma qui écrivent [] la presse [] américaines [] centrées, c'est [] simplement d'avoir [] films étrangers à critiquer. Leur [] que [] sélection qui s'opère est si draconienne que [] films français qui leur parviennent sont les meilleurs, qu'il s'agisse [] grands succès de l'Héxagone ou de films souterrains [] leur distributeur américain. Les critiques s'accordent à dire que plus [] marché se resserme autour du cinéma français, plus leur rôle est crucial.

Dans les villes plus isolées, ils ont un rôle d'autant plus important que les radios et télévisions s'intéressent surtout aux ■■■ John Hart, critique de cinéma du *Seattle Times* depuis 1966, travaille ■■■ une ville - Seattle, au nord-ouest ■■■ Etats-Unis - qui reçoit près d'un ■■■ de films français par an, et ■■■ les gens ■■■ peur ■■■ sous-titres. Son journal publiera ■■■ place souhaitée un ■■■

trétien avec Elodie Bouchez, vedette de *La Vie rêvée des anges*, qui sort aux États-Unis. Les nombreux succès de la V&A ont entraîné un changement dans le public de Seattle, attirant plus de monde.

Anita Modak-Thurman, du *Jackson*
 Clavier Ledger... « la seule critique
 du cinéma » à l'extérieur du Mississippi !
 Elle ouvre une moindre porte à la vis-
 à-vis des films étrangers, elle ré-
 cès : « Si je n'aime pas, je parle
 aspects positifs. J'aurais trop peur
 de décevoir les gens pour toujours »,
 explique le journaliste, qui participe
 actuellement au démarrage d'un
 festival de film français dans le
 Mississippi. Kent... dans
 Isthmus, Kent... alternatif à
 Madison, dans le... le rôle
 de... presse dans la vente de
 billets au cinéma est vital à États-
 Unis, car ces journaux sont équi-
 librés...
 positif : « Avec un film étran-
 ger, je suis plus prudent, d'autant
 plus voyons de moins en
 moins... »

Mulard

■ 60 % des Américains qui vont voir des films étrangers habitent Manhattan ■

NEW YORK
de notre envoyé spécial
ans quelle situation se
e la critique de l'ONU
-Units ?

re critique de cinéma au-
chul (les 1999, c'est signer
faustien pour Hollywood
(et des extraits de 1999
peut se voir accorder autant
nce sur un encart publicitaire
ehul (les 1999, c'est signer
ne se sont là que pour trouver
mmules susceptibles (1999)
re par les studios pour leurs
rges publicitaires. Il y a quel-
nnées. *Variety* racontait qu'un
avait faxé 1999 phrases déjà
1999 critiques free-lance,
demandant de sélectionner
auxquelles (1999 prêts à
leur nom.




reculent les projec-
de presse ■ plus tard possible,
nière ■ ce que ■ n'ayons
temps ■ réfléchir ■ les
de ■ semaine ■ il s'agit
semaine ■ le mars/ l'ouver-

tude des pages cinéma sur *Seul contre tous*, de Gaspar Noé. *True Crime*, de Clint Eastwood, pourrait le même jour mais, faute de l'avoir vu à temps, je pourrai en parler que la semaine suivante. L'existence de ce type de programmation explique en partie pourquoi l'accroche une place aussi importante aux indépendants et étrangers.

- Quelle carrière Seul contre tous peut-il espérer aux États-Unis ?

- Le film a été très remarqué, compris par le New York Times. Il va être montré pendant deux semaines dans une salle au Film Forum, mais l'exploitant ne pense pas qu'il film devrai plus de deux semaines. Irma Vep avait aussi cinq semaines dans une salle. C'était déjà énorme. Dan Talbot, un exploitant qui avait distribué les films de Godard dans les années 60 et 70, pense que dans le contexte actuel il ne serait plus en mesure de le faire. Il faut rendre compte que, parmi les Américains, qui vont voir des films étranges...

gers, 60 % habitent Manhattan !

- Non, j'enseigne aussi l'histoire du cinéma à l'Université. Lorsque Rome ville  sort, il a tenu l'affiche pendant plus d'un an. Quand L'Année dernière à Marien-  sortie,  supplément dominical du *New York Times* avait publié une longue enquête. C'est aujourd'hui impensable. C'est arrivé récemment avec *La vie est belle*, mais il s'agit pour moi d'un film américain.

- Quelle place occupe le cinéma français dans le contexte ?
- Il a plus de prestige que n'importe quel autre cinéma. Il y a pourtant eu des périodes où c'était moins le cas. Dans un pays où aucun film de Hou Hsiao-hsien n'a été distribué ce jour, vous comprendrez que la place du cinéma français est énorme comparée à d'autres cinématographies. Il y a un problème de la publicité : un film étranger a

besson du *New York Times* pour exister. Mais le cinéma français me semble traverser aujourd'hui une période « intéressante. Benoit Jacquot a eu deux films distribués « moins » de dix ans, c'est beaucoup. On a vu aussi *Mr Viper*, les deux derniers films de Claire Denis, ceux d'André Téchiné... »

« Chabrol « le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que « développe un fétichisme autour de la figure de truffaut, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est le fait d'être français, ça va de soi », Claire Denis. *Panette*, de Jacques Doillon, qui a eu un peu de succès, *J'aura-t-il de la neige à Noël ?* et *Chauvin cherche son chat* ont renforcé l'impression qu'il s'est fait en France des films différents, qui ne sont ni « films indépendants » encore moins nos films de studios. »

**Propos recueillis par
Samuel Blumenfeld**



CULTURE

Gérard Depardieu en chef d'équipe nostalgique

Un pont entre deux rives. L'acteur a coréalisé une histoire de triangle amoureux académique

Film français de Gérard Depardieu et Frédéric Auburtin. Avec Gérard Depardieu, Carole Bouquet, Charles Berling, Stanislas Crevillen, Dominique Reymond. (1 h 35.)

L'histoire se passe au début des années 60 dans une bourgade de Normandie. Elle raconte la dissolution de la famille formée par Georges, l'ouvrier qui vient de trouver du travail sur le chantier du pont de Tancarville, Mina et leur fils Tommy. Mina fait la cuisine dans une résidence cossue où loge Matthias, un bel ingénieur venu construire ledit pont. Mina aime Georges mais n'est pas satisfaite de sa vie, elle bovaryse au cinéma en quête d'un supplément d'émotion et de rêve, dont elle pressent dès la première rencontre (pendant la projection de *West Side Story*) que Matthias pourra le lui offrir. Georges et Tommy assisteront impuissants à la cassure de leur univers tandis que, avec une passion qui pourtant ne voudrait faire mal à personne, se construit la relation entre Mina et Matthias.

Un pont entre deux rives raconte donc la plus banale des histoires, une variation qui jamais ne vise à la moindre singularité autour du triangle amoureux. C'est ainsi qu'on a fait, qu'on fera encore,

certain des plus beaux films de l'histoire du cinéma. Mais, cette fois, il ne se passe rien. Parce que la seule contrepartie nécessaire à ce choix de la simplicité est une exigence de style - quel qu'il soit, flamboyant ou discret, austère ou débridé. Et que ce film en est tellement, presque absurdement dépourvu. Les coauteurs (aux deux réalisateurs s'ajoute François Dupeyron, adaptateur du roman éponyme d'Alain Lablanc) ont choisi d'ouvrir le film alors que s'achève une projection de *Jules et Jim*. L'hommage est sans aucun doute sincère, et sympathique de la part de l'interprète du *Dernier métro* et de *La Femme d'à côté*. Il n'en souligne pas moins le contraste entre le cinéma qu'a défendu et incarné François Truffaut toute sa vie (y compris dans ses films tardifs) et le plat académisme dans lequel est coulé ce Pont.

Il suffit de voir Carole Bouquet à vélo et de se souvenir de Jeanne Moreau dans *Jules et Jim* (ou Bernadette Lafont dans le premier court-métrage de Truffaut, *Les Mistons*) pour voir l'évidence - une fille à vélo, au cinéma, ça ne trompe pas. Entre la vitalité rayonnante, sensuelle et dynamique de naguère et l'insignifiance convenue d'aujourd'hui, la comparaison

est aussi cruelle qu'éclairante. Aussi significative que le contraste entre la singularité troublante du triangle composé en 1961 par Catherine, Jules et Jim et le conformisme de celui composé en 1999 par Mina, Georges et Matthias. Ce qui fait que, très vite, on ne se demande plus qu'une seule chose : pourquoi Gérard Depardieu a-t-il voulu faire ce film-là ?

Lui-même répond : pour la femme qu'il aime. Il n'y a aucune raison de ne pas le croire. Il a même en extrême limite de la fin du film pour ne pas faire mourir Mina (*Le Monde* du 24 mars). Pourtant, tandis que Carole Bouquet, tout comme Charles Berling et Dominique Reymond, exécute irréprochablement son travail, le film répond autre chose : pour lui, pour l'acteur Depardieu. Cela devient une sorte de problème de maths absurde. Soit Gérard Depardieu dans le rôle de Georges, ajoutez-y un adjuvant, les Ponts et Chaussées, la Normandie, Flaubert, Truffaut, la campagne, des dialogues très bien écrits, les « trente glorieuses », le triomphe des classes moyennes sur le prolétariat comme classe porteuse d'avenir, Carole Bouquet qui fait la valiselle, des plants de tomates amoureux, sensuels et dynamiques de naguère et l'insignifiance convenue d'aujourd'hui, la comparaison

Depardieu dans le rôle de Georges.

Parce que Depardieu, sous quel angle qu'on prenne l'affaire, est un acteur exceptionnel. Et que le fait de jouer ici sous sa propre direction semble le dispenser de « faire du Depardieu », pour le laisser chanter en sourdine sa propre et délicate musique, et que c'est tout bonnement magnifique. Toute l'émotion est là, dans une mélancolie discrète qui malheureusement n'épouse jamais le film. Cette mélancolie vient de ce que Georges, on le connaît et on le reconnaît : c'est celui que campait vingt fois Jean Gabin avant guerre et plus personne depuis. Si le film se passe dans les années 60, c'est sans doute que cette époque est celle de la défaite consommée, sans qu'on s'en rende compte aussitôt, d'une idée du monde où le peuple avait la gueule du Lantier de *La Bête humaine* et du François du *Jour se lève*.

Cette époque-là avait l'usage d'un acteur du calibre de Depardieu, ce qui n'est plus certain aujourd'hui. Cette idée hante imperceptiblement le film, faisant regretter plus encore que cet ouvrage d'art sans pont ni rive ne sache rien faire partager de ce qu'il avait entrepris de conter.

Jean-Michel Frodon

NOUVEAUX FILMS

PEITIS FRÈRES

Très vite, on comprend que Jacques Doillon tente une opération audacieuse : prendre de vitesse à la fois son propre passé de cinéaste-trébuchet de l'intime et le socio-clin des banlieues. Il choisit une réalité effectivement passionnante, celle des enfants (on dit « préadolescents » dans les milieux compétents) - avec lesquels l'auteur d'*Un sac de billes*, de *La Drôlesse*, de *La Vie de famille* ou de *Jeune Werther* manifeste naguère un tact incontestable. Par leur rapport particulier aux règles sociales, leur langage, leur imitation décalée des grands, les gamins des cités constituent un Allemagne, du trébuchement du réel à la réalité sociale, davantage que les bandes plus âgées. Tout de suite, on se dit que Doillon a raté son coup, tant est pénible l'affectation des scènes d'exposition où la jeune Talia, partie de chez elle avec sa chienne bientôt disparue, s'installe au milieu des gosses de la cité sans savoir qu'ils ont volé son pitbull. Puis, peu à peu, à force d'attention portée sur les individus, de finesse dans les coups de barre immortels au récit, il semble que le film, profitant au mieux de la présence de ses jeunes acteurs, va finalement

passer entre les gouttes du naturalisme et de l'artifice. Jusqu'à ce que le réalisateur décide finalement de célébrer leurs noces, au cours d'une séquence rappelant le « réalisme poétique » d'un autre âge, cette poésie des faubourgs fabriquée et surannée dans laquelle le film se fourvoie comme en un cul-de-sac.

J.-M. F. Film français de Jacques Doillon. Avec Stéphanie Touby, Iliès Sfaroui, Mustapha Goumans, Nassim Lerm, Rachid Monsoori, Demba Goumanne. (1 h 32.)

DOCTEUR PATCH

Saisi par la vocation, un dépressif décide de consacrer sa vie aux autres. Il sera médecin. Face à la dépersonnalisation des hôpitaux, il choisit d'accorder une attention particulière aux patients en les faisant rire et en les traitant en êtres humains plutôt qu'en objets d'expérience ou en anonymes. Filmé par Tom Shadyak, spécialiste des grosses machines au service des stars (Jim Carrey, Eddie Murphy ont déjà tourné sous sa direction), *Docteur Patch* met en scène l'énigmatique Robin Williams dans un récit entièrement calqué sur celui du *Cercle des poètes disparus*. L'école est remplacée par l'hôpital, le scénario alterne la comédie et le

drame, intègre un moment dépressif (une mort inattendue) avant de culminer dans un final cathartique qui marque le triomphe du héros face aux éléments les plus bornés de l'établissement. Tout comme dans le film de Peter Weir, la démagogie du projet n'empêche pas de constater que le personnage principal, loin de s'opposer radicalement à l'ordre social, lui procure le supplément d'âme (là c'était l'amour de la poésie, ici c'est une sage loufoquerie) nécessaire à sa reproduction.

J.-M. F. Film américain de Tom Shadyak. Avec Robin Williams, Monica Potter, Daniel London. (1 h 55.)

COURS, LOLA, COURS

Si ce film, qui a obtenu un énorme succès en Allemagne, durait trente minutes, il serait un très convaincant exercice de virtuosité : sur le principe toujours efficace du compte à rebours (l'héroïne dispose de vingt minutes pour trouver les 100 000 marks qui sauveront la vie de son amoureux), Tom Tykwer multiplie les figures de style, travaille la narration, le cadre, les couleurs et le rythme avec un brio incontestable. Et son interprète principale mérite tous les éloges. A la sortie d'une école de cinéma, on lui accorderait sans hésiter son diplôme, en l'honneur de la façon dont elle, encore plus essouffée que Lola au bout d'une demi-heure de course, il s'arrête et recommence au début. Consulté sa montre, le spectateur comprend alors qu'il aura non seulement droit à une variante de la même histoire, mais également à un troisième épisode. Et, tandis que Franka Potente et ses cheveux rouges recommencent à cavalier dans les rues de Berlin, il prend son mal en patience. J.-M. F. Film allemand de Tom Tykwer. Avec Franka Potente, Moritz Bleibtreu, Herbert Knaup. (1 h 20.)

BABEL

Gérard Pulicino (producteur à la télévision et réalisateur de clips) a tenté pour son premier long-métrage de cinéma de donner vie à une légende enfantine. Celle-ci est inspirée du célèbre épisode biblique de la tour de Babel, dont le réalisateur imagine un prolongement à l'aube du XXI^e siècle. Le peuple des Babels, sympathiques créatures vivant sous terre, est chargé de protéger la planète contre la folie des hommes. Il ten-

tera d'empêcher, avec l'aide d'un petit garçon prémoniteur David, un affariste sans scrupule, Nemrod, de s'emparer d'une pierre qui lui permettrait de devenir le maître du monde. Tourné pour un budget important en deux versions (anglaise et française) et doté de nombreux effets spéciaux, ce film ne ressemble pourtant à rien, même pas à du cinéma. C'est une succession de « temps forts » et de vaine agitation, constituée de plans qui ne dépassent jamais cinq secondes et d'acteurs condamnés à demeurer virtuels. Resuscitée pathétique des grandes sagas fantastiques américaines à la Lucas ou à la Spielberg, Babel est une sorte de remake de l'épisode dont il s'inspire : à l'aune de la mondialisation hollywoodienne, une utopie qui a tourné à la malédiction. Jacques Mandelbaum

Film français de Gérard Pulicino. Avec Mitchell David Rothman, Maria de Medeiros, Tcheky Karyo. (1 h 35.)

LES AMANTS DU CERCLE POILAIRE

C'est un film sur le hasard et la prédestination, une histoire d'amour fou, qui, de l'origine à la mort, suivrait deux êtres que le destin réunit et sépare tout à la fois. Ils s'appellent Otto et Ana. Ils sont élevés ensemble et leur trajectoire s'achève dix-sept ans plus tard, quelque part sur le cercle polaire, après que le récit aura emprunté tour à tour, en de multiples et savants chevauchements, le point de vue de l'un ou de l'autre. Le hic, c'est que rien n'échappe ici à l'implacable nécessité scénaristique, à l'impératif du tout-signifiant, et au diktat galvaudé de la poésie du monde, qui finissent par enserrer personnages et événements dans le cercle étouffant du maniérisme.

J. M. F. Film espagnol de Julio Medem. Avec Najwa Nimri, Fele Martínez, Nancha Novo. (1 h 52.)

TROIS PONTS SUR LA RIVIÈRE

Lire page 36

UN PONT ENTRE DEUX RIVES

Lire ci-dessus

COOKIE'S FORTUNE

Lire page 36

L'ÂME SCEUR

La critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition.

SORTIR

PARIS

Pinocchio
Pinocchio prend du service sur les scènes. Tandis qu'en Italie Carmelo Bene a imaginé une version à une voix (on la verra cet automne à Paris à l'invitation du Festival d'automne), le Lyonnais Bruno Boëglin adapte et met en scène le feuilleton de Collodi. Le désir lui en est venu après qu'il eut joué Pinocchio dans un spectacle de Wladyslaw Znorco, *La Cité Cornu*, où son extraordinaire visage faisait merveille. Cette fois, il ne joue pas. Il a confié le rôle-titre à une jeune comédienne, Catherine Duceac. Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris-6^e. M^e Odéon. Du 7 avril au 9 mai. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F.

Orchestre de Paris
Sylvain Cambreling aurait parfaitement pu être nommé directeur musical de l'Orchestre de Paris comme il pourrait l'être du National ou de l'Orchestre philharmonique de Radio France. Grand chef, doublé d'un intellectuel, qui réfléchit à son art au moins autant qu'aux œuvres qu'il programme, il passe de temps en temps par Paris. Et finalement si peu souvent qu'il faudrait mieux ne pas manquer son retour Salle Pleyel.

Berlioz : *Harold en Italie*. Messiaen : *Un vitrail et des oiseaux*. Debussy : *Le Martyre de saint Sébastien*. Youri Bashmet (alto), Yvonne Loriod (piano), Sylvain Cambreling (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e.

M^e Ternes, Les 7 et 8, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-65-89. De 80 F à 290 F.

Jean Guidoni
Le chanteur-acteur Jean Guidoni a repris sa collaboration avec le parolier Pierre Philippe, qui avait fait les belles heures de son répertoire. Guidoni, c'est d'abord une voix, une superbe présence en scène. Un art de chanter, de changer de masque, de bousculer les habitudes et de refuser le consensus. *Fin de siècle*, ce nouveau spectacle, évoque des moments de bouleversement : Pétain (*Le Bon Berger*, de Pierre Philippe), Charonne (*Voluptés d'Orient*, de Juliette), Toulon, ville de naissance du chanteur... Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, Paris-15^e.

M^e Porte-de-Vincennes. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-45-31-10-96. 100 F et 140 F. Jusqu'au 9 mai.

Nahava Doumbia
La Malienne Nahava Doumbia se produit à Paris avec le guitariste de jazz Claude Barthélémy et le DJ Frédéric Galliano, selon une formule mise au point lors du Festival Africor de Saint-Denis. Originaire du Wassoulou, au sud du Mali, cette chanteuse à la voix haute et puissante (à écouter, Yankow, chez Cobalt/Méridis) fustige la médiocratie et défend les sans-papiers. Les mélodies tissées par le balafon et la kamélé n'goni sont rehaussées d'un trait de flûte peule et des exercices en boucles électroniques de Fred Galliano. L'effet est superbe.

Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris-9^e. M^e Pigalle. Les 7, 8 et 9, à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-77-66. 80 F.

NANTERRE
AMANDIERS
Nikolaï Gogol / Matthias Langhoff
L'INSPECTEUR GÉNÉRAL
"C'est cru, violent et drôle." LES INROCKABLES
"Stimulant, bourré de clins d'œil et de cocasserie." L'EXPRESS
"Matthias Langhoff sait l'art de maintenir en éveil." On en sort KO. TÉLÉRAMA
ACTUELLEMENT / 01 46 14 70 00

GUIDE

REPRISES CINÉMA

L'Escale rouge de Julio Medem. Espagnol, 1993 (1 h 50).
Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).
Vacas de Julio Medem. Espagnol, 1991 (1 h 36).
Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).

TROUVER SON FILM
Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

VERNISSAGES
Ida Barbarigo, Zoran Music. Galerie Marwan Hox, 12, rue d'Alger, Paris-1^{re}. M^e Tuileries. Tél. : 01-42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Du 7 avril au 16 juillet. Entrée libre.

Andrew Mansfield. Galerie Anne-de-Villepoix, 11, rue des Tournelles, Paris-6^e. M^e Bastille. Tél. : 01-42-78-32-24. De 11 heures à 19 heures. Ferme dimanche et lundi. Du 7 avril au 12 mai. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES
Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 15 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Solistes de l'Ensemble InterContemporain. Atelier autour de György Ligeti. David Robertson (direction). Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-13^e. M^e Porte-de-Pantin. Le 7, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. Entrée libre.

Orchestre national de France. Beethoven : *Septuor*, *Romance pour violon et orchestre* op. 50, *Symphonie* n^o 7. Alessandro Carbonare (clarinette), Hervé Joulain (cor), Régis Poullin (basson), Sabine Tournai (alto), Hervé Derrien (violoncelle), Gabin Lauridon (contrebasse), Pincas Zukerman (violon, direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. Le 7, à 20 heures. Tél. : 01-49-52-30-30. De 50 F à 190 F.

Maîtrise de Radio France. Bouzignac : *Morts*, *Messe à sept par-*

ties. Charpentier : *Miserere*. Bacri : *Motets de souffrance et de consolation* op. 59. Les Pages et les chœurs de la chapelle, Olivier Schneebeli (direction). Eglise Saint-Etienne-du-Mont, place du Panthéon, Paris-5^e. M^e Luxembourg. Le 7, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. 120 F.

Dido and Aeneas de Purcell, Silvia Blahowitz, Rinat Shaham (Didon), Fernando Cobo, Andrew Rupp (Enée), Jushi Yang (Belinda), Myriam Bourcier (la magicienne), Nicolas Baubach (le marin), Michael Bennett (l'esprit), Chœur et orchestre de l'Académie européenne de musique, David Stern (direction), Marcel Bozonnet (mise en scène). Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, Paris-10^e. M^e La Chapelle. Le 7, à 20 h 30. Tél. : 01-46-07-34-50. De 120 F à 160 F. Jusqu'au 11 avril.

Le Fusil de chasse de Revereby. Oni Peintre Uosuke Misugi, Brigitte Desnoes (Didon), Françoise Massat (Sénèque), Maja Pavlovka (Sénèque), Ensemble 2e2m, Ami Hammer (direction), Mireille Larroche (mise en scène). Pénière Opéra, 42, quai de la Loire (basin de la Villette), Paris-19^e. M^e Jaurès. Le 7, à 21 heures. Tél. : 01-53-39-43-49. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 18 avril.

Stéphane Huchard Quintet. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M^e Châtelet. Les 7 et 8, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

François Laudet Big Band. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M^e Châtelet. Le 7, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Sharkiat & Maniacs. New Morning, 7-8, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M^e Châtelet-d'Or. Le 7, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Orient Express Moving Showers. L'Européen, 3, rue Biot, Paris-17^e. M^e Place-de-Clichy. Le 7, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 120 F. Jusqu'au 11 avril.

DERNIERS JOURS
10 avril : Guy Bados. Théâtre de la Renaissance, 20, bd Saint-Martin, Paris-10^e. Tél. : 01-42-08-18-50. De 60 F à 180 F.

Miroirs noirs d'Arno Schmidt, mise en scène de Patrick Sommer, avec Yann Collette et Marie Carès. Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.

CAHIERS DU CINÉMA
DU
STANLEY KUBRICK
L'ŒIL DU MAÎTRE
ROMANCE DE BREILLAT : BRULANT ET GLACÉ
DAVID CRONENBERG, EXPLORATEUR DU VIRTUEL
AKI KAURISMAKI, LE FINLANDAIS VOLANT
534
NUMÉRO 534 - AVRIL 99
CAHIERS DU CINÉMA
40F - Chez votre marchand de journaux

LES VISIONNAIRES
de Desmarest de Saint-Sorlin. Mise en scène de Christian Schiaretti avec Les Comédiens de La Comédie à La Comédie de Reims 3 chausseée Boequeine du 8 au 24 avril à 20h30 (les jeudis S. 15 et 22 avril à 19h30) tél. 03 26 48 49 00

هكذا من الأصل

EN VUE

■ La ville de Harare, au Zimbabwe, sans ressource pour pomper le méthane, attend impuissante l'explosion de sa décharge municipale, en raison du gaz qui s'accumule en dessous.

■ Le Foreign Office révèle : en 1997, avant d'exporter vers Belgrade du matériel militaire, le gouvernement britannique s'était assuré que l'armée yougoslave ne l'utiliserait pas à des « mauvaises fins ».

■ Mardi 6 avril, au poste-frontière de Mouri, Fazle Teta, Albanais entré clandestinement en Grèce, a été tué, selon la version officielle, par un ricochet vertical, un soldat ayant « tiré en l'air ».

■ La Finlande accepterait de recevoir « une cinquantaine de réfugiés ». A lui seul, Paray-le-Monial, gros bourg de Saône-et-Loire, accueillera « temporairement » deux familles déportées du Kosovo.

■ Mardi 2 mars, à Torre Minervino, près d'Otrante, en Italie, les carabinieri mettaient plus de trois heures pour évacuer par la mer deux cents Kurdes, Kosovars et Albanais prisonniers d'une falaise, abandonnés par des passeurs sur une grève.

■ Devant la Haute Cour de justice de Londres, les habitants de Diego Garcia, petite île britannique de l'océan indien cédée à l'armée américaine à la fin des années 60, transférés depuis sur l'île Maurice, dont ils étaient originaires, « nostalgiques, déprimés et suicidaires », demandent à rentrer chez eux.

■ Récemment, au Tadjikistan, neuf personnes sont mortes ensevelies dans le puits profond qu'elles avaient vainement creusé à la recherche d'un trésor.

■ Un tribunal jordanien vient de condamner à neuf mois de prison ferme, pour « crime d'honneur commis dans un moment de colère extrême », Fayez Mahmoud, qui, après avoir fait sortir sa fille du commissariat où elle s'était réfugiée, l'avait égarée dans un parc près d'Amman.

■ Deux japonais se font voler avec le sourire l'appareil qu'ils lui ont confié pour la prendre en photo, à Cannes, sur la Croisette, devant la mer : mardi 6 avril, Yazid Nanouche, est condamné à dix-huit mois de prison ferme.

■ Un exhibitionniste espagnol a été arrêté, vendredi 2 avril, au cours de la semaine sainte à Cuenca, pendant la procession du « chemin du Calvaire », au moment où, profitant de la ferveur religieuse, il se dépoiluait de son dernier linge.

■ Anthony Cardone, Canadien, est mort d'un choc anaphylactique à Fondi, en Italie, le jour de Pâques, en mangeant un œuf en chocolat.

Christian Colombani

« Liaisons sociales Magazine » veut élargir son public

Le mensuel, qui, jusqu'à présent, n'était diffusé que par abonnement, est désormais mis en vente dans les kiosques. La rédaction veut ainsi « combler un vide » en matière d'informations sociales

AVENIR des retraites, 35 heures, couverture maladie universelle... les questions sociales occupent à nouveau une place prépondérante dans l'actualité. L'offre publique d'échanges lancée par la BNP sur la Société générale et Paribas ne vient-elle pas de donner lieu à une première, l'engagement de la BNP inscrit noir sur blanc dans la note de la Commission des opérations de Bourse (COB), de ne pas procéder à des licenciements dans le cas où les trois banques fusionneraient ?

Convincus du caractère durable de l'importance prise par les questions sociales, les dirigeants de *Liaisons sociales* ont décidé de vendre en kiosque à partir du vendredi 2 avril le mensuel *Liaisons sociales Magazine*. Jusqu'ici, ce journal, créé

en 1984, n'était diffusé que par abonnement. Son lectorat était constitué de responsables des ressources humaines, conseillers, syndicalistes et fonctionnaires du ministère de l'emploi. « Observer bien les rayons des marchands de journaux. Vous avez l'embaras du choix dans la presse économique et financière. En revanche, rien, ou presque rien, pour vous informer sur le social. Un vide que *Liaisons sociales Magazine* entend combler », explique le rédacteur en chef, Denis Boissard.

Au sommaire de ce numéro, un dossier comparant les situations entre les secteurs public et privé qui s'appuie sur huit cas concrets : deux infirmières, deux conducteurs de bus, deux retraités et même deux



syndicalistes, appartenant respectivement à l'un et l'autre des secteurs. Le bilan est sans appel : « So-

laire, stabilité de l'emploi, durée du travail, retraites, pouvoir syndical... Le fossé s'élargit entre les salariés du privé et ceux du secteur public. Au détriment des premiers », remarque le journal.

BILL CLINTON ET LES RETRAITES

Décidément fêtu de comparaisons, le journal étudie, dans un autre article, les situations d'EDF et d'un de ses homologues allemands : RWE. Les chiffres se passent de commentaires : EDF emploie 117 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 185 milliards de francs (28,2 milliards d'euros) alors que, pour un chiffre d'affaires d'environ 75,5 milliards de francs, RWE n'emploie que... 19 000 salariés. Le pacte de *Liaisons sociales Magazine* était

d'intéresser 10 000 nouveaux lecteurs tout en gardant les 30 000 abonnés, la rédaction fait alterner les sujets grand public, comme ces « portraits de femmes au travail la nuit dans l'industrie » ou le dossier sur la reconnaissance des acquis professionnels, et d'autres plus spécialisés, que la publication s'efforce de vulgariser. C'est ainsi que le journal explique, reportage à l'appui, le plan que Bill Clinton vient d'annoncer pour sauver les retraites américaines. « Lionel Jospin ferait bien de s'inspirer du volontarisme de Bill Clinton en la matière », note François Charpentier, qui remarque qu'outre-Atlantique aussi « on revient toujours à cette opposition entre répartition et capitalisation ».

Outre les signatures de ses journalistes, *Liaisons sociales* ouvre ses colonnes à des experts reconnus : Bernard Brumhes et Raymond Souble, consultants après avoir été conseillers sociaux à Matignon, Catherine Barbaroux, directrice générale de l'Institut Entreprise et Personnel, ainsi qu'au juriste Jean-Emmanuel Ray.

En 1947, d'anciens résistants avaient innové en créant *Liaisons sociales*, un bulletin quotidien qui se revendiquait « équilibré » entre le patronat, les syndicats et l'administration. Un demi-siècle plus tard, leurs successeurs tentent un nouveau pari : celui d'intéresser un large public à ces questions qui ne relèvent plus des seuls spécialistes.

Frédéric Lemaître

DANS LA PRESSE

RFI

Dominique Burg

■ La France est plus décidée que jamais à poursuivre l'action militaire contre le régime serbe. Sa position a même gagné, hier, en clarté... Pas un battement de cil, pas un soupçon, pas un signe d'hésitation chez Jacques Chirac. Simplement un peu plus de gravité et de solennité dans le propos. La même solennité qui régnait quelques heures auparavant et comme jamais depuis le début de cette guerre dans l'hémicycle. Là c'est le premier ministre qui s'exprimait sur le conflit. Mêmes mots, même arguments, mêmes objectifs, même détermina-

tion, que ce soit sur les opérations militaires ou sur la question des réfugiés. Lionel Jospin et Jacques Chirac sont toujours d'accord... La cohabitation est un mauvais système, elle ralentit la prise des décisions, elle les rend suspectes ou obscures. Mais elle vient de révéler une vertu insoupçonnée, en tout cas hypothétique, son efficacité en période de crise grave. La cohabitation est aujourd'hui une force, un formidable outil de cohésion nationale.

FINANCIAL TIMES

■ Le transfert depuis la Macédoine des réfugiés du Kosovo a bien mal commencé. Certains réfugiés ont été poussés de force par la police

locale dans des avions en partance pour de lointaines destinations, comme la Turquie ou la Norvège, alors même qu'ils ne voulaient pas être séparés de leurs familles. Ce spectacle misérable a donné d'une opération qui devait être humanitaire pour l'Otan, l'image d'une autre déportation, à la Serbe. Il a aussi conforté l'impression d'une grande impréparation des Occidentaux face à cette crise des réfugiés.

LE TEMPS

Alain Campiotti

■ Comment l'Alliance s'en sortira-t-elle ? Les Russes ne se trompent sans doute pas quand ils annoncent une offensive terrestre dans quinze jours... Si celle-ci a pour but de

créer une poche de sécurité pour les Kosovars chassés de leurs villages, elle devra avoir aussi les moyens d'occuper la province. Jus- qu'où ? Aux deux tiers pour entre- tenir le partage dont on parle dans les deux camps ? Possible, mais ce serait en contradiction avec le refus proclamé des charcutages territo- riaux. Occuper alors tout le Kosovo ? C'est l'hypothèse la plus proche des buts des alliés : les Albanais organiseraient leur gouverne- ment sous protectorat militaire. Mais les Serbes ne tarderaient pas à revendiquer pour eux, en Bosnie, ce qu'on aurait admis au Kosovo pour les Albanais : une rectification de frontière dans les faits. On ne voit pas de scénario moins noir.

www.ladocfrancaise.gouv.fr

La Documentation française sur le Web, en textes et en images



riés, mais, selon Thomas Rouan, responsable du site, « un rapport a été particulièrement plébiscité par les internautes : celui consacré à la spoliation des Juifs sous l'Occupation, qui a passé la barre des 2 500 téléchargements ». Toujours en matière d'information ci-

toyenne, le site affiche, dans sa partie « Annuaire », l'organigramme détaillé des principaux partis politiques et organisations syndicales.

Par ailleurs, il héberge une boutique électronique, où l'on peut commander en ligne tous les titres

du catalogue de La Documentation française, soit 1 221 numéros de revues et 1 369 ouvrages, expédiés aux clients par La Poste. Parmi les meilleures ventes, le répertoire de l'administration française, véritable Who's Who de la fonction publique. « Seulement 2 % des commandes s'effectuent directement par Internet, indique M. Rouan. Mais, pour accélérer le mouvement, nous allons installer avant la fin de l'année un système de paiement sécurisé. Ce sera une première pour un site de service public français ».

Le prochain grand chantier de La Documentation française en ligne sera l'enrichissement de sa rubrique d'archives photographiques. Le site accueillera bientôt une version numérique de ses trois grandes photothèques, contenant plusieurs dizaines de milliers de clichés hérités des administrations coloniales françaises, du gouvernement de Vichy et de la France libre.

Christophe Labbé et Olivia Recasens

SUR LA TOILE

TRUCAGE

■ Le Likoud, parti du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, a protesté contre la présence sur le site Web du Parti travailliste d'une photo truquée montrant M^{me} Netanyahu nue. Dans un communiqué, les travaillistes ont tenu à minimiser l'incident : « Il s'agit d'une photo, parmi des milliers d'autres et des caricatures, dans une sous-rubrique du site. » - (AFP)

HAUT DÉBIT

■ France Télécom va tester son nouveau service de connexion Internet à haut débit via satellite auprès de 250 clients privés et de 70 écoles, à Beauvais, Compiègne, Quimper et Vannes. L'abonnement sera de 301 francs par mois. - (AFP)

VENTE AUX ENCHÈRES

■ Amazon.com, leader mondial de la vente de livres sur Internet, a ouvert un nouveau site permettant aux particuliers d'acheter et de vendre aux enchères des articles tels que livres rares ou dédiés, disques de collection, antiquités, etc. www.amazon.com

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postale à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 92046 Châtillon Cedex.

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

Q.M. Mlle Prénom : Nom : Adresse : Code postal : Localité : Offrez jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

Autorisation de prélèvements : J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je réserai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, à votre autorisation. Il y en a dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 9h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension temporaire, un numéro exclusif : 0 800 622 021 (Lun-Ven 9h-18h).

« Le Monde » (ISSN 0000-0000) is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

« Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy. « Le Monde » is published daily for 5 francs per copy.

Mémoires d'une sentinelle

par Alain Rollat

LA FORCE de l'âme existe. Je l'ai rencontrée, sous une tente, à la frontière du Kosovo. Elle pleurait au chevet d'un enfant albanais. Je campais, crosse en l'air. J'étais non-violent. Je croyais l'être. Je voulais l'être. Je m'étais fabriqué une armure confortable : ni moralisme impuissant ni pacifisme débile. Je n'acceptais qu'une seule force. Celle-là, justement : la force de l'âme. Ses larmes m'ont désarmé. L'enfant, alité, fiévreux, sanglotait. Penchée sur lui, elle lui caressait le front du revers de la main. Elle portait le brassard de Médecins du Monde. C'était une jeune femme aux traits fins, cheveux bruns, coupés courts, prénommée Anne-Marie. Je n'oublierai jamais son regard profond comme un gouffre. Il m'en a plus appris que tous mes livres sur les forces démoniaques qui écrasent, démolissent, massacrent les créatures.

Cet enfant kosovar avait dix ans. Il s'agitait comme un possédé. Elle ne parvenait pas à le calmer. Il semblait aux prises avec un invisible monstre. Elle racontait son histoire. Quand les miliciens serbes étaient arrivés chez lui, il était caché dans une cave en compagnie des siens et de trois autres familles. Les miliciens avaient tiré. Tout le monde avait été tué. Sauf lui, blessé au bras, et sa petite sœur, indemne. Les miliciens, avant de partir, avaient mis le feu à la maison. Il avait essayé d'en sortir en emmenant sa petite sœur. Mais il souffrait d'une fracture ouverte. Il n'avait pas pu tirer sa petite sœur hors du brasier. Elle racontait cela en essayant de cacher ses larmes à la caméra de France 2. C'était la première fois que je voyais une si belle force d'âme dans la nudité de l'impuissance.

Mon destin a voulu que je la rencontre quelques instants après

avoir entendu ce que disait à Claude Sérillon le ministre serbe de l'Information. Il prétendait, en s'exprimant en français, que les réfugiés du Kosovo « gonflent la situation », affabulent, s'inventent une déportation, jouent les martyrs pour fournir « un alibi aux Américains ». Il parlait de « mise en scène ». Sûr de lui, il en parlait à son aise. J'ai réalisé qu'il accusait cet enfant crucifié de mensonge contre l'humanité. J'ai mis mon casque.

A quoi servent les mains propres si elles laissent le champ libre aux tuteurs d'enfants ? A quoi bon l'âme sans tache si elle s'abstient devant le crime ? A quoi rime la non-violence si son hertie fait autant de victimes que la violence ? C'est depuis ce soir-là que je fais la guerre sans l'arme. Je la fais au mal. C'est con, je sais. Je suis déjà cerné. Mais je m'en fous. Je suis en compagnie de l'immortel Sancho Pança.

سكيا من الأمل

GUIDE TÉLÉVISION

18.30	Nulle part ailleurs.	Canal +
19.10 et 0.10	Le Rendez-vous de Ruth Elkrief.	LCI
20.00	20h Paris Première.	Paris Première
20.10	Le Talk Show.	LCI
20.15	Droit de cité. Le plus beau métier du monde ?	RTBF 1
20.40	Quelle paix pour les Balkans ?	Arte
20.50	Des racines et des ailes.	France 3
21.05	Strip-tease.	TV 5
22.45	Ca se discute.	France 2
23.25	Un siècle d'écrits.	France 3
0.10	Génération Albatros.	France 3
0.50	Le Canal du savoir.	Paris Première

21.35	Les Tribus indiennes.	Planète
21.45	Voyage au pays des dieux.	Odyssee
22.05	Le Train de l'orphelin.	Planète
22.15	Les Derniers Sanctuaires.	Odyssee
22.50	Musica.	Arte
22.55	Deux Papi.	Planète
23.45	Profil.	Arte
0.50	L'Épopee d'un fusillé.	Planète
1.10	La Lucarne.	Arte

22.45	Symphonie de Psaumes.	Planète
23.15	La Légende de Joseph.	Arte
23.30	Le Tueur du dimanche.	Planète
20.50	La Vie en face.	France 2
20.55	Charlotte, dite Charlie.	France 2
21.25	Star Trek, la nouvelle génération.	Canal Jimmy
21.35	Le Caméléon.	Série Club
21.45	Brooklyn South.	Série Club
22.25	Friends.	Canal Jimmy
22.50	Absolutely Fabulous.	Canal Jimmy
23.30	The Closer.	Série Club
0.25	New York Police Blues.	Canal Jimmy

FILMS

15.40	Dick Tracy	Cinestar 1
16.30	Napoleon	Historie
18.50	Les Granges brûlées	Cine Cinema 1
20.30	Out of the Fog	Cine Cinema 3
20.30	Sailor et Lula	Cine Cinema 3
21.00	The Hit	Cinestar 2
22.40	Scream	Canal +
22.40	Marion	Cinestar 2
23.20	Ma sœur	Cinestar 2
0.45	Les Deux	Cine Classics
1.00	Sailor et Lula	Cine Cinema 1
1.10	Rafles sur la ville	Cinéma 1
2.05	Huit et demi	Cinéma 1
2.05	Un homme	Canal +

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

19.05	Le Bigdill.	TF 1
20.00	Journal. Le Résultat des courses.	TF 1
20.28	Boum, Météo, Météo des neiges.	TF 1
20.35	Football. En direct.	TF 1
20.45	La Ligue des champions.	TF 1
20.48	Moncler Utd - Juventus.	TF 1
20.48	Dynamo Kiev - Bayern Munich.	TF 1
0.20	Idéal Palace.	TF 1
1.15	TF 1 nuit, Météo.	TF 1

ARTE

19.00	Connaissance. Pour la gloire (10).
19.45	Météo, Arte info.
20.10	360°, le reportage GEO (13-14).
20.40	Quelle paix pour les Balkans ?
21.40	Les Cent Photos du siècle.
21.45	Musica.
21.50	Le film de l'année.
22.50	Le film de l'année.
23.45	Profil.
1.15	La Lucarne.

M 6

19.20	Marianne, deux enfants.
19.54	Le 5h Minutes, Météo.
20.10	Notre belle famille.
20.40	Décrochage info.
20.50	La Vie en face.
22.30	Fausse ressemblance.
0.05	Booker.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.02	Les Chemins de la musique.
20.30	Agora.
21.00	Philambole.
22.10	Fiction.
23.00	Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.00	Pages barbares. Donne en direct.
20.30	Agora.
21.00	Philambole.
22.10	Fiction.
23.00	Nuits magnétiques.
23.30	Musique plurielle.
23.57	Les Chemins de la musique.
24.00	Les Chemins de la musique.
24.15	Les Soirées.
24.30	Les Soirées.
24.45	Les Soirées.
25.00	Les Soirées.
25.15	Les Soirées.
25.30	Les Soirées.
25.45	Les Soirées.
26.00	Les Soirées.
26.15	Les Soirées.
26.30	Les Soirées.
26.45	Les Soirées.
27.00	Les Soirées.
27.15	Les Soirées.
27.30	Les Soirées.
27.45	Les Soirées.
28.00	Les Soirées.
28.15	Les Soirées.
28.30	Les Soirées.
28.45	Les Soirées.
29.00	Les Soirées.
29.15	Les Soirées.
29.30	Les Soirées.
29.45	Les Soirées.
30.00	Les Soirées.

TÉLÉVISION

CANAL +

17.45	Rex Rex Runt
18.30	Nulle part ailleurs.
19.10 et 0.10	Le Rendez-vous de Ruth Elkrief.
20.00	20h Paris Première.
20.10	Le Talk Show.
20.15	Droit de cité. Le plus beau métier du monde ?
20.40	Quelle paix pour les Balkans ?
20.50	Des racines et des ailes.
21.05	Strip-tease.
22.45	Ca se discute.
23.25	Un siècle d'écrits.
0.10	Génération Albatros.
0.50	Le Canal du savoir.

FRANCE 2

20.55	Charlotte, dite Charlie
21.35	Les Tribus indiennes.
21.45	Voyage au pays des dieux.
22.05	Le Train de l'orphelin.
22.15	Les Derniers Sanctuaires.
22.50	Musica.
22.55	Deux Papi.
23.45	Profil.
0.50	L'Épopee d'un fusillé.
1.10	La Lucarne.

ARTE

17.45	La Lucarne
18.30	Nulle part ailleurs.
19.10 et 0.10	Le Rendez-vous de Ruth Elkrief.
20.00	20h Paris Première.
20.10	Le Talk Show.
20.15	Droit de cité. Le plus beau métier du monde ?
20.40	Quelle paix pour les Balkans ?
20.50	Des racines et des ailes.
21.05	Strip-tease.
22.45	Ca se discute.
23.25	Un siècle d'écrits.
0.10	Génération Albatros.
0.50	Le Canal du savoir.

GUIDE TÉLÉVISION

COUPES

21.20	La Conquête spatiale.	Forum Planète
21.35 et 23.05	Débat.	Arte
23.30	Un jardin dans la tête.	Forum Planète

MAGAZINES

10.40	Arrêt sur images.	La Cinquième
11.05	Strip-tease.	TV 5
13.05	On s'occupe de vous.	France 3
14.00	20h Paris Première.	Paris Première
14.30	La Cinquième rencontre.	La Cinquième
16.55	Zapping Zone.	Disney Channel
17.00	Les Lumières du music-hall.	Paris Première
18.00	Stars en stock.	Paris Première
18.30	Nulle part ailleurs.	Canal +
19.15	Le Rendez-vous de Ruth Elkrief.	LCI
20.00	20h Paris Première.	Paris Première
20.05	Tennis. Tournoi messieurs d'Estoril (4j).	TF 1
20.15	Envoyé spécial.	France 2
22.40	Facultaire.	France 2
22.50	Courts particuliers.	Paris Première
23.05	France Europe Express.	France 3
23.20	Si l'ose écrire.	RTBF 1
23.50	Le Club.	Cine Classics
0.55	Des racines et des ailes.	France 3

DOCUMENTAIRES

18.05	Le Pays des boudhas d'or.	Odyssee
18.20	Portraits de gangsters.	Planète
18.30	Le Monde des animaux.	La Cinquième
19.00	Voyages, voyages.	Arte
19.00	Gouverner, c'est choisir ?	Odyssee
19.05	Les Amers de la victoire.	Planète
19.15	Le 34.	Odyssee
19.45	Etat des lieux : le Yémen.	Odyssee
20.00	Klemperer.	Musica
20.15	360°, le reportage GEO.	Arte
20.30	Allez-retour dans l'espace.	Forum Planète
20.40	Chroniques couleur du ghetto de Lodz.	Canal +
20.40	Thema. L'alcool, cette drogue !	Arte
21.20	La Chine, dragon millénaire.	Odyssee
21.50	Voyage au pays des dieux.	Odyssee
22.45	Conversation avec Michaël Tippet.	Odyssee
23.40	Des animaux et des hommes.	Odyssee
0.05	Histoire de l'eau (14). Une lune de tous les jours.	Odyssee

SPORTS EN DIRECT

13.00	Tennis. Tournoi messieurs d'Estoril (4j).	TF 1
17.00	Football. Championnat du monde des moins de 20 ans.	Eurosport
18.00	Football. Coupe des coupes (demi-finale aller).	Eurosport
18.30	Football. Coupe des coupes (demi-finale retour).	Eurosport
18.55	Hockey sur glace NHL.	Canal +
19.15	Ellen.	RTBF 1
20.15	Looking out for Number One.	RTBF 1
20.40	Julie Lescaut.	RTBF 1
20.50	Le juge est une femme.	TF 1
22.35	Profil.	Arte
23.45	Stargate SG-1.	TF 1
0.15	High Incident.	Canal Jimmy
1.15	Seinfeld.	Canal Jimmy

MUSIQUE

17.00	Haydn.	Mezzo
-------	--------	-------

FILMS

18.00	The Nat - Kings Cole Show.	Musica
19.05	Manuel De Falla.	Musica
20.59	Solrès les plus grands noms de la chanson.	Musica
21.35	Nuit italienne.	Mezzo
22.30	Le Tueur du dimanche.	Planète
23.40	Mahler, symphonie n° 8.	Mezzo
1.00	L'Épopee d'un fusillé.	Planète
1.05	La Lucarne.	Arte
1.10	Sailor et Lula.	Cine Cinema 1
1.10	Rafles sur la ville.	Cinéma 1
2.05	Huit et demi.	Cinéma 1
2.05	Un homme.	Canal +

FILMS

14.15	Forever and a Day	Cine Classics

